

LE MONDE **LIBERTAIRE**

LE MAGAZINE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

JAPAN 9372438
M54V24616-10TK
OKI

NOTRE DOSSIER **NOUVELLES TECHNOLOGIES**

ÉTAT D'URGENCE : **QUAND L'EXCEPTION DEVIENT LA RÈGLE**
SCIENCES : **HIÉRARCHIE DANS LE MONDE SCIENTIFIQUE**
NUCLÉAIRE : **EN FINIR AVEC L'EPR !**
LITTÉRATURE : **LE MAÎTRE INSURGÉ**

PORTFOLIO : DOCTEUR BERGMAN



EDITORIAL

La fête au sapin vient de passer, le nouvel an aussi. Alors que vous digérez tranquillement vos différents excès, vous vous repassez le film en accéléré. Bien sûr, vous avez abonné tout vos proches au Monde Libertaire, et ça, c'est bien. Mais soyons réaliste : le ML, c'est pas ce qui se vend le mieux en fin d'année... Sous le sapin, on trouvera plutôt du drone, du smartphone, de l'ordinateur, de la console vidéo. Clairement, les « nouvelles technologies » ne le sont plus tant que ça, en ce début d'année 2017. Alors bien sûr, tout ça nous facilite plutôt les choses. Tenez, rien que pour faire ce journal, nous avons utilisé massivement Internet, nos ordinateurs etc. Le CRML travaille en équipe, mais une équipe dispersée dans toute la France. Même si on s'aime bien, on se voit pas beaucoup en chair et en os. Heureusement, on a de super outils (rien qu'à nous) et des moyens de communication résolument modernes. Le problème, c'est qu'avec toutes les possibilités offertes par les nouvelles technologies, viennent aussi pas mal d'interrogations nettement moins sympathiques concernant la protection des données, la surveillance de masse, l'extraction des métaux rares etc. Nous ne voulons pas, ici, dresser un tableau totalement négatif, ni faire d'angélisme concernant les nouvelles technologies. Nous avons voulu mettre à contribution nos plumes sur un sujet qui nous concerne tou.te.s, de près ou de loin.

LE CRML

1784

TERRAINS DE COMBAT

02 **État d'urgence : quand l'exception devient la règle**

Par JEAN-JACQUES GANDINI

06 **Faire face à une perquisition de la police au petit matin : conseils pratiques**

Par MARION

08 **Cherche-t-on à museler une radio libre ?**

Par FAB

10 **La double peine des migrants LGBT**

Par PATRICK SCHINDLER

12 **face à la répression antisyndicale et à la loi Travail, ne lâchons rien !**

Par BERTRAND

SECTEURS À EXPLORER

48 **Science ou hiérarchie ?**

Par XAVIER ZAMBRANA-PUYALTO

51 **En finir avec l'EPR, en finir avec le nucléaire**

Par ÉLAN NOIR

54 **Du paysan au paysan**

Par JEAN-PIERRE TERTRAIS

SANS FRONTIÈRES

57 **Mondialisation et exploitation**

Par FRICCHE (FAI)

Le dossier du mois : **NOUVELLES TECHNOLOGIES**

16 **Une immatérialité débordante**

Par R. TOLEDO

20 **Le Monde a muté**

Par BLAIREAU

22 **Du tripot digital**

Par NESTOR POTKINE

24 **L'avènement d'une "industrie de la vie"**

Par ÉRIC SADIN

28 **Nouvelles technologies... sur écran**

Par RENÉ, YANN, MÉLUSINE & POLA

34 **Le néo-luddisme en France : livres et gestes**

Par GILLES DURAND

38 **Humeur binaire**

Par XX

PORTFOLIO

44 PAR DOCTEUR BERGMAN



DOMAINES CULTIVÉS

60 *Personal shopper*

Par FRANCIS GAVELLE

62 **Fernando Solanas : un cinéaste en colère**

Par THIERRY VENDENNIEU

64 **38ème Cinemed : un cinéma méditerranéen sans frontières**

Par CHRISTIANE PASSEVANT

65 **Agenda des sorties cinéma**

Par CHRISTIANE PASSEVANT

66 **What matters nox par Ursus Minor**

Par THIERRY VENDENNIEU

67 **Le maître insurgé**

Par HUGUES LENOIR

69 **La grande transformation**

Par GREG

71 **Chantal Montellier**

Par CHRISTOPHE

ARCHIPEL LIBERTAIRE

73 **Bulletin d'abonnement**

74 **Les groupes de la FA**

76 **Programme de la radio**

Couverture : **Agenda militant**

Le Monde Libertaire, mensuel de la Fédération Anarchiste, est édité par la SARL Publications du Monde Libertaire.

Il est réalisé et mis en page par une petite équipe entièrement bénévole disséminée à Marseille, Paris et Lyon ; l'impression et le routage sont financés exclusivement par les ventes de numéro et les abonnements.

Garanti 100% sans pub, sans subventions, sans généreux copain du Fouquet's, sans concessions.

C'est un journal volontairement ouvert à toutes les sensibilités libertaires : les articles qui y sont publiés nous sont librement proposés par des rédacteurs de tous horizons, membres de la Fédération anarchiste ou pas, écrivant selon le principe de la responsabilité individuelle. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Adeptes d'un monde fermé, lisez autre chose, tout simplement.

Ont participé à ce numéro :

Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Nathan, Christine Passevant, René Berthier, Fred, Olivier, Patrick Schindler, Nestor Potkine Gilles Durand, Fab, Marion, Bertrand, Jean-Jacques Gandini, Mélusine, Yann, Éric Sadin, XX, Friche, Xavier Zambra, Élan Noir, R. Toledo, Jean-Pierre Tertrais, Francis Gavelle, Thierry Vandennieu, Hugues Lenoir, Greg, Christophe. Merci également à Lardon pour le dessin !

Direction de la publication :

Claudine Annereau

Imprimé par :

Les presses du Ravin Bleu,
27 rue du Capitaine Ferber,
75020 Paris

Commission paritaire n°0614 C 80740

Dépôt légal 44145 - 1er trimestre 1977

Routage 205



DANS UN SALE ÉTAT

ÉTAT D'URGENCE : QUAND L'EXCEPTION DEVIENT LA RÈGLE

« *Années grises pour éviter qu'elles ne deviennent noires ; années qu'on pouvait regarder en disant : "c'est encore possible et ils n'ont rien vu ; ils n'ont rien fait".* » Marc Bloch

À la suite des attentats du 13 novembre 2015, une loi d'exception « relative à l'état d'urgence », a été votée le 20 novembre par le Parlement à la quasi-unanimité, avec prorogation de l'état d'urgence pour trois mois à compter du 26 novembre, soit jusqu'au 26 février 2016, prorogée à nouveau pour trois mois jusqu'au 26 mai et à nouveau pour deux mois, en se fondant sur la loi du 3 avril 1955 qui l'avait instauré en pleine guerre d'Algérie.

Le président de la République ayant échoué à l'inscrire dans la Constitution, le gouvernement a alors fait voter une nouvelle loi « normale », le 3 juin 2016 dite « Loi Urvoas », « renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité de la procédure pénale ». Objectif principal : renforcer l'efficacité de la lutte contre la criminalité organisée, et notamment le terrorisme. Il s'agit en réa-

lité d'une loi fourre-tout qui ne fait que rajouter des exceptions aux exceptions.

Parmi ses principales dispositions :

- Les perquisitions de nuit seront possibles dans des locaux à usage d'habitation, lorsque la condition d'urgence sera remplie.
- Les Officiers de Police Judiciaire spécialement chargés de la lutte contre le terrorisme pourront, sur simple autorisation du procureur de la République, valable 48h, et donc sans aucun contrôle du juge du siège, recourir à la surveillance, à l'infiltration, aux écoutes téléphoniques, à l'interception de correspondances électroniques, à la sonorisation et à la captation d'images, à l'intrusion informatique et au dispositif IMSI-Catchers, ces fausses antennes qui permettent d'intercepter les conversations téléphoniques, IMSI étant un numéro d'identifiant unique contenu dans la carte SIM : elles imitent le fonctionnement d'une antenne-relais de téléphone mobile de manière à ce que les appareils situés à proximité s'y connectent ; cet équipement reçoit ensuite les communications de ces appareils téléphoniques et peut accéder

à leur contenu ; il transmet alors, à son tour, les communications à l'opérateur et l'appel a lieu après normalement, ni vu ni connu.

- Renforcement des pouvoirs de police pour les contrôles d'identité : en cas de contrôle de police judiciaire d'identité, l'inspection visuelle et la fouille de bagages de véhicule se font sur réquisition écrite du procureur de la République, et il faut l'assentiment de la personne ; en cas de contrôle de police administrative, sur autorisation du Préfet - représentant direct du Pouvoir -, écrite et motivée, lorsque l'inspection a lieu « à proximité d'établissements, d'installations ou d'ouvrages sensibles », l'autorisation ne devant pas dépasser 12h et avec information sans délai du procureur : mais elle se fait, elle, sans assentiment de la personne.



Il s'agit donc d'un nouveau régime de perquisition administrative, sachant que la notion d'installation ou d'ouvrage sensible est particulièrement floue, donc d'autant plus inquiétante.

- Rétention des personnes à l'occasion d'un contrôle ou d'une vérification d'identité : une personne, dont il y a « des raisons sérieuses de penser que son comportement est lié à des activités terroristes, ou est en relation directe et non fortuite avec une personne ayant un tel comportement », peut être retenue « le temps nécessaire à l'examen de sa situation » jusqu'à 4 heures. Compte tenu du caractère trop imprécis des raisons avancées et de la non-assistance par un avocat, on donne une fois de plus à l'autorité administrative des facultés qui relèvent de l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, sans y apporter les garanties relatives à l'exercice des droits de la défense.
- A propos de l'autorité judiciaire justement : on recourt de moins en moins au juge d'instruction, en élargissant le champ des actes possibles en enquête préliminaire, renforçant la suprématie du Parquet, soumis à l'autorité du ministre de la Justice, qui en maîtrise unilatéralement le processus, mettant la défense, qui ne peut intervenir sauf en phase terminale, devant le fait accompli alors que l'instruction permettait le caractère contradictoire de la procédure et l'avocat pouvait demander l'accomplissement d'actes qu'il es-

timait nécessaires pour la défense de son client.

Certes, le procureur est censé agir sous le contrôle d'un juge du siège, à savoir le Juge de la Liberté et de la Détention, mais en pratique ce JLD n'est qu'un paravent car il va être amené à autoriser des actes sans connaître les détails de la procédure, n'ayant pas le temps de lire l'intégralité des « pavés » qui s'y rapportent.

- Le fait de reproduire, transmettre, communiquer des actes ou messages faisant l'apologie du terrorisme constitue une nouvelle infraction.
- Le fait de consulter habituellement des sites de propagande terroriste est une incrimination autonome : ce comportement est donc à la fois une infraction et un élément constitutif de l'infraction d'appartenance à un groupe terroriste. *Quid* du journaliste ou du chercheur enquêtant ou travaillant sur ce sujet ?... En matière de droit de la peine, la réclusion dite réellement perpétuelle est applicable aux crimes terroristes, avec une période de sûreté incompressible de 30 ans. Le plus grave : extension du cadre légal de l'usage des armes.

Les policiers municipaux pourront être autorisés par le Préfet à porter une arme sur simple demande du maire ; la voie est ainsi ouverte à leur armement généralisé.

Les forces de police judiciaire et administrative, en l'absence des condi-

tions déjà existantes justifiant l'état de nécessité ou la légitime défense, pourront faire l'usage de leurs armes lorsque ceci « est absolument nécessaire pour mettre hors d'état de nuire une personne venant de commettre un ou plusieurs homicides volontaires et dont il existe des raisons de penser qu'elle est susceptible de réitérer ces crimes dans un temps très voisin des premiers actes ».

La condition de nécessité est sujette à interprétation et la notion de « raisons de penser » est particulièrement subjective : le risque de devenir un permis de tuer en quelque sorte est patent.

Dans son allocution télévisée le 14 juillet, le président de la République annonce qu'il ne prorogera pas une nouvelle fois l'état d'urgence en vigueur jusqu'au 26 juillet. Le soir, c'est le terrible attentat de Nice, dont le bilan est de 86 morts, dont un tiers d'origine musulmane – il faut le souligner - et plus de 400 blessés. Douche froide et nouvelle loi du 21 juillet constituant la 4ème prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 21 janvier 2017.

Désormais, l'intrusion préventive sur les communications, à savoir la collecte par les services de renseignement en temps réel de toutes les données de connexion attachées à une personne sur l'ensemble de ses moyens de communication, est étendue à l'entourage de la personne surveillée. La loi exige seulement « des raisons sérieuses de penser qu'espionner ces personnes au sein de cercles familiaux, amicaux, professionnels, voire occasionnels, puissent avoir un intérêt ».

Il y a actuellement 14 000 personnes



suspectées de liens avec l'islam radical, recensées dans le Fichier de traitement des Signalés pour la Prévention et la Radicalisation à caractère Terroriste - le FS-PRT - tenu par l'État-major Opérationnel de Prévention du Terrorisme - EMOPT, alors que le ministre de l'Intérieur reconnaît lui-même que 20 % de la liste est le fruit de dénonciations sans fondement, soit tout de même 2 800 personnes !

Ainsi, l'ajout de leur entourage - soit une moyenne de dix personnes environ - au nombre des personnes visées, fait entrer la France dans l'ère de la surveillance préventive de masse. C'est la rupture consacrée de l'équilibre entre liberté et sécurité au profit de cette dernière, déjà qualifiée au terme de l'article L 111-1 du code de la Sécurité Intérieure, promulgué en 2012, de « liberté fondamentale ».

Ce qui a amené le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, à prendre le 22 juillet le communiqué suivant : « *Rompant l'équilibre entre les exigences de la sécurité et les garanties des libertés, le droit français vient ainsi d'affaiblir durablement l'État de droit qui a fait la force de notre République.* » La sécurité, c'est certes le droit de vivre en paix, mais c'est aussi la sé-

curité de l'emploi, du logement, de la santé. Et le premier de nos droits reste le droit à la sûreté, considéré comme « un droit naturel et imprescriptible » au terme de l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui protège les individus contre les arrestations et les emprisonnements arbitraires.



Au même moment, le Conseil d'État a dressé le 19 juillet un bilan de son contentieux en matière d'état d'urgence.

A cette date, les juges des référés administratifs ont rendu 216 ordonnances, relatives aux assignations à résidence / perquisitions admi-

nistrative / fermetures administratives de lieux de réunion et de culte :

157 rejets ; mais 33 suspensions et 26 constats d'abrogation, avant jugement, de la mesure contestée = 37 %, soit plus d'1/3 des décisions donnant raison aux plaignants.

En appel, le Conseil d'État a rendu 44 ordonnances - dont 42 sur assignations à résidence : 24 rejets ; mais 7 suspensions et 13 constats d'abrogation = 46 %, soit près de la moitié en faveur des plaignants.

120 jugements au fond ont déjà été rendus par les tribunaux administratifs - dont 88 sur des assignations à résidence - sur les 236 requêtes déposées : 79 rejets ; 41 annulations totales ou partielles = 34 % en faveur des plaignants, soit 1/3. Il ne faut donc pas hésiter à contester ces mesures !

Le Conseil d'État en a d'ailleurs profité, pour préciser le régime des perquisitions administratives : elles ne sont possibles que « s'il y a des raisons sérieuses de penser qu'un lieu est

fréquenté par une personne menaçant la sécurité publique », et les ordres de perquisition doivent être motivés.

Alors que 400 assignations à résidence avaient été ordonnées



entre le 14 novembre 2015 et le 26 février 2016, seules 79 restaient en vigueur au 1er juillet, soit 1 sur 5. Et sur les 3 600 perquisitions, ordonnées essentiellement le premier mois, 5 seulement ont fait l'objet d'une ouverture d'enquête judiciaire pour des faits en lien avec le terrorisme, soit 0.15 %, et 0 renvoi devant une juridiction à ce jour.

Avec la loi du 21 juillet par contre, les assignations à résidence ont augmenté de près de 50 % à ce jour, et en même temps 330 nouvelles perquisitions ont été ordonnées mais le bilan est maigre : une vingtaine d'armes / moins de 10 kg de cannabis / 100 g de cocaïne / 70 000 € en liquide / rien en relation avec le terrorisme.

Mais c'est clairement le mouvement social qui est aussi visé : l'article 8 de cette nouvelle loi prévoit que « les cortèges, défilés et rassemblements de personnes sur la voie publique peuvent être interdits, dès lors que l'autorité administrative justifie ne pas être en mesure d'en assurer la sécurité, compte tenu des moyens dont elle dispose ». Notion des plus subjectives ! « Les infractions à ce texte sont punies de 6 mois de prison et de 7 500 € d'amende et s'appliquent tant aux participants qu'aux organisateurs. » La responsabilité collective est de retour ! Déjà, à la suite de l'état d'urgence initial, des militants écologistes avaient été ciblés lors de la conférence sur le climat, COP 21, à Paris avec manifestations interdites les 28, 29 et 30 novembre, le 30 étant le jour d'arrivée des chefs d'État. Des assignations à résidence avaient également été lancées, comme par exemple contre ce couple de maraîchers bios en Dor-

dogne. Bigre : ils avaient, il y a 3 ans, participé à une manifestation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes et étaient membres du syndicat CNT, d'obédience anarcho-syndicaliste !

Il en est allé de même avec la loi Travail : 130 mesures d'interdiction de manifester à l'encontre de manifestants sur la base de « soupçons » ou de « notes blanches » des services de renseignement, alors qu'Euro de football et Tour de France cycliste ont été maintenus...

Il s'agit de faire taire toute contestation, comme l'a assumé le préfet de Rennes en indiquant, dans le « Monde » du 20 juillet, cibler non pas des « casseurs » mais des « personnes qui animent le débat » : on est en plein délit d'opinion !

Et lors de la mobilisation contre la loi Travail le 15 septembre, 5 personnes ont été visées par des arrêtés leur interdisant de manifester : la criminalisation du mouvement social n'est pas un vain mot.

Là-dessus, le 11 septembre - date symbolique -, le revenant Sarkozy sonne à nouveau la charge : « Il y a dans la Constitution un principe de précaution. Pourquoi la lutte contre le terrorisme, donc la sécurité des Français, serait le seul sujet sur lequel on ne l'appliquerait pas ? En conséquence tout Français suspecté d'être lié au terrorisme doit faire l'objet d'un placement préventif dans un centre de rétention fermé ». La professeure de droit Mireille Delmas-Marty lui a répondu de façon cinglante : « Cela revient à transposer le principe appliqué aux produits dangereux, aux personnes, et donc à traiter les individus

comme des produits. Le principe de précaution permet de retirer des produits du marché. Faut-il retirer des individus de l'humanité ? »

Bref, la justice intègre une dimension des plus incertaines, celle de « préemption ». La « prévention » entendait agir sur des causes, la « préemption » - véritable utopie moderne - vise par une interprétation du comportement, à supprimer l'événement, ainsi que l'analyse Antoine Garapon, secrétaire général de l'Institut des Hautes Études sur la Justice : « On est suspecté d'un fait qui a été commis, alors que le radicalisé est suspecté, non d'avoir accompli un acte terroriste, mais de pouvoir le commettre. On ne s'appuie pas sur un passé récent, on veut prévoir le futur proche. »

George Orwell est manifestement dépassé...

PAR JEAN-JACQUES GANDINI



Faire face à une perquisition de la police au petit matin : conseils pratiques

6 H30, UN MATIN D'OCTOBRE, DANS UN IMMEUBLE DU CENTRE-VILLE DE SAINT-DENIS :

On entend des coups très forts frappés à une porte, puis des coups encore plus forts et plus espacés.

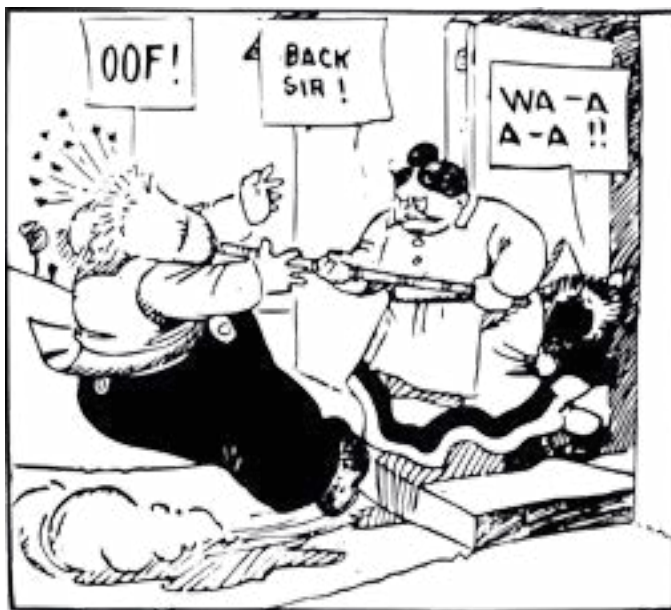
C'est la police, venue perquisitionner les voisin·e·s du troisième. Ils ont frappé, mais les voisin·e·s, inquiet·e·s des faux policiers qui sévissent actuellement dans la région^[1], ont demandé à appeler le commissariat avant d'ouvrir. Les vrai·e·s policier·e·s dehors n'ont pas eu la patience d'attendre, et ils

[1] Le matin même, à 7h15, trois faux policiers se sont d'ailleurs introduits chez un couple habitant à quelques rues de là, de l'autre côté du canal, à La Plaine. Sous la menace d'une arme, ils ont attaché les deux personnes avant d'emporter argent, bijoux ainsi que les clés de leur voiture.

ont commencé à enfoncer la porte au bélier, qui résiste plus que prévu... Les voisin·e·s, une fois assuré·e·s qu'ils ont bien affaire à de vrai·e·s policier·e·s, essaient d'ouvrir la porte, mais la serrure est enfoncée. Ils lancent la clé par la fenêtre, mais les policier·e·s n'arrivent à rien de plus, de l'extérieur. Ils essayent au pied de biche, mais sans succès. Un policier propose de "réduire la porte en miettes, par principe", mais sa cheffe préfère appeler un serrurier.

Une heure plus tard, le serrurier intervient. Les voisins paniquent, la voisine s'évanouit. Les policier·e·s, au dehors, prennent peur en entendant les cris, et font intervenir en première ligne des types casqués et armés de fusils qui font manifestement partie du GSO 93. Ils entrent, se rendent compte que leur "objectif" ne se trouve

pas dans l'appartement, et repartent en conseillant aux voisin·e·s désespéré·e·s de quitter Saint-Denis et en leur laissant la carte d'un serrurier pour remplacer la serrure... alors que c'est toute la porte et son cadre qui sont détruits ! Le dernier à partir les gratifie d'un simple "bonne journée".





QUELLES « BONNES PRATIQUES » ADOPTER AU QUOTIDIEN FACE AU RISQUE DE PERQUISITIONS MATINALES ?

1. Se coucher tôt, pour être en forme et l'esprit clair si la police intervient à l'aube. Pour les mêmes raisons, adopter une bonne hygiène de vie, manger légèrement le soir, et ne pas boire d'alcool.
2. Laissez un message sur votre porte :

**POLICIER·ES,
Si vous cherchez à entrer ici,
laissez-nous le temps d'appeler
le commissariat pour vérification
avant de détruire notre porte
SVP.**

**En vous remerciant pour
votre compréhension.**

3. Prévoir une échelle de corde pour permettre l'accès des forces de police à votre appartement si votre porte venait à être condamnée.
4. Vérifier par avance que votre assurance prend en charge les catastrophes policières au même titre que les risques naturels et industriels.
5. Economisez votre énergie et votre salive ; rappelez-vous que le mandat de perquisition n'existe pas en France, et que dans la majorité des cas, les policier·es ne sont pas tenu·es d'avoir une autorisation écrite pour entrer chez vous, vous plaquer au sol et retourner votre appartement. Pas d'inquiétude cependant à vous faire, si vous êtes avocat·e, notaire, mé-

decin ou huissier·e^[2] : la police et la gendarmerie n'ont pas le droit d'intervenir, mais seulement un·e magistrat·e poli·e et calme. Pour les autres... tant pis !

PRECISIONS :

Il existe en fait, trois types d'enquêtes dans le cadre desquelles une perquisition peut être effectuée^[3] : le flagrant délit, qui peut durer jusqu'à 8 jours (renouvelable une fois) après l'infraction concernée ; l'enquête préliminaire qui concerne toutes les autres infractions (suite à une plainte par exemple) ; l'information judiciaire, qui est ouverte suite à un crime ou un délit pénal (c'est à dire d'une gravité supérieure à un délit civil).

Les deux premières (flagrant délit et enquête préliminaire) relèvent du procureur de la République (statutairement soumis au Ministère de la Justice) ; les perquisitions effectuées dans ce cadre n'imposent pas à la police ou à la justice d'avoir une autorisation écrite pour perquisitionner. L'information judiciaire, réalisée sous la tutelle d'un juge d'instruction, requiert l'autorisation écrite de ce juge pour toute perquisition.

L'accord de l'occupant·e n'est, lui, requis que dans le cadre de l'enquête préliminaire et pas dans le cas d'une enquête pour flagrant délit ou d'une information judiciaire (vous suivez ?). Pour les infractions punies de plus de 5 ans de prison, le juge des libertés et de

[2] C'est également le cas pour les journalistes.

[3] Plus d'informations sur le site du service public (sic !):

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32326>

la détention (quel drôle de nom) peut autoriser une perquisition sans l'accord de l'occupant·e. Comment sait-il, au moment de la perquisition, que l'infraction qui n'est pas encore jugée sera punie de plus de 5 ans de prison, c'est un mystère. La perquisition, en l'absence de l'occupant·e visé·e par la perquisition, est possible dans les situations, là encore d'une enquête pour flagrant délit ou d'une information judiciaire. Elle est impossible dans le cas d'une enquête préliminaire, mais possible quand même, puisque l'officier·e de police judiciaire peut désigner deux témoins qui n'ont pas le droit de refuser.

Les preuves saisies doivent être listées et placées sous scellés ; la perquisition ne peut concerner que des objets en lien avec l'infraction commise. Les données informatiques peuvent être saisies directement à la source (saisie d'un disque dur) ou copiées sur un support physique (une clé USB par exemple). Il est également possible à la police ou à la gendarmerie d'accéder à des données se situant en dehors du lieu de la perquisition, à l'aide d'un ordinateur se trouvant sur place. Par exemple, pour consulter des courriers électroniques, un compte client sur un site web ou des fichiers sur un serveur.

Ainsi que les ressources réunies par les collectifs de soutien aux personnes victimes du système policier et judiciaire, tels que la FARAPEJ - Fédération des Associations Réflexion Action Prison Et Justice.

PAR MARION, *groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste, St Denis*



CHERCHE-T-ON À MUSELER UNE RADIO LIBRE ?

Deux animateurs de Radio Canut (radio lyonnaise quarantenaire, d'abord pirate puis autorisée) sont inquiétés par la justice et la police suite à une mauvaise blague. Voici le communiqué de presse (en date du 2 novembre 2016) de la radio :

RADIO CANUT PERQUISITIONNÉE À CAUSE D'UNE BLAGUE

Deux animateurs d'une émission musicale de Radio Canut seront prochainement jugés pour « provocation au terrorisme ». Ils risquent jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et une lourde amende. Une première pour les radios en France !

Le mardi 25 octobre 2016, Radio Canut a été perquisitionnée dans la matinée. Cinq flics de la police judiciaire et une procureure sont venu.e.s saisir l'enregistrement d'une émission du jeudi 20 octobre où deux animateurs ont fait

une blague entre deux morceaux de musique punk :

« *En ce moment, y a une manif de flics à Bellecour.*

- *Avis à tous les suicidés, avis à tous les suicidaires : que votre dernier acte de vie soit utile, faites-vous sauter dans la manif des flics.*

- *On vous fera un bel enterrement avec une belle boum.*

- *Suicidés, suicidaires, organisez-vous.*

- *Oh mais ils sont là pour nous protéger quand même ! »*

Ces propos tenus sur les ondes du 102.2 sont au second degré, c'est de l'humour ! Confondre terrorisme et satire est apparemment de mise dans une période d'état d'urgence.

Dans *Cambouis*, un fanzine édité par Luz au lendemain du 21 avril 2002 (n°9, juillet 2002), il avait prêté ces propos à Charb : « *Si j'apprends que j'ai un cancer, j'achète une kalach', je vais dans un meeting du FN et je tire dans le tas* ». Ni Luz, ni Charb à l'époque n'avaient été poursuivis en justice.

Qualifier en terrorisme ces faits, montre le climat de paranoïa et ouvre la voie à une répression accrue

et ciblée contre les médias alternatifs. Rebelle, sans publicité, sans salarié, Radio Canut ne demande son CV et ses papiers à personne et fait faire le ménage à tout le monde.

Radio Canut est et restera un espace où l'on peut s'exprimer en dehors des codes de la bienséance académique.

Longue vie à Radio Canut !

POUR NOUS CONTACTER :

contact@radiocanut.org

Nous ne pouvons que souligner ici l'emballement qu'il y a eu autour de ce qui n'est, au demeurant, qu'une blague. Fût-elle de mauvais goût selon certains, ce petit débordement ne mérite à aucun moment un tel déploiement de forces de l'ordre et deux personnes mises en examen !

Oui, dans la France de 2016, nous en sommes là : une blague d'humour noir peut vous conduire de-



vant un juge, et potentiellement en prison...

Comment ne pas voir dans cette action une envie de contenter les « manifestants forces de l'ordre » qui défilent la nuit depuis des mois ? Comment ne pas sentir l'envie d'un pouvoir d'État de mettre la pression sur un des derniers espaces d'expression libre dont nous disposons ?

L'exemple de Radio Canut ne peut que nous éclairer sur la volonté de l'État de museler encore et toujours, ce qui peut lui nuire. Les radios libres, et en particulier Radio Canut, autogérée et sans publicité, sont des exceptions dans un paysage médiatique aseptisé et trop souvent soumis à la logique économique. Elles sont un des derniers remparts avant l'extinction de voix de celles et ceux qui luttent contre une société mortifère.

Il nous faut, clairement, apporter non seulement notre soutien à Radio Canut dans ce bras de fer, mais aussi à toutes les radios libres qui existent encore, qui ne sont pas soumises, qui cherchent à être un espace de réelle liberté dans un monde de plus en plus réactionnaire.

Alors, comme dit dans le communiqué, « Longue vie à Radio Canut » mais aussi et surtout, « Longue vie aux radios réellement libres ».

PAR FAB, groupe Graine d'Anar
de la Fédération anarchiste, Lyon.





La double peine des migrant.e.s LGBT

Cet article contient un passage faisant allusion à des violences. Ce passage est signalé par les marques "TW DÉBUT" et "TW FIN" pour assurer une lecture responsable de tout le monde (n.d.l.r.)

Il suffit d'avoir la curiosité d'aller sur le site de l'association autrichienne *Queer Base* (traduit aussi en français), pour se rendre compte à quel point les migrant.e.s LTGB dégustent plus que les autres et doivent se cacher en permanence, même une fois arrivé.e.s dans un pays d'accueil. *Queer Base* est une des très rares associations européennes à apporter un soutien spécifique aux demandeurs d'asile gays, trans et lesbiens. Pour ces femmes et ces hommes venus d'Afrique et du Moyen-Orient, fuir signifie surtout échapper aux violences réservées aux minorités sexuelles dans leurs pays d'origine.

TW DEBUT Ainsi, le cas terrifiant et hélas, certainement pas isolé, d'une Nigérienne, évoqué sur le site. Celle-ci raconte son histoire. Elle vivait « presque normale-

ment » dans son pays, jusqu'au jour où elle a été mariée de force par son père avec un vieil homme d'affaires. Ce dernier l'a violée pour avoir des enfants de force - qu'elle avoue avoir détestés -... Puis, un jour, elle a été surprise en train de faire l'amour avec sa maîtresse, et a été battue à coups de ceinture et enfermée dans une maison où elle a été torturée sexuellement pendant des jours par des hommes. Heureusement, elle a réussi à s'enfuir, à récupérer l'argent qu'elle avait économisé depuis des années en secret, elle a pris la route et payé des passeurs qui l'ont contrainte, en Italie, à servir dans un réseau de prostitution forcée. Elle avoue avoir quitté un enfer, pour en retrouver un autre. Heureusement, un homosexuel italien, raconte-t-elle, a tout de suite compris qu'elle n'était pas comme les autres filles, elle s'est alors sentie en confiance et lui avoué qu'elle était lesbienne. Il lui a pris un billet de train et lui a indiqué l'adresse de l'association. Elle explique encore que si elle était restée en Italie, elle est convaincue que des Nigériens l'auraient tuée. **TW FIN** Elle doit aujourd'hui survivre en Autriche avec

quelques dizaines d'euros donnés par l'association, et survivre au quotidien avec la peur au ventre. Lorsqu'elle croise une femme noire dans Vienne, elle regarde ailleurs, persuadée que la mafia la recherche. Dans la rue, elle ne parle à personne. Comme elle est jolie, des hommes l'accostent sans arrêt en lui demandant « How much ? »... Elle ignore ce que sont devenus ses enfants et ne pense pas pouvoir les revoir un jour. Elle ne se sent en sécurité que les jeudis soirs, jour des soirées organisées afin que les demandeurs d'asile homosexuels puissent se retrouver, casser leur isolement et se rendre compte qu'ils ne sont pas seuls. En effet, son parcours est similaire à celui de milliers d'homosexuels fuyant la violence particulière réservée aux minorités sexuelles, et ayant gagné l'Europe parmi des immigrés syriens,



irakiens et afghans fuyant les guerres depuis 2015. Le site Queer Base révèle encore que beaucoup de migrants sont contraints à prendre la route pour des raisons intimes. Ils doivent souvent les cacher, ce qui complique leurs dossiers. Il est très difficile de prendre contact avec eux, constate l'association et encore plus dur d'obtenir leur confiance : ils ont peur de la trahison et de la mort, car leur tête est souvent mise à prix par un clan, une tribu, un chef de famille ou bien sûr, une autorité religieuse. De fait, leur lieu de rencontre est tenu secret car les menaces sont multiples. Une transsexuelle a été retrouvée étranglée en janvier 2015 dans sa chambre à Vienne. Elle venait de Turquie, pays qu'elle avait quitté car les conditions de survie des personnes transgenres y sont insoutenables. Il est donc très difficile pour ces migrants d'un "genre particulier" d'obtenir le statut de réfugié en Europe.

Récemment, un Irakien jugé efféminé s'est fait insulter par une famille dans le métro de la capitale autrichienne. Mais il y a aussi les boneheads, qui se font une spécialité de "casser du pédé". En outre, il y a le danger islamiste. Les participants sont hantés par le fait qu'un djihadiste se fasse passer pour homo et intègre l'association. De fait les nouveaux venus sont observés par l'ensemble du groupe, toujours sur ses gardes et méfiant. Un Érythréen fréquentant l'association raconte à ce sujet qu'il a été habitué à se "viriliser" durant son voyage avec

les autres migrants pour masquer son homosexualité et échapper aux questions insistantes. Il a été contraint de "durcir" son look jugé efféminé : laisser pousser sa barbe, mettre une capuche pour ne pas attirer les regards, marcher comme les autres... Une salariée de Queer Base évoque un autre problème : les réfugiés venant d'une zone de conflit ou de guerre. Au début, ils ne savent pas comment gérer leur liberté nouvelle, et tombent dans des pratiques à risques. De fait, les responsables de l'association tentent de canaliser leurs découvertes, après leurs années de frustration. Les primo-arrivants sont donc conseillés sur les pratiques à risque, notamment lorsqu'ils pensent devenir des travailleurs du sexe. Difficile de leur faire comprendre la complexité et la dure réalité de ce "travail"... Pour éviter le pire, les militants leur suggèrent d'être discrets sur les réseaux sociaux, la géolocalisation ayant valu à l'un d'eux d'être passé à tabac. L'association les aide également à monter les dossiers nécessaires pour la prise en charge de traitements onéreux d'antirétroviraux ou hormonaux. Il y a aussi parfois des menaces de suicide de la part des réfugiés vivant dans des villages de campagne et attendant leur premier entretien avec les responsables de l'association. En effet, s'ils quittent la commune dans laquelle ils sont enregistrés, leur dossier de demande d'asile est suspendu et ils se retrouvent alors sans hébergement, sans sécurité sociale et sans argent. De plus, les homosexuels ne sont pas considé-

rés par les autorités comme faisant partie des groupes vulnérables pouvant déposer une demande de transfert vers la capitale autrichienne. Il leur est encore conseillé de ne pas mentir au personnel qui étudie leur demande et de ne pas avoir peur de dévoiler la raison de leur première fuite (en effet, certains traducteurs ou agents administratifs ont été jugés ostensiblement homophobes ou jugeant mal les femmes lesbiennes ayant été obligées de laisser leur enfants, car mariées de force, comme le cas cité plus haut). Mais lorsqu'ils sont accompagnés par les responsables de l'association, ils sont plus en confiance, et soutenus par Queer Base, leurs dossiers arrivent à être régularisés. Question confiance, d'autres réfugiés témoignant sur le site, sont unanimes : dans la rue en revanche, il ne faut parler à personne, éviter les ressortissants d'un de leurs pays d'origine parlant leur langue. En effet, certains malchanceux se sont fait filmer puis poster sur Internet, où des pages entières localisent les réfugiés homos en Europe et incitent à la violence à leur égard. C'est seulement à la lecture de ces témoignages qu'on réalise à quel point être LTGB et migrant est VRAIMENT une double peine !

PAR PATRICK SCHINDLER,
groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris



LUTTES SYNDICALES

Face à la répression antisyndicale et à la loi Travail : ne lâchons rien !

Le 19 octobre dernier, a eu lieu le procès en appel des 8 salariés de l'entreprise Goodyear condamnés en première instance, en janvier dernier, à 24 mois de prison dont 9 ferme. Le jugement avait alors fait un certain bruit car il sonnait alors, comme le franchissement d'un nouveau stade dans la répression antisyndicale.

Le 19 octobre, dans la fraîcheur du petit matin, plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées devant le TGI d'Amiens pour témoigner leur soutien aux 8 salariés Goodyear poursuivis dans le cadre d'une affaire de séquestration et exiger leur relaxe. Après une ou deux heures de slogans scandés, les différents cortèges syndicaux se sont dirigés vers un parc situé en périphérie de la ville faisant office de lieu de rassemblement. Malgré la pluie intermittente, la

détermination est restée la même au cours de la journée pour donner de la voix à un message clair : « nous exigeons la relaxe des Goodyear ». Finalement, même si aucune manifestation dans la ville ne fut organisée ce jour-là et qu'il a par conséquent été difficile de rencontrer et d'échanger avec la population locale, les réquisitions du procureur sont revues à la baisse : toujours 24 mois de prison avec sursis mais plus de ferme. Rendez-vous le 11 janvier 2017 pour le délibéré.

Revenons sur l'affaire en elle-même : en janvier 2014, dans le cadre de la mobilisation syndicale contre un plan de suppression de près de 500 emplois au sein de leurs usines, le DRH et le directeur se retrouvent mis au frais pendant quelques heures. Ils sont empêchés de sortir des locaux dans lesquels ils sont retenus, mais ne font l'objet d'aucune violence physique. Quelques jours après les faits reprochés, l'usine a fermé ses portes, exposant plus de 1 000 salariés à la précarité et au chômage. Un an après, 8 salariés sont présentés devant la justice, bien que les deux cadres aient abandonné leur

plainte. Ils sont alors finalement condamnés à 24 mois de prison dont 9 ferme. Cette première décision avait alors fait un certain bruit dans le monde syndical, du fait de son caractère inédit : jamais depuis 50 ans, de la prison ferme n'avait été requise dans le cadre d'une telle affaire. Selon Michel Pigenet, historien, il faut remonter à 1948 et à la grève des mineurs, pour trouver un cas équivalent. Ces derniers avaient alors été réprimés dans les rues par l'armée mais aussi au sein des tribunaux, à coups de condamnations, à des peines de prison ferme.

L'affaire, sortie du milieu militant pour se faire une petite place sur la scène médiatique, symbolise à elle seule un phénomène social bien plus important. En effet, même si l'institution judiciaire a pour habitude de délivrer une jus-

tice de classe prompte à affranchir les puissants et ses matraqueurs bleu marine, il n'en reste pas moins que cet épisode judiciaire a de quoi inquiéter car il s'inscrit dans un climat de répression antisynicale généralisée. Dans le cas de la chemise arrachée à Air France, ce sont 15 salariés de l'entreprise qui ont été poursuivis en justice pour dégradation et violence en réunion. Le procureur a par ailleurs requis, contre 5 d'entre eux, 2 à 4 mois de prison avec sursis. L'affaire quasi invraisemblable, relatée dans le dernier Monde Libertaire, des deux dockers arrêtés au Havre et amenés à Paris le 31 août dernier (le tout, le jour de l'assemblée générale de la CGT de la Seine-Maritime) est également symptomatique du climat social ambiant. Plus récemment, c'est au sein des centres d'appel de la société Free que l'heure semble être à la répression, puisque 2 têtes de liste Sud PTT ont été licenciées et une autre mise à pied, à l'approche des élections syndicales, sous couvert d'accusations douteuses de la part de la direction. L'ensemble de ces événements atteste de la criminalisation de l'activité syndicale. Que ce soit directement dans les entreprises, dans les relations entre salariés et patrons, ou bien dans les tribunaux, la répression à l'endroit des salariés qui luttent, se fait de plus en plus décomplexée.



La stratégie du gouvernement et du patronat, qui transparait au travers de ces poursuites, jugements et arrestations, se dévoile clairement : faire sentir aux salariés que se syndiquer ou s'opposer à leurs décisions et à la logique de leur système, n'est pas sans risque. Cette tactique est d'autant plus alarmante qu'avec la loi Travail, passée en force cet été en dépit des mobilisations massives de ce printemps, et à grand renfort de 49.3, la hiérarchie des normes se trouve inversée en matière de droit du travail. Cette inversion n'est pas anodine et aura pour effet concret, de localiser les luttes et donc de fragmenter les rapports de force entre direction et salariés. Le droit du travail ne constitue donc plus le rempart juridique grâce auquel les travailleurs pouvaient se protéger des ambitions antisociales du patronat. A l'avenir, les salariés devront donc lutter à l'échelle

de chaque entreprise, afin d'éviter que leurs droits ne soient rognés sous prétexte de crise ou de manque de rentabilité.

A bien considérer ces deux phénomènes de répression antisynicale et de fractionnement des rapports de force à des échelles locales, on peut se demander si on ne peut pas y voir la mise en place d'un système à deux mâchoires, prêt à cisailier les potentialités de lutte des travailleurs.

A cet égard, les organisations syndicales s'inscrivent toujours dans une logique défensive, pour contrer les attaques du patronat et de la classe politique au pouvoir, surtout aux niveaux fédéraux et confédéraux. Ces instances sont en première ligne des négociations d'accords nationaux interprofessionnels ou de branche, avec des sections prêtes à réagir et une capacité à ne pas signer d'accord, ce qui n'est pas négligeable pour les secteurs disposant d'un allégement de TVA, d'une subvention, d'une niche fiscale, etc.

A côté de cela, des luttes plus offensives visant à améliorer les conditions d'existence des salariés semblent délaissées. Elles émergent de façon souvent prolongée. Certaines sections viennent soutenir, ainsi que des militants d'unions locales, départementales, de fédérations industrielles. Mais les moyens financiers et humains sont faibles. Les nécessités induites par une



lutte victorieuse sont très difficiles à atteindre. Il faut en général des semaines complètes de grève avec salaires amputés, une détermination d'acier des salariés, en plus d'un soutien moral, matériel et financier. La logique défensive reflète surtout l'incapacité actuelle d'un passage à l'offensive réelle. Il est souvent plus facile et moins risqué de se défendre que d'attaquer ; un pacte de non-agression vaut mieux qu'une guerre pour les deux camps, dans bien des cas. Un patron qui veut faire d'avantage son beurre sur le dos de ses salariés s'expose à un mécontentement, à des actions de tractages, des débrayages, du sabotage (au sens large), du grain à moudre aux syndicalistes. Ce n'est pas forcément « tout bénéf ».

Pourtant, les espaces et les énergies pour nourrir des stratégies plus revendicatives existent encore, comme en témoigne, entre autres, la lutte menée par les travailleurs de McDo d'île de France, qui, le 26 octobre dernier, se sont encore mis en grève afin de dénoncer la fraude fiscale de la boîte, mais aussi pour réclamer une augmentation de leur rémunération minimum à 13 euros de l'heure. Dans la même lignée, les luttes menées par les femmes de

chambre et d'équipiers à Marseille pour réclamer de meilleures conditions de travail et de rémunération, mais aussi des embauches en CDI, se multiplient ces derniers mois, et engrangent les victoires. Les sans-papiers du chantier parisien de l'avenue de Breteuil furent également

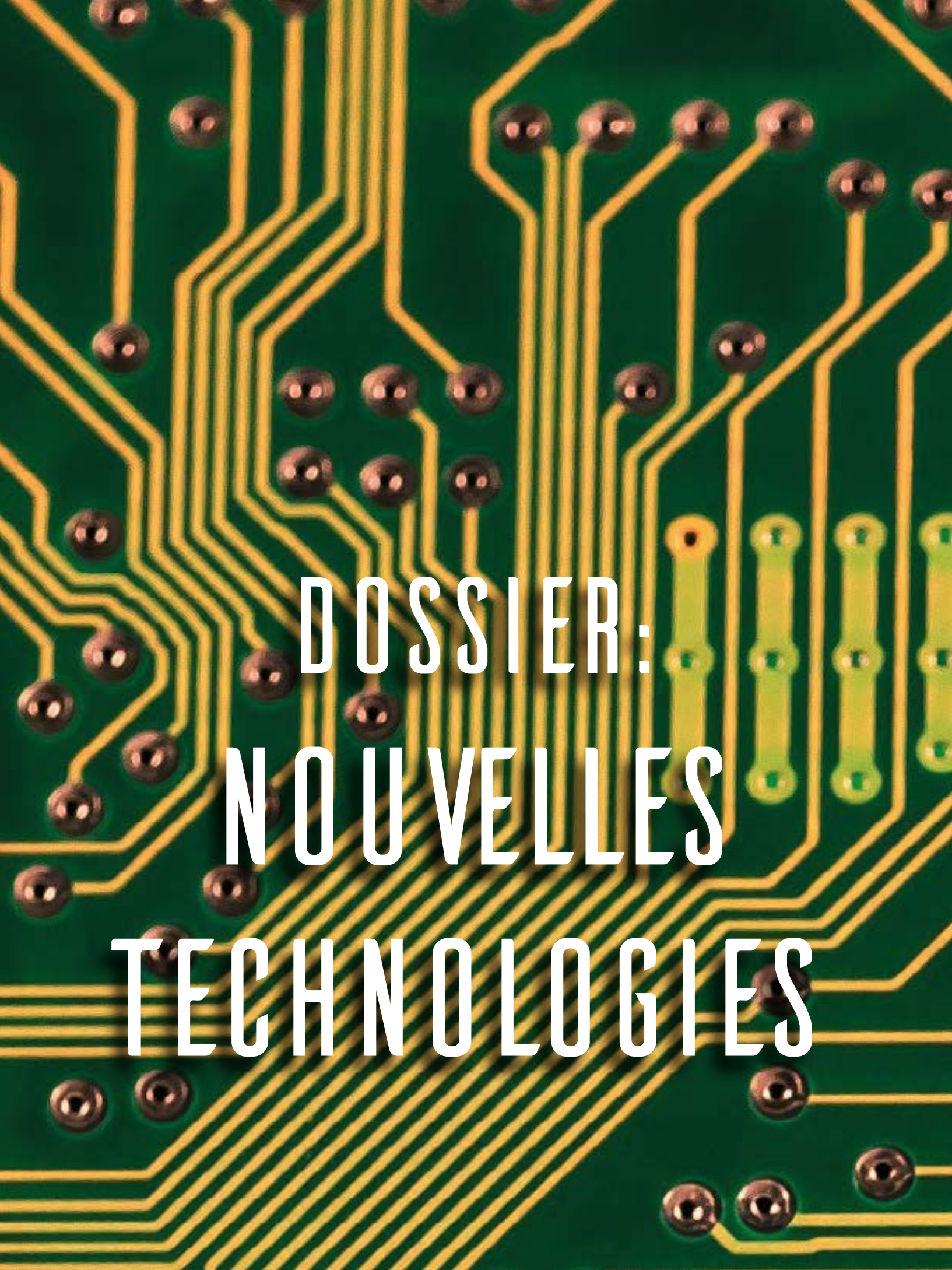
de Roissy, les postiers de Wissous, les fonctionnaires de Mayotte, et d'autres encore qui ont engagé un rapport de force.

Tout ceci nous indique qu'il est aujourd'hui plus que nécessaire de renforcer les liens entre les luttes, et d'apporter tout notre soutien à l'ensemble des camarades visés par la justice ou par le patronat. Se syndiquer et lutter contre l'exploitation économique est un droit, c'est aussi notre devoir de classe. Et dans ce combat, seule paie la solidarité quand l'État en vient à nous enfermer dans ses prisons pour briser nos mobilisations et nos espérances d'un avenir meilleur.

PAR BERTRAND, Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste. Paris



régularisés après deux mois de grève. Les employés de Babou de Bagnolet ont fait aboutir la quasi-totalité de leurs revendications après 24 jours de grève. Les salariés de MFA d'Arberatzte ont obtenu un accord sur leur prime après une semaine de grève. En moins d'une semaine, les salariés de la clinique Boyé de Montauban ont signé un protocole de fin de conflit. Citons aussi les pompiers de Brest, les manutentionnaires



**DOSSIER:
NOUVELLES
TECHNOLOGIES**



Une immatériarité débordante

Nous autres, jeunes trentenaires, faisons partie de la dernière génération à avoir grandi sans téléphone portable, sans Internet et sans outils numériques, au moins en Europe occidentale, mais aussi de la première à y avoir été confrontée assez tôt pour que leur existence devienne rapidement une évidence plus ou moins intuitive. Si les générations précédentes ont vu leur essor progressif et leur insertion dans la vie quotidienne, les suivantes en sont bercées depuis les premiers jours. Aujourd'hui la transition est faite, l'inversion semble improbable et il lui est difficile de croître encore. Mais comme disait l'autre, elle peut encore s'approfondir.

PROGRÈS ET NEUTRALITÉ

Comme tout bouleversement technologique majeur, il a eu des conséquences dans d'autres domaines de la vie, qu'ils soient d'ordre économique, militaire, po-

litique, social ou même littéraire. En premier lieu, « l'universalisation » (toujours relative) de l'accès au monde « immatériel » numérique tend à occulter la dimension matérielle de la production de ces outils et des richesses qu'ils génèrent. Les immenses bâtiments abritant les serveurs informatiques, les mines de métaux lourds (tels que le coltan) nécessaires à la fabrication des téléphones portables et les guerres qui s'ensuivent pour s'en emparer – plus de 2% de la pollution mondiale – et le capital des Bill Gates, Marc Zuckerberg et autres Steve Jobs sont là pour démontrer que cela est tout, sauf immatériel. On ne peut pas penser convenablement ce problème sans garder en tête que la question de la technologie n'est pas celle de l'usage que l'on en fait en général, mais celle de savoir comment elle est produite, pourquoi elle est produite et ce qu'elle-même produit en retour. Or, le caractère désormais « univer-

sel » du numérique rend plus difficile sa remise en cause, et ce notamment pour celles et ceux qui n'ont jamais connu que ça. Le champ analytique du rapport au monde s'est en effet de plus en plus assimilé à celui d'une interface, hors de laquelle, il est difficile de se projeter. On peut oser le parallèle, certes un peu fallacieux, avec la supposition de se projeter hors du capitalisme aujourd'hui : c'est un exercice difficile quand on ne connaît que le libéralisme et les échanges marchands pour structurer la vie.

En effet, le développement de ces outils n'est pas exempt des évolutions politiques et économiques : il n'y a donc guère de raison de croire qu'il aurait échappé aux logiques d'accumulation de capital, d'accélération permanente des flux économiques et de renforcement de l'emprise du sécuritaire sur le social, qui sont une marque du néo-libéralisme. Penser le « progrès »



comme une « bonne » ou une « mauvaise » chose est un faux problème historique et sémantique. D'abord parce que le progrès social est loin d'être superposable au progrès technologique, et ensuite parce que celui-ci est déterminé par ceux qui le financent. A moins de croire que ces derniers soient de braves philanthropes, on ne peut dresser un autre constat que ce sont des intérêts économiques et politiques qui guident « le progrès ». Le progrès n'est pas une question morale, et encore moins une question objective. C'est une question d'intérêts. Les études de marché et la cotation en Bourse de certaines de ces entreprises illustrent l'aspect économique de la question. Le fait que le ministère de la Défense finance largement le développement de nanotechnologies à des fins militaires en est un, pour l'aspect sécuritaire à grande échelle. Et comme toujours, il y a des conflits d'intérêts. Les leurs, les nôtres. Si l'accès à ces technologies est à la portée de tous, leur maîtrise devient de plus en plus spécialisée et détachée de la population, tout comme les politiques énergétiques vers l'énergie nucléaire enfermaient tout le monde entre les mains de quelques spécialistes sans que rien ne puisse plus s'y opposer, et ajoutaient un nouvel essor à la restructuration du mode de production capitaliste. Les intérêts qui déterminent l'ensemble ne sont ni universels ni neutres, quand bien même le capitalisme se présente comme fin de l'Histoire et seule grille de lecture possible.



Par ailleurs, ces outils numériques servent en sus à un traçage publicitaire et policier de tous ceux et celles qui les utilisent, à moins de savoir s'en défendre efficacement. Les dernières lois votées en France sur le fichier central et le renforcement de l'arsenal antiterroriste en sont une douloureuse piqûre de rappel. Que Bouygues construise à la fois des téléphones et des prisons est une amère réalité de l'époque.

NUMÉRISATION DE LA RÉVOLTE

Certes, il est possible de subvertir l'usage de cette technologie et de s'en servir à des fins plus ou moins révolutionnaires. Le soulèvement en Tunisie est souvent présenté comme étant une « révolution facebook ». Cependant, ce sont les gens qui ont combattu dans la rue, qui ont incendié des commissariats, ouvert les cellules, affronté l'armée et le pouvoir qui ont fait, ou tenté de faire, cette révolution. Facebook n'a été qu'un outil de communication, mais qui ne s'est pas substitué à l'action concrète. Or deux choses sont à noter : il a toujours existé d'autres moyens de communication et d'organisation, et Facebook a très largement contribué à la répression suivant la période insurrectionnelle en livrant des données personnelles. Tout comme lors des soulèvements similaires en Algérie, en Égypte, en Iran, en Turquie, des émeutes de Londres en 2011, de Barcelone en 2012, etc. Ce qui n'a pas empêché Facebook de se faire une belle pub et d'amasser encore plus d'argent. Se masquer en manifestation



NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER

redevient une conséquence logique de la répression due à la circulation des images sur Internet, multipliées par le nombre d'objets connectés.

L'outil numérique permet aussi d'opposer une réaction rapide aux événements, à travers la circulation de l'information notamment, mais cet aspect implique également quelques problèmes : la multiplication des informations rend souvent difficile la séparation du vrai du faux et l'échange sur Internet a tendance à se substituer aux réels espaces d'organisation permettant d'être efficaces, au-delà de la rapidité. L'organisation via ces espaces numériques est d'ailleurs sérieusement remise en question et pose un grave problème lorsque les autorités dé-

cident de couper l'accès au Net ou au réseau téléphonique, comme en Iran, en Chine ou plus

récemment en Turquie. Ne faisons pas l'erreur de croire que « nos » autorités laisseraient grandir et se renforcer plus facilement qu'ailleurs des mouvements qui les menaceraient réellement.

UN OUTIL DE TRANSFORMATION SOCIALE

Tout va plus vite de nos jours. Les avions, les sportifs, les transactions financières (fluctuantes à la fraction de seconde), l'information, les échanges de marchandise et aussi les amitiés, les amours, les rapports humains. Une autre dimension de la numérisation de la vie quotidienne peut s'observer dans l'atomisation sociale et la séparation

toujours plus forte des individus. A mesure que les villes se réorganisent selon une logique urbanistique et scientifique semblable au « fordisme urbain », où la rue est toujours plus semblable à un couloir de circulation et de moins en moins à un espace social, la même chose se produit à une échelle plus intime et personnelle. Grâce aux réseaux « sociaux », on peut accumuler les ami.e.s à une vitesse et à une distance jamais égalée auparavant, aussi facilement qu'un pari en Bourse, en somme. Il n'est pas rare de croiser des groupes de gens, « ensemble mais seuls », chacun rivé à son écran, à dégager plus de CO₂ via des serveurs informatiques que par l'usage de la parole. On peut littéralement acheter des amis, des *likers*, pour jouir d'une meilleure réputation





sur Internet et s'en trouver grandi. Ou rabaissé. Et les harcèlements, les suicides parfois, injectent là encore une touche de réel dans l'océan numérique. Du fait du devoir de représentation et de l'affichage permanent propre à Internet, le peu d'échanges privés qui restent ne sont privés que pour ceux qui y participent, les *spywares*^[1] publicitaires et les services de police.

Ce processus social historique est aussi accompagné d'une évolution dans la littérature, notamment dans les ouvrages de science-fiction. Si nombre de ceux-ci étaient consacrés à des combats de l'humanité contre des formes de technologie plus avancée, on passe aujourd'hui souvent à des combats à travers elle. La série *Black Mirror* en est un exemple récent. On est ici plus proche du Procès de Kafka que des lasers de *Star Trek*. Quand un nouveau jouet futuriste devient structurant dans la société, il devient difficile de rester hors cadre. Ce qui peut être un parallèle avec la transition générationnelle évoquée plus haut, et c'est en cela que la science-fiction se rapproche d'une science sociale appliquée au futur. Ce qui pourrait n'être qu'un aparté est en fait un exemple à la mesure de notre époque. L'ère du numérique est l'ère du « je n'ai rien à cacher ».

[1] Un logiciel espion est un logiciel malveillant qui s'installe dans un ordinateur ou autre appareil mobile, dans le but de collecter et transférer des informations sur l'environnement dans lequel il s'est installé, très souvent sans que l'utilisateur en ait connaissance (Wikipédia)

Celle de l'inter-surveillance et de l'auto-délation connectée, qui tend à substituer l'action politique concrète à un *like* de plus ou à la signature d'une pétition en ligne. Celle qui fait du libéralisme une forme existentielle de rapport au monde, et plus seulement un modèle économique appliqué à une société capitaliste, tout en accélérant les flux existants.

C'est un article très général pour un vaste sujet, qui compte autant de dimensions que la vie compte de facettes, car il s'y est entremêlé très étroitement. Il ne s'agit pas ici de dramatisation ou de technophobie. Comme il est dit plus haut, il s'agit simplement de reconnaître des limites, un contexte, des intérêts, et de savoir agir intelligemment au sein du monde qui nous entoure et nous traverse pour mieux mener les combats d'aujourd'hui et de demain. Les luddites ont vu dans les processus de mécanisation l'émergence d'un nouveau monde qui leur faisait horreur. A nous de savoir si le monde numérique correspond à celui que nous voulons et au temps dont, enfin, on s'éprenne.

PAR R. TOLEDO



LE MONDE A MUTÉ

Le monde a muté. L'humain a muté. Du moins l'occidental moyen, normal, celui des villes. La tête colonisée par l'urbain et l'industrie. Pas un jour, sans croiser l'un.e d'entre-nous, le regard rivé sur une machine, sa machine, son extension, la poursuite de son bras. Rares sont encore les bars ou les soirées chez les copain.e.s sans écrans pour combler un vide inexplicable. Les nouvelles technologies, qu'est-ce ? Rien qu'un nouveau maillage de chaînes pour nous immobiliser, nous rendre dépendants, obliger la marchandisation de tout (payer pour parler par mail ou au téléphone, pour écouter/ créer de la musique, pour connaître, bref, finalement on paye pour vivre et exister). Maintenant, vous pouvez penser comme moi ou pas, ça change rien, notre société a bel et bien muté, connecte-toi ou crève ! Alors y'a des ami.e.s sympas, des copain.e.s qui se sont dit qui fallait pas se laisser faire, faire du libre, se protéger de la sur-

veillance des gouvernements et multinationales, utiliser et user cet espace d'horizontalité qu'aurait pu être Internet... A mon sens, ils et elles ont eu bien raison. Mais faudrait pas se laisser galvaniser quand même par l'euphorie ambiante (complètement sur-vitaminée par la propagande publicitaire omniprésente : connecte-toi, ta vie aura un sens mon gars !). On pourrait finir par croire qu'émancipation et nouvelles technologies vont ensemble... Au-delà de l'aspect liberticide, destructeur de liens, les technologies nouvelles portent en elles leur propre impossibilité. Tout d'abord pour une raison simple : rien n'est moins anodin que d'utiliser smartphones et autres babioles connectées. Ces machines, sont en effet responsables de la consommation (en constante augmentation) de 4,7% de l'électricité mondiale (soit pour la France la production de sept centrales nucléaires) et de plus de 2 % des émissions de gaz

à effet de serre, ce qui correspond peu ou prou au trafic aérien mondial. Ainsi, « si le cloud^[1] était un pays, il se classerait au 5e rang mondial pour la demande en électricité, et ses besoins devraient être multipliés par trois d'ici à 2020 »^[2]. Fabrice Flipo signale même que « L'arrivée des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) a tout simplement totalement annulé les gains énergétiques obtenus sur tous les autres équipements énergétiques domestiques depuis quinze ans »^[3]. Information, qui fera sûrement rire jaune tous ceux qui nous assènent à longueur de JT et autres feuilles de chou que pour échapper au péril climatique, la

[1] Le cloud (nuage en anglais), c'est ce système qui permet d'utiliser Internet sans stocker chez soit l'ensemble des données et services : tout ceci est stocké dans de grands Data centers (à noter que cette masse d'informations sur tout à chacun, même le pandore le plus zélé n'aurait pas fait mieux).

[2] Votre cloud est-il Net ? – Rapport de Greenpeace, avril 2012.

[3] Revue Mouvement n°79 (automne 2014)



solution serait des objets intelligents et connectés, capables de rationaliser et réduire nos consommations d'énergie. Et même si c'était le cas, il me semble que cette terre n'est pas infinie, que le nucléaire on n'en veut pas, que les réserves de pétrole nous lâcheront un jour ou l'autre (celles d'uranium et de charbon aussi d'ailleurs). Est-ce que les énergies renouvelables seront à même d'assumer tout ça ? Pour l'instant, loin de là, sans même aborder les problèmes de production de ces infrastructures, qui nécessitent aussi de l'énergie pour être produites et qui consomment également des minerais rares.

Minerais également consommés en quantité titanesque pour produire nos nouvelles technologies (tel que l'or, l'argent, le cuivre, le palladium, le ruthénium, l'indium, le cobalt, le coltan...) Pour s'en procurer, on ira bien sûr se servir sans gêne, chez nos voisin.e.s du Sud, finançant au passage dictature et conflits sans fins, détruisant des milieux naturels et expulsant les paysan.e.s de leurs terres. L'exemple le plus connu étant

le cobalt^[4], indispensable pour la production de smartphones, provenant à 50% des mines congolaises, où après une vie d'esclave, harcelé par la police, on finit par mourir de maladies pulmonaires ou d'accidents. Exploitation des travailleurs, on retrouve cette réalité partout dans l'ombre des technologies du numérique : ils attachent bien des filets aux fenêtres des usines pour éviter que les ouvriers ne se jettent par

trois kopecks.

Et qu'on ne me parle pas de *fairphone*, ce smartphone soit disant éthique et écologique : il n'y aura jamais de mines « durables », d'industrie propre, de patron « équitable » avec sa piétaille et de portables pour tout le monde sans extraction de minerais dans les zones de guerre, bref, ça restera un gadget pour riches en mal de bonne conscience...

Alors on a le choix, soit on s'accroche à tout prix au mythe technologique, à la toute puissance numérique, soit on développe et diffuse une critique implacable et on lutte collectivement contre ce fléau. Parce que, sincèrement, je sais pas vous, mais l'anarchie dans une décharge, perso, ça me tente



dessus-bord^[5]. Une fois usées ou dépassées, nos machines finissent dans les vastes cimetières d'ordinateurs d'Afrique, où ils pourront terminer d'empoisonner sols, eaux et gamin.e.s venu.e.s les démonter pour gagner

moyen...

PAR BLAIREAU

[4] Voilà pourquoi on meurt - les atteintes aux droits humains en république démocratique du Congo alimentent le commerce mondial du cobalt - Rapport Amnesty International, janvier 2016

[5] En Chine, chez Foxconn, sous-traitant d'Apple, HP ou HTC.



DU TRIPOT DIGITAL

J'ai longtemps pu refuser de disposer d'un accès à Internet chez moi. Pour la même raison que je refuse de posséder une télévision : je veux avoir le temps de lire. Pour autant, j'étais contraint de me servir d'Internet pour communiquer avec bonne part de mes semblables ; même *Le Monde Libertaire* exige qu'on le serve sur un plateau de bits. J'ai donc passé à peu près une heure chaque jour dans un grand cybercafé de la place de l'Opéra pendant sept ou huit ans. J'y viendrais encore, s'il n'avait disparu, pour être remplacé par un PMU.

Il y faisait beaucoup trop chaud, sans remède, puisque chaque ordinateur agit comme un radiateur. Laissons-là cette analogie avec le réchauffement climatique (la planète ne sent pas encore le mâle rarement douché), et venons-en aux gibbosités, monstruosité et disgrâces de l'endroit.

D'abord, le reflet de nos réalités éco-

nomiques. Les employés étaient payés en liquide. Car l'employeur n'acquittait ni URSSAF ni impôts, ce que m'apprit une employée lassée des appels téléphoniques furibonds de ces administrations. Un rapide calcul nous fit comprendre qu'il devait empocher au moins un million d'euros grâce à ce simple vol (vol et non pas fraude, puisqu'il ne réglait pas les charges sociales, celles qui font partie du salaire des employés). Il semble que payer le loyer n'était pas non plus à l'ordre du jour, ce qui explique peut-être le passage aux équidés de la fortune.

Les employés ne s'inquiétaient guère de recevoir du liquide ; ils étaient toutes et tous jeunes, très jeunes ; que leur patron vole leurs cotisations maladie, retraite et chômage ne les effleurait pas, éblouis qu'ils étaient par les billets neufs. Modérément éblouis toutefois ; main-d'œuvre jeune, donc cor-

véable, il ne leur payait aucune heure supplémentaire. Ceci, ils l'acceptaient aussi, parce que, munificence vraiment royale aux yeux d'une génération dont la drogue s'appelle écran, ils disposaient à volonté des ordinateurs, pendant et après les heures de travail.

Dès qu'un des employés comprenait à quel point il ou elle était grugé.e, il disparaissait : le seul employé inamovible était le costaud qui assurait le service de nuit. Je le présume bien traité, parce qu'indispensable ; peu de gens peuvent ajouter à de hautes compétences en informatique, la carrure indispensable à la gestion des ivrognes nocturnes. Pour les autres, le séjour moyen dépassait rarement trois mois.

Examinons à présent les saccages exercés par la dissolvante trinité, argent-publicité-croissance, sur la simple considération mutuelle si indispensable à nos bonheurs communs.



Le cybercafé est un lieu où chacun.e s'estime seul.e, en dépit du fait que les clients se trouvent à une distance moyenne de trente centimètres les uns des autres. Comme dans le métro, il est entendu que cette proximité ne doit pas rapprocher, mais éloigner. On ne se salue pas lorsque l'on s'assied à côté de quelqu'un. A peine dit-on pardon lorsque l'on déplace les affaires que les autres usagers ont étalées, souvent dans le but transparent de, précisément, s'éviter un voisin. On y dîne sans chichis, gobant d'une main distraite frites mcdonaldiennes, dont l'odeur donne faim et dégoûte à la fois, chocolats, barres à calories et autres confectons industrielles dont les emballages sont abandonnés avec largesse. On y dîne aussi fréquemment de ses crottes de nez, minées, examinées et savourées avec une nonchalance d'ordinaire réservée à la solitude. On y est, en effet, si sûr de l'indifférence d'autrui qu'on y étale ce que l'on cache ailleurs : glissons sur le zoophile qui triait pour son amie les annonces proposant des chiens dressés au service des dames, sur les homosexuels supputant les délices potentiels des pénis offerts au public virtuel, sur les hétérosexuels reluquant la pornographie webbeuse, et cédant parfois à une certaine tentation rythmique, quoique maintenue à l'intérieur du pantalon. Un bel Algérien m'a longtemps amusé par ses séductions sérielles et téléphoniques de dames engluées par sa voix,

magnifique. Il m'amusa moins quand je compris, de ses propres réponses bruyamment distribuées à toute la salle, qu'il ne séduisait que pour se loger, aux dépens des ingénues. Cette incapacité à imaginer qu'autrui dispose lui aussi de cinq sens se retrouve dans les autres conversations téléphoniques infligées à la salle entière, des ruptures amoureuses aux tentatives longuement détaillées et répétées d'éviter lesdites ruptures, sans oublier les adolescents suspendus à leurs jeux et hurlant à intervalles imprévisibles à leurs partenaires invisibles « Descends-le ! Descends-le ! Derrière le dragon ! ». Sans oublier ce couple de jeunes femmes qui entraînent l'une avec un caniche, l'autre en se grattant les seins (elle disposait d'un décolleté abyssal et se grattait en plongeant dans son soutien-gorge avec une ténacité qui laissait supposer une hygiène personnelle discutable), ne s'asseyaient jamais l'une à côté de l'autre mais ne manquaient jamais de se crier, d'un bout à l'autre de la salle, les messages d'amour que leur envoyaient les mâles de leur site de rencontres préféré. Saluons aussi la mémoire de cet homme replet et sud-américain, qui passait entre dix ou douze heures chaque jour dans l'établissement (le chiffre m'a été confirmé par au moins six employés différents) à jouer à je ne sais trop quel jeu de masse, vendant aux moins agiles les trésors pixelloïdes qu'il décrochait. Plusieurs employés me dirent

que, quand on lui demandait quel métier il avait exercé avant l'invention du massacre électronique, il répondait « professeur de philosophie ».

Oui mais.

Mais quelque temps après la fermeture du cybercafé, je le vis dans la rue. En soutane.

Une dernière pour la route ? En sept ans de fréquentation quasi-quotidienne de ce vaste (cent postes) temple de la communication, je n'ai jamais vu une amitié s'y nouer.

PAR NESTOR POTKINE



L'avènement d'une « industrie de la vie »

Lire : Éric Sadin, *La Silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, L'échappée, octobre 2016

Le 10 août 2015, Google annonce la création d'Alphabet, une entité englobant le moteur de recherche, ainsi que tous les autres départements de la firme. Cette décision visait à clarifier, aux yeux de la bourse et des investisseurs, le statut de l'ensemble des unités de recherche créées depuis la naissance de l'entreprise. Mais au-delà de ces impératifs statutaires, ce qui alors n'a pas été relevé, c'est qu'Alphabet témoigne de l'ambition du monde numérique-industriel à vouloir dorénavant s'immiscer dans *tous les champs de la vie*.

Le groupe comprend un moteur de recherche et sa régie publicitaire (AdWords); une plateforme de vidéos en ligne (YouTube); un système d'exploitation (Android); des services de cartographie (Google Map et Street View); des départements de recherche sur la santé (Calico), sur l'éducation (Google for Education), sur les objets connectés

et la domotique^[1] (Nest Labs), sur les infrastructures réseau (Google Fiber), sur la robotique (Boston Robotics), sur l'urbanisme (Sidewalk Lab), sur l'intelligence artificielle (Google Brain et Google DeepMind); un laboratoire dédié aux «projets les plus fous» (Google X), impliqué notamment dans les développements sur les véhicules autonomes; ainsi qu'un fond de placement (Google Capital), et un autre d'investissement (GV), spécialisé dans le soutien aux start-up.

Son nom, Alphabet, doit être pris «au pied de la lettre» en quelque sorte, attestant d'une aspiration à jouer avec l'alphabet de la vie, à envahir et à maîtriser toutes les sphères de l'existence. Alphabet-Google, autant que d'autres sociétés de l'économie de la donnée, ne cherche pas à reproduire les

[1] Utilisation des nouvelles technologies dans le secteur du bâtiment, qui vise à l'optimisation du confort et de l'utilité dans la construction (n.d.l.r.)

schémas caractéristiques des grands conglomérats historiques, tels General Electric ou Mitsubishi, fondés sur la multiplication d'activités industrielles et commerciales sans rapport direct entre elles. C'est une tout autre étendue qui est visée: *capitaliser sur les moindres manifestations de la vie*, faisant émerger une économie adossée aux flux ininterrompus de la vie et du monde: une «industrie de la vie».

Objectif aujourd'hui rendu possible par l'extension des objets connectés s'agrégeant aux surfaces corporelles, domestiques, urbaines, professionnelles. Mouvement conduisant, à terme, à ce que la quasi-totalité des gestes individuels et collectifs génère des données, traitées en vue d'ériger une connaissance approfondie des comportements et de nombre de phénomènes du réel, faisant l'objet de multiples exploitations, d'ordre prioritairement commercial. Une brosse



à dents connectée signalera des inflammations de la gencive, des dégradations de l'émail, et suggérera par exemple des dentifrices ou des bains de bouche supposés adaptés, ou une consultation auprès d'une clinique dentaire. Une tétine équipée de capteurs sera reliée au carnet de santé de l'enfant, procédera en continu à un examen salivaire, préconisera un lait « approprié » ou quelques produits alimentaires ou paramédicaux. Le téléviseur suivra les pratiques de visionnage, analysera les conversations tenues à proximité par chacun, et recommandera des programmes personnalisés, autant que des produits ou services en fonction des différents profils.

Soudainement, un horizon économique virtuellement infini se dessine. Comme la vie ne cesse de se manifester à tout moment, c'est une source inépuisable de richesse qui jaillit. C'est la vie dans ses flux physiologiques, dans ses différentes actions, dans ses états émotionnels, qui est appelée à être captée et traitée par des systèmes rétroactifs offrant à des milliards d'individus des produits ou services ajustés à chaque instant. Jusqu'au sommeil, continent jusqu'ici inaccessible, qui peut désormais être quantifié et faire l'objet d'une exploitation commerciale. Le technolibertarisme aura abattu cette limite, ainsi que bien d'autres digues cognitives supposées jusque-là infranchissables : « *Après quelques années de pouvoir et de mise au pas systématique, les nazis pouvaient proclamer avec raison : "La seule personne qui soit*

encore un individu privé en Allemagne, c'est celui qui dort" [2]. » La route aura été longue, dans l'histoire du capitalisme, avant que plus rien ne résiste à la possibilité de faire feu de tout bois. Le capitalisme industriel entendait produire le plus grand volume possible de biens et les écouler dans les délais les plus courts. La publicité devait susciter l'attrait, et le crédit faciliter l'acte d'achat. Mais cette ambition était limitée par le fait que nombre d'activités humaines ne pouvaient faire l'objet d'une marchandisation. C'est l'extension croissante de l'offre à l'attention de territoires sans cesse plus variés de la vie qui a été nommée « société de consommation ». Mais la vie, à un moment ou un autre, reprenait ses droits à agir comme bon lui semble, hors de toute incitation. On ne force pas une personne si facilement, même en cherchant par de subtils procédés, à la séduire, surtout si elle doit au bout du compte sortir son porte-monnaie. La grande machine capitaliste rencontrait irrémédiablement des formes de résistance à son insatiable appétit d'expansion.

À partir du tournant des années 1980, le libéralisme a cherché à repousser ces contraintes, en élargissant sans cesse son rayon d'action. Par la création permanente de nouveaux produits et services, par l'instauration de logiques de production abaissant les coûts et de modes de distribution déployés à l'échelle globale, autant que

[2] Hannah Arendt, *Le Système totalitaire*.

par une financiarisation progressive de l'économie, jouant de titres boursiers circulant à toute heure entre les cinq continents et dégageant des perspectives de profits infinis. Malgré cette extension continue de la logique du marché, des « angles morts » demeuraient : une promenade à la campagne, des dîners et conversations entre amis, les moments de soins intimes, ou encore le sommeil. Registre non exhaustif d'activités rétives à une exploitation commerciale, représentant des volumes considérables du temps d'une journée, et cela multiplié par des milliards d'individus. C'est une perte incommensurable. Elle incarne la part maudite du libéralisme qui, malgré ses airs de terrible prédateur, est finalement pour partie circonscrit et rappelé à ses limites par la structure, jusque-là incontournable, de la vie humaine.

Le libéralisme de la fin du xxe siècle, tout comme la nature, avait horreur du vide, et s'en accommodait tant bien que mal, s'efforçant malgré tout, de continuellement le combler. Le technolibertarisme, lui, *annule ce vide*, supprimant tout espace vacant et réalise le rêve ultime du capitalisme historique : *se lancer à l'assaut de la vie, de toute la vie*. La récolte permanente de données relatives à nos gestes menace à terme l'activité du marketing, qui témoignait de *la distance* entre le producteur et le consommateur, devant bientôt laisser place à la formulation d'offres rapportées, en temps réel, aux flux de l'existence.



NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER

Car l'industrie de la vie procède d'une continuelle mise en *adéquation robotisée* entre l'offre et la demande. Par exemple: une infinité d'applications intégrant Google Map mettent en concordance chaque profil avec une multitude de services disponibles dans la zone environnante. Les bracelets connectés mesurent les flux physiologiques, préconisant, en fonction des résultats, de se rendre dans un restaurant diététique, de profiter d'une séance de yoga, de commander des compléments alimentaires, ou de programmer sans attendre un rendez-vous auprès d'une clinique. Les domaines paramédicaux et médicaux font l'objet d'une soudaine et massive conquête par l'économie de la donnée qui, grâce au traçage des comportements, à la sophistication des algorithmes interprétatifs et à la géolocalisation, entend occuper le terrain de la santé dite «mobile» (*Mobile Health*).

L'industrie de la vie ne se contente pas de *faire corps* avec chacun d'entre nous, elle entend abattre un autre obstacle ralentissant son rythme vital: la *décision d'achat*. Elle cherche à lui substituer une *automatisation personnalisée de la gestion de nos besoins*. À l'instar du dispositif conçu par Amazon, Dash, mettant en vente des

imprimantes, des machines à laver, ou des moniteurs mesurant le taux de glucose, capables de commander d'eux-mêmes leurs consommables auprès de la boutique en ligne. Le responsable du projet, Daniel Rausch, souhaite «rendre la vie des consommateurs plus facile en leur évitant de



tomber en panne de lessive, de nourriture pour leurs animaux ou d'encre pour l'imprimante». Le drame de la séparation entre les entreprises et les individus s'abolit, un lien quasi ombilical, maintenant, les relie. Résultant d'une

expertise automatisée tendanciellement anticipative, assurée par un système destiné à détecter, sans même que nous en ayons conscience, nos besoins, et à nous délivrer du poids de l'entretien de nos objets autant que de celui de l'acte d'achat.

Le mouvement supposé attirer le consommateur «vers le produit», s'inverse. C'est le produit qui dorénavant va vers le consommateur, et s'infiltrer discrètement dans son existence. Renversement qui représente le fantasme, jusqu'ici non réalisable, de toute agence marketing, et que l'économie de la donnée peut désormais accomplir. Il faut saisir la neutralisation du libre choix à l'œuvre qui, même s'il était orienté par toute une série de techniques, relevait au bout du compte de la seule prérogative de chacun. Ici, une estimation automatisée prévaut, s'imposant comme une évidence, fluidifiant la vie, et repoussant l'hypothèse de la latence, d'un changement de fournisseur, ou tout simplement celle de l'interruption de l'achat. On peut par exemple supposer que la voiture autonome va assurer elle-même sa maintenance, dont une large partie sera réalisée à distance par des programmes dédiés, et décider «elle-même» du renouvellement de certains de ses

Photographie : Éric Sadin, par Stéphane Larroque.



composants, en se rendant auprès de tel garage ou de tel concessionnaire participant à de discrètes enchères. La figure historique du consommateur s'efface, laissant place à un individu continuellement porté par des systèmes, chargés non seulement d'estimer ses besoins et ses désirs, mais également de les satisfaire sans faire appel à sa volonté.

Fluidifier et automatiser l'acte d'achat, c'est aussi *faire disparaître l'argent* en quelque sorte. MasterCard a lancé un programme visant à transformer tout objet, smartphones, bracelets ou montres connectées, jusqu'aux vêtements, en moyen de paiement *sans contact*. Soit le corps, insensiblement et à tout instant, transformé en carte bancaire. Le dessein de l'entreprise consiste à ce que « dans un futur proche, il soit possible de payer sans s'en rendre compte ». Il ne s'agit pas seulement d'intensifier indéfiniment nos rapports au commerce, mais de faire en sorte que la dépense s'efface, qu'elle devienne évanescence, nous délivrant de sa culpabilité inhérente, et déléguant la conduite de ces fastidieuses opérations à des systèmes destinés à y répondre au mieux et en silence.

Le monde marchand, qui supposait jusque-là un rapport frontal entre marques et individus, semble relever d'une époque révolue. Il se mue en une « économie de l'ambiance », en un compagnonnage avenant, se char-

geant, sous le régime d'une efficacité optimale, mais dans la plus grande discrétion, de la parfaite gestion de nos besoins ou aspirations plus ou moins conscientes. Reed Hastings, cofondateur de la plateforme de vidéos en ligne Netflix, assure avoir en perspective de proposer aux abonnés le « bon film ou la bonne série en fonction de leur humeur du moment ».

L'industrie de la vie ambitionne de s'affranchir de toute limite, se lançant d'ores et déjà à l'assaut de la *psyché humaine*, à l'aide de programmes d'interprétation émotionnelle *via* l'analyse des fréquences vocales et de l'expression des visages. Tel le « miroir intelligent » de Microsoft, qui « comprend » notre condition physiologique ou psychologique, et formule en retour, sous la forme de lettres incrustées à sa surface, des conseils, ou suggère l'achat de produits pouvant être commandés sur l'écran tactile.

Le projet siliconien voulant faire du monde un « endroit meilleur » se réalise grâce au « *care* » de l'intelligence artificielle, prenant soin des sujets, les protégeant, leur garantissant le meilleur de ce à quoi ils peuvent s'attendre. Propension anthropologique des individus à se laisser porter, qui remonte à l'enfance, désormais prise en charge par des robots numériques, suivant un schéma quasi régressif. L'inclination humaine à se laisser aller à des formes de paresse, se mêle à la pulsion libidinale du technolibertarisme à monétiser tous les flux de la vie. *Une pulsion*

répond à une autre pulsion. Leur télécopage assure la plus large adhésion à l'industrie de la vie, autant que son expansion dorénavant affranchie de toute limite.

PAR ÉRIC SADIN



ÉRIC SADIN,

LA SILICOLONISATION DU MONDE.

L'IRRÉSISTIBLE EXPANSION DU LIBÉRALISME NUMÉRIQUE.

L'échappée, octobre 2016



NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER

Nouvelles technologies.

... SUR ÉCRAN

Soyons honnêtes, les « nouvelles technologies » ne se limitent pas, pour nous en tout cas, à leurs aspects négatifs. Nous ne vivons pas dans des grottes (enfin, pas tous), et nous sommes les premiers consommateurs de ce qui se fait outre-Atlantique, que ce soit de l'utile ou du superflu.

Un bon exemple : les séries TV et ce qui nous sert à les regarder, *hardware et software*.

Internet, c'est aussi les commandes de DVD, le streaming, le téléchargement (légal, évidemment...), le replay, la VOD. Autant de moyens d'avoir un accès immédiat aux biens culturels mondiaux ; et ce, quelle qu'en soit la qualité : du dernier film présenté dans la rubrique cinéma de votre journal favori - là, on parle évidemment de qualité ! -, à la dernière merde explosive et décérébrante hollywoodienne que l'on regarde avec un plaisir coupable (promis, on fera notre autocritique). Dans ce spectre, nous trouvons également des séries à la mode plutôt intelligentes, du moins, de celles qui tentent de faire réfléchir, qui questionnent notre monde actuel et celui vers lequel on se dirige. Et qui, étonnamment, rencontrent souvent un grand succès.

Nous avons demandé à quelques camarades de nous présenter trois de ces séries, en lien avec le thème du dossier.

Le CRML



SUR LES SÉRIES TV ET LES PRODUCTIONS ÉTATS-UNIENNES EN GÉNÉRAL

Mes enfants sont désespérés de constater que je suis un fan de séries policières américaines. Leur désespoir a commencé avec *Walker Texas Ranger* que nous regardions ensemble, pelotonnés sur le canapé, lorsqu'ils étaient mômes, soit dit en passant, mais eux ils ont grandi, pas moi. Un jour mon fils aîné, me voyant collé à la télé, regardant Chuck Norris balançant un *mawashi geri* à un méchant à la gueule de méchant (l'avantage dans ce genre de série est que les méchants ont des gueules de méchants), il posa affectueusement sa main sur mon épaule et me dit : « Tu sais papa, la direction de TFI (ou Antenne 2, je ne sais plus) va finir par se rendre compte que tu es le seul à regarder ça... » De fait, la série a cessé peu après. Mais dans le registre « séries policières américaines », je regarde quand même des choses plus sérieuses que *Walker Texas Ranger*.

Pour me justifier auprès de mes amis intellectuels de gauche qui se moquent de ma propension envers les séries américaines, je leur dis que mon intérêt est purement sociologique. Ils n'en croient rien, mais ce n'est pas entièrement faux.

En effet, j'ai fini à la longue par constater une chose qui mériterait vraiment d'être étudiée. Je pars de l'idée que les gens qui écrivent les scripts de ces séries inventent peut-être l'histoire qu'ils racontent, mais qu'ils n'inventent pas le contexte dans lequel ces histoires se déroulent. Autrement dit, ils parlent de ce qu'ils savent.

J'ai donc fini par m'intéresser au type de criminalité qui est décrit. Au-delà de la trame principale du récit, il y a toujours plusieurs trames secondaires. Et très souvent apparaissent des délits ou des crimes liés à la carence du système de protection santé ou de protection sociale. On pourrait énumérer sans fin les histoires du jeune Black qui braque une épicerie

coréenne parce que son jeune frère a la leucémie et que la famille n'a pas les moyens de le soigner. Ce genre de scène peut apparaître fugitivement dans un épisode, le téléspectateur peut même, ne pas le remarquer. C'est un peu comme une image subliminale, mais c'est là, en permanence, peut être pas dans tous les épisodes, mais trop souvent pour que ce soit le hasard. Ce n'est bien sûr pas à chaque



fois un jeune Black et une épicerie coréenne, on a d'innombrables variantes.

Ces exemples constituent rarement la trame principale des récits, mais ils fournissent aux scénaristes des éléments de description d'un environnement social en fait terrifiant, pour nous, si on prend la peine de regarder, mais qui est une norme pour l'Américain moyen.

Je crois que l'un des exemples les plus surprenants et effrayants que j'ai vus est un épisode de *New York unité spéciale* (si je me souviens bien). Un type est assassiné et l'enquête se déroule dans une riche famille new-yorkaise WASP^[1] (blanche, anglo-saxonne et protestante). Le type assassiné faisait chanter la famille parce qu'il avait découvert qu'un

vague ancêtre de la famille, deux siècles auparavant, avait été un esclave noir. Si le fait devenait public, la famille perdrait son statut, leur môme de 15 ans serait viré de son école chicos, tous leurs amis les lâcheraient, etc. Donc la maman avait assassiné le maître-chanteur. C'est là qu'on se rend compte qu'aux États-Unis en tout cas dans cette fraction de la population qui n'est pas touchée par le métissage, en gros dans la classe dominante une goutte de « sang noir » vous classe irrémédiablement comme « Black ».

Un autre exemple, qui n'est pas dans une série mais dans un film - dont je ne me souviens pas du titre -, avec Jack Nicholson dans le rôle d'un écrivain connu, maniaque, déjanté, bourré de « tocs » et qui bouffe tous les midis dans le même restaurant et à la même place. Une sorte d'amitié se lie entre lui et la serveuse. A la fin, l'écrivain apprend que le fils de la serveuse a je ne sais plus quelle maladie, et il paie l'opération. La morale du film est que l'Amérique est un pays d'opportunités et que tout le monde a sa chance. Pour nous, ça révèle plutôt une société de merde où il faut rencontrer un philanthrope pour pouvoir faire soigner son môme.

Ces téléfilms sont objectivement une propagande extrêmement négative pour le modèle social des États-Unis, mais le tragique de l'histoire, selon moi, est que les téléspectateurs ne se rendent pas compte de ce qu'ils voient. Ces téléfilms nous montrent ce que risque de devenir le modèle social français si on ne réagit pas. Et on pourra dire aux téléspectateurs : « Vous ne pouviez pas l'ignorer. »

PAR RENÉ BERTHIER,
groupe Gaston Leval de la Fédération anarchiste, Paris

[1] White Anglo-Saxon Protestant (n.d.l.r.)



A PROPOS DE LA SÉRIE MR. ROBOT^[1]

Zappons la partie esthétique et la forme de la série. C'est dommage, car c'est son point fort : la photographie est ultra chiadée : pas un plan au hasard, chaque image est calculée, soutenue par une musique très bien placée. Une réussite visuelle, indéniablement.

Sur le fond. Le groupe de hackers (nommé « F Society ») dont il est question dans la série, est clairement inspiré d'Anonymous. Pour aller vite : un discours révolutionnaire diffusé grâce à des vidéos par des gens masqués la comparaison s'arrête là. Alors qu'Anonymous n'est pas un groupe défini de hackers, mais une « idée » (chacun peut se

[1] *Mr. Robot est une série états-unienne de 2015, diffusée en France depuis 2016. Nous suivons l'histoire d'un jeune informaticien, souffrant de « troubles sociaux », et agissant comme cyber-justicier. Il rejoint un groupe de hackers, présentés comme « anarchistes », afin de détruire les grandes entreprises et banques mondiales...*

revendiquer d'Anonymous, puisque l'idée de base est de défendre l'anonymat et la liberté d'expression). F Society est un groupe de personnes identifiées, du moins *identifiables*. Passé ce détail, *Mr. Robot* a l'avantage de rompre avec l'image traditionnelle du hacker qui tape 90 touches en 5 secondes pour casser les firewall de la Maison Blanche.

Le hacking nous apparaît plus réaliste. Le héros étudie le comportement des gens pour trouver leurs mots de passe, il les fait parler *IRL*^[2], leur vole des informations *physiquement*. Ce qui est bien plus proche de la réalité du piratage informatique, que ce qu'on nous présente dans 99 % du temps au cinéma. De plus, la série a le mérite de pointer du doigt les failles qu'apportent les nouvelles technologies, et le tout connecté sur nos vies privées : les réseaux sociaux sont une base de données monumentale, Internet est une mine d'or pour toutes sortes d'informations personnelles, nos smartphones et objets connectés

[2] *In Real Life.*

sont autant de portes d'entrées vers nos vies

Bon, il faut quand même admettre que la série abuse des effets de poudre aux yeux pour se donner du crédit. Je prends un exemple concret qui m'a fait sourire : un personnage observe l'écran du héros et lui dit gravement « Ah ? Moi aussi j'utilise *Gnome*, car *KDE*, c'est pas bien ». Pour quelqu'un qui n'y connaît rien c'est du charabia, mais pour un Linuxien de base, *Gnome* et *KDE* ne sont que des interfaces graphiques, et concrètement cela a autant d'importance que de rouler dans une voiture rouge ou jaune.

En résumé, on a des notions informatiques et de piratage en surface, mais il ne faut pas non plus chercher à gratter.

Pour passer à un autre point de la série, qui nous intéressera sûrement plus : F Society cherche donc à faire la Révolution via Internet. Idée encore une fois défendue par Anonymous, et expérimentée (en partie) par les mouvements de révolte liés aux printemps





arabes. Soyons francs, il n'y a pas non plus grand-chose à attendre, de la série, de ce côté-là. On part du postulat de base : « le capitalisme c'est mal, il faut le détruire », mais on s'arrête là : pas de débats de fond sur le *pourquoi*, le *comment*, et encore moins sur la société post-capitaliste. Dommage. *Mr. Robot* est donc une bonne série de divertissement, qui aura peut être, comme points positifs pour elle d'intéresser une minorité de spectateurs au crypto-anarchisme, ou qui, si on veut le voir dans l'autre sens, montre par son succès, l'intérêt que suscite aujourd'hui le crypto-anarchisme.

PAR YANN,

groupe *Germinal de la Fédération anarchiste, Marseille*

A PROPOS DE LA SÉRIE

REAL HUMANS [3].

Suite au visionnage des vingt épisodes composant les deux saisons, me viennent surtout des questions. En fait c'est terrifiant de savoir qu'il existe des scientifiques qui essaient réellement de créer des robots anthropomorphes (surtout au Japon), dotés d'une forme d'intelligence artificielle telle, qu'elle pourrait nous amener d'ici quelques années - s'ils atteignent leur but - à douter de la présence d'une « vie psychique » véritable à l'intérieur de ces machines. Au-delà des objectifs affichés (recherches scientifiques à des fins médicales principalement), je me demande bien pourquoi certaines personnes peuvent avoir envie d'avoir des objets animés ressemblant à des humains et interagissant avec leur environnement, comme s'ils étaient vivants. Surtout lorsque les robots sont fabriqués de façon à

[3] *Real Humans* : 100 % humain (*Äkta människor*) est une série de science-fiction suédoise, diffusée pour la première fois en 2012, puis en France par Arte en 2013. Elle décrit une société alternative, dans laquelle l'usage d'androïdes est devenu la norme...

imiter fidèlement la morphologie humaine[4]. Y a-t-il chez eux une jouissance à envisager d'exploiter, maltraiter ou humilier, en toute impunité, des robots probablement devenus vivants et ressemblant à des humains ? Nous avons déjà de rudes combats à mener pour que de nombreux humains ne soient plus massivement considérés et traités comme des objets : esclavage de toutes sortes, tortures - dont le viol sous toutes ses formes y compris tarifé -, pornographie, pédocriminalité, violences parentales dites « éducatives », féminicide, infanticide, gestation pour autrui, trafic d'organe, mariages forcés, grossesses imposées, voilement, mutilations génitales, polygamie, etc.

Nous devrions aussi nous libérer de ce que nous avons l'habitude d'appeler « anthropocentrisme », mais qui serait plus juste de qualifier d'androcentrisme. L'androcentrisme est un dogme dont la fonction politique est d'exclure les humains de leur propre espèce tout en justifiant le fait de considérer et traiter les autres animaux comme des objets. Nous aurions intérêt, pour chacun.e d'entre nous, pour les autres animaux et pour la planète toute entière, à nous réconcilier avec notre animalité, à prendre conscience que le conflit entre

[4] http://www.francetvinfo.fr/monde/asiel/japon-ces-robots-qui-presentent-le-journal_631347.html

culture et nature est une fiction mensongère inventée par le patriarcat pour nous condamner à mener des vies de zombies soumis et résignés pour les unes, insensibles, égoïstes et violents pour les autres... Mais voilà que des scientifiques nous bricolent ces étranges robots, version inversée des Cybermen de *Docteur Who*. Des robots humanisés, des humains robotisés... Tout ça me donne envie de revendiquer ma joie d'être un organisme vivant doté d'une « vie psychique » qui, grâce à sa chair sensible et mortelle, est reliée à l'univers dans lequel elle évolue. Oui, je suis heureuse d'être un animal - c'est à dire l'exact contraire d'une chose -.

PAR MÉLUSINE,

groupe *Kronstadt de la Fédération anarchiste, Lyon*





**A PROPOS DE LA SÉRIE
BLACK MIRROR.
– RHÉTORIQUE POUR UNE ÉPOQUE
CAUCHEMARDESQUE.**

Bon, autant prévenir tout de suite: je vais spoiler^[1]. Un petit peu.

Et donc, si vous n'avez pas encore vu *Black Mirror* et que vous préférez préserver un certain niveau de surprise, contentez vous de me faire confiance quand je vous dis qu'il s'agit de la série la plus intéressante de ce millénaire, et courez la visionner.

Vous n'aimez pas les films d'anticipation et vous avez lu que « *Black Mirror* est une série d'anticipation dépeignant un futur en forme de cauchemar réaliste. », ça tombe bien, il ne s'agit pas vraiment d'anticipation. Vous n'êtes pas fan de séries, ça tombe bien, ce n'est pas vraiment une série, mais une anthologie^[2].

Bref, soyez sûrs d'une seule chose : *Black Mirror* n'est pas vraiment ce à quoi vous pourriez vous attendre. Et revenez lire la suite plus tard, quand vous compterez parmi ceux qui connaissent ce très

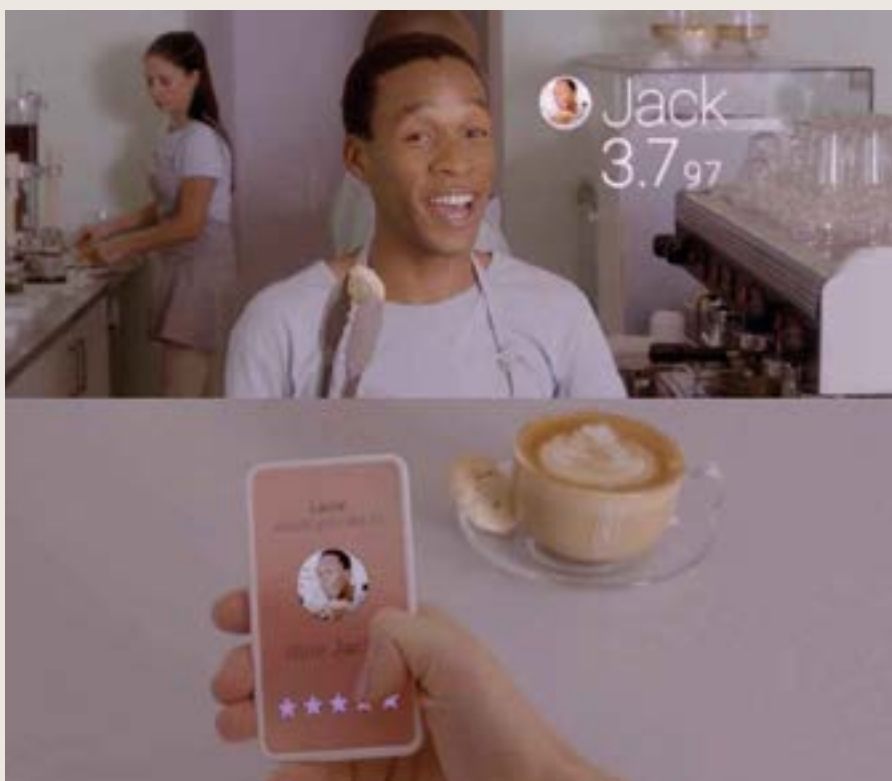
particulier *malaise jubilatoire* qu'on ne peut que ressentir en visionnant n'importe quel épisode de la série.

Ce *malaise jubilatoire* je n'ai pas vraiment d'autre terme pour décrire l'étrange impression que peut procurer cette série, on pourrait, sans y réfléchir plus avant, l'attribuer à la seule écriture froide et pragmatique, féroce-ment cynique de la série britannique. Et s'en tenir confortablement à penser, comme le répètent les résumés paresseux, que *Black Mirror* est effectivement une série d'anticipation.

frappé par l'absolue contemporanéité dans laquelle se déroule l'écrasante majorité des scénarios. Vêtements, véhicules, architecture, accessoires : c'est bien notre présent qui est là mis en scène.

Et si le décalage temporel est ténu, celui qui sépare la réalité de la fiction l'est plus encore. Réseaux sociaux, réalité augmentée, capture et archivage numérique, télé-réalité, médias toutes les technologies dont la série explore les dérives existent déjà, fondamentalement telles quelles, au pire à quelques

minuscules différences près. Comme par exemple dans l'épisode « retour sur image », ou un greffon oculaire permet à chacun d'enregistrer sur puce la totalité ce qu'il voit la totalité de sa vie, en somme : le fait que l'enregistreur soit greffé et fonctionne en permanence n'est finalement qu'un détail, il ne s'agit pas d'une avancée technologique déterminante sans laquelle le scénario ne pourrait exister, mais de la simple métaphore d'appareils que nous utilisons déjà ayant généré des comportements « nouveaux »



ce qui permet de remiser à bon compte les scénarios de chaque épisode dans la rassurante catégorie des fictions.

Et pourtant... Comme dit plus haut, à bien y regarder de près, il ne s'agit pas tout à fait d'anticipation, et surtout pas de fiction. Certes, chaque épisode pourrait effectivement dessiner un « futur possible » le mot futur désignant en l'occurrence un intervalle large et flou compris entre cinq minutes et dix, cinquante ans ? . Mais on ne peut qu'être

dont nous abusons déjà : nos portables, Go-pro et autres *recorders*, et la façon dont nous photographions, filmions, enregistrons chaque détail de nos vies jusqu'aux plats qui nous sont servis au resto, constituant ainsi le film complet de nos vies, à disposition de tous sur les réseaux sociaux.

Le fait que, dans l'épisode en question, les services de sécurité des aéroports fouillent ouvertement la mémoire des passagers pour repérer d'éventuels terroristes, que les postu-

[1] Les canadiens utilisent un terme infiniment savoureux et explicite pour traduire cet américanisme lourdaud : « divulgâcher ». J'ai failli le mettre, mais bon, le snobisme lexical a ses limites...

[2] Série dont les épisodes sont conçus comme des mini-films totalement indépendants, chacun racontant une histoire différente avec des personnages différents, le seul lien entre les épisodes étant le thème de la série.



lants à un emploi trouvent tout à fait normal de projeter sur écran l'intégralité de la dernière semaine de leur vie privée auprès de leur futurs employeurs pour que ceux-ci puissent juger de leur comportement social habituel n'est encore que la métaphore de pratiques de contrôle de nos traces numériques (oui, par nos employeurs aussi) qui existent *déjà* et sont acceptées sans soulever plus d'indignation que cela.

ce greffon n'est pas une fiction, mais bel et bien une figure de style montrant à quel point des pratiques réelles, et pourtant banalisées sont dérangeantes, irritantes, scandaleuses.

Il en va de même pour la totalité de la série : chaque épisode n'est ni plus ni moins qu'une figure de style mettant en lumière, non pas les dérives possibles des nouvelles technologies, mais bel et bien la façon dont les nouvelles technologies ont d'ores et déjà modifié tout à la fois nos comportements sociaux, privés et politiques, et nos aspirations.

Même l'épisode « 15 millions de mérites » (S1E2), qui dépeint une société totalitaire où un peuple d'esclaves passe ses journées à pédaler

dans un univers concentrationnaire, abruti par la pub (qu'on ne peut éviter qu'en payant), les émissions de télé-réalité débiles (auxquelles chacun rêve d'accéder, seules échappatoires possibles d'une condition de servitude perpétuelle) et le porno, qui pourrait donc apparaître comme le plus « fictionnel » de la série, n'est finalement qu'une caricature hyperbolique d'une réalité à laquelle nous n'échappons pas.

La popularité comme valeur ultime, le show business politique, la dictature des mass-media, le voyeurisme, la construction de la « seconde vie » virtuelle, le délitement des frontières entre vie privée et vie publique, le destin de nos traces informatiques après la mort, la construction de l'ennemi chaque épisode est la figure de style d'un virage sociologique parmi les plus marquants de ces dernières années, et la série toute entière un exercice rhétorique de description d'une époque cauchemardesque, fondamentalement dystopique : la nôtre.

PAR POLA KEY, *groupe Lucy Parson in the sky, de la Fédération anarchiste, Pas de calais*





LE NÉO-LUDDISME EN FRANCE : LIVRES ET GESTES

L'anti-technologie et le néo-luddisme^[1] sont actuellement en France surtout d'ordre théorique et donc livresque plutôt que d'ordre pratique et militant. Quelques maisons d'édition se sont spécialisées dans la critique de la technologie ; exclusivement, et s'en faisant les champions pour certains ; pour d'autres, par une collection dédiée. A ma connaissance, il n'existe pas en France de groupe militant exclusivement et officiellement néo-luddite. Sauf peut-être le groupe

[1] On désigne par le terme « luddisme », le mouvement de protestation anglais du début du XIXe siècle, durant lequel, des ouvriers (tisserands, majoritairement), s'attaquèrent aux machines et les détruisirent. Vu comme une réaction spontanée des ouvriers-artisans contre la révolution industrielle, les « luddites » tirent leur nom d'un ouvrier, Ned Ludd. On utilise parfois ce terme, ou celui de « néo-luddisme », pour qualifier (parfois péjorativement) l'opposition actuelle à la technologie. Sur le Luddisme, lire : Kirkpatrick Sale, *La révolte luddite, briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation*. Éd. de L'échappée, 2006. (n.d.l.r.)

Pièces et Main d'œuvre mais ce ne sont que des livres ! Or, ce sont, comme nous le verrons, des actes, des gestes, qui portent la marque du néo-luddisme, pas loin du sabotage. Nous ne ferons pas une exhaustive histoire de ce courant mais nous en ferons un modeste tour d'horizon.

DES LIVRES

Commençons par un peu d'histoire. Dans les années 90 du siècle dernier, Unabomber est l'ennemi numéro un des États-Unis. Que fait Unabomber de si criminel ? Il envoie des colis piégés à des salariés de la Recherche, à des savants, à des professeurs, à un magasin d'informatique, à un bureau de Boeing, au cadre d'une agence de publicité..., qui mutilent et, parfois, font des morts. Unabomber a tué trois personnes et en a blessé vingt-trois. Il signait ses bombinettes « Freedom Club ». Theodore Kaczynski (appelons-le enfin par son véritable nom et non par celui que les

médias lui ont donné !) va tomber dans un piège qu'il a, lui-même, creusé. Il déclare que si un journal important publie un de ses textes, il cesse d'envoyer des colis piégés. Le texte ; « Industrial Society and its Futur » est publié dans le *Washington Post*, suscitant très peu de réactions dans le milieu libertaire américain. Cependant, et il faut toujours se méfier de sa fratrie, son frère reconnaît le style de Theodore Kaczynski et dénonce son frangin au FBI. L'ennemi numéro un des États-Unis est arrêté le 3 avril 1996. Il vit dans une cabane dans une forêt : « C'était une cabane de neuf pieds sur douze, remplie de livres et de matières explosives, meublée d'une couchette et d'une machine à écrire. Elle était perdue au milieu des Rocheuses, non loin des rives abruptes du fleuve Blackfoot. Presque invisible dans le décor majestueux d'une des hautes vallées du Montana. Au siècle précédent, des Indiens Flathead et Blackfoot y avaient péri en hommes libres sous les assauts



de la civilisation. »^[2]

Qui est Theodore Kaczynski ? Un grand espoir scientifique de l'université de Berkeley, un brillant mathématicien, pas un hippie illuminé, qui a, un jour, tout laissé tomber, famille, ami.e.s, travail, milieu..., et est parti en guerre contre ce qu'il considère comme le sommet de l'infamie : la Machine, ceux et celles qui la créent, la vendent, l'imposent, l'utilisent et en sont prisonniers.ères.

Son texte-manifeste, « La Société industrielle et son Avenir », est très vite traduit par Jean-Marie Apostolidès, est préfacé par Annie Le Brun et est publié par le réputé et sulfureux éditeur Jean-Marc Pauvert chez Ramsay. Certain.e.s ont suivi l'histoire et, intrigué.e.s, se procurent cette traduction qui est, il faut l'avouer, assez obscure. Les éditions de l'Encyclopédie des Nuisances publient une nouvelle et bien meilleure traduction en 1998.

Quel est l'intérêt de ce livre ? A mon avis, il réside en deux points majeurs :

- Il attaque les gauchistes, fervents défenseurs de la Machine et qui constituent en fait l'avant-garde du parti de la Mort. Sa non-appartenance au gauchisme ou à l'anarchisme lui apporte une liberté et une fraîcheur dans la critique des préjugés et des acquis théoriques de ceux-ci. Il écrit : « Le gauchiste sursocialisé essaye d'échapper à sa laisse psychologique et d'affirmer

son autonomie en se rebellant. Mais habituellement, il ne trouve pas la force de se rebeller contre les valeurs les plus fondamentales de la société. »

- Beaucoup de penseurs et de technologues veulent faire le tri entre les différentes machines : la machine à laver, oui ! le nucléaire, non ! Ils ne saisissent pas le lien évident entre les deux. Kaczynski écrit : « Alors que le progrès technologique dans son ensemble restreint continuellement notre liberté, chaque nouvelle avancée technologique, considérée séparément, semble désirable. Que peut-on reprocher à l'électricité, à l'eau courante, au téléphone ou à n'importe laquelle des innombrables avancées technologiques qu'a effectuées la société moderne ? Il aurait été absurde de s'opposer à l'introduction du téléphone : il offrait de nombreux avantages, et aucun inconvénient. Pourtant, tous ces progrès technologiques pris dans leur ensemble, ont créé un monde où le sort de l'homme de la rue ne dépend plus de lui-même, ni de ses voisins et de ses amis, mais des politiciens, des cadres d'entreprise, des techniciens anonymes et des bureaucrates sur lesquels il n'a aucun pouvoir. Ce processus va se poursuivre. Prenons la génétique : peu de gens s'opposeront à l'introduction d'une technique génétique éliminant une maladie héréditaire. Cela ne cause aucun tort apparent

et évite beaucoup de souffrances. Pourtant, la génétique prise dans son ensemble fera de l'espèce humaine un produit manufacturé au lieu d'une création libre du hasard ou de Dieu, ou autre, selon les croyances. »

Son procès fut expédié, pour l'empêcher de parler, en janvier 1998 et il est encore aujourd'hui dans les geôles de l'Oncle Sam, purgeant une peine à vie.

En France, à la suite des derniers écrits de Guy Debord, L'Encyclopédie des Nuisances élabore une critique totale de nos sociétés industrielles et post-industrielles. Elle a édité en 2002 l'essentiel *L'Obsolescence de l'Homme* de Günther Anders, sous-titré *Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, publié aux États-Unis en 1956. Günther Anders (1902-1992) est un philosophe juif allemand ; ancien élève de Husserl et de Heidegger, il fut le premier époux de la philosophe Hannah Arendt. Il a une conscience tragique et fait preuve d'une clairvoyance sombre. Il écrit, dans *L'Obsolescence de l'Homme*, sur notre « vie mutilée » où nous sommes tous des producteurs-consommateurs. Il écrit contre l'exploitation de l'atome, au début de notre ère nucléaire, en pleine guerre froide. S'appuyant sur une lecture du *En attendant Godot* de Beckett, il décrit « le monde, ou plutôt l'absence de monde, des chômeurs – misère qui aujourd'hui, après un demi-siècle, recommence à se généraliser » (Préface à la cinquième édition, 1979). Dans *Le*

[2] J. Zerzan, *Futur Primitif*, l'Insomniaque.



NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER

Monde comme *Fantôme* et comme *Matrice*, il porte un « jugement totalement pessimiste sur les mass-media ».

L'Encyclopédie des Nuisances, quoique lue, n'a pas bonne presse chez les libertaires et les marxien.ne.s. Je ne vais pas me faire leur avocat car ils savent très bien se défendre eux-mêmes. Je dirais simplement : lisons-les, leurs bouquins sont bien, intellectuellement stimulants. Évidemment pour l'amateur de blagues pouet-pouet, pour l'optimiste béat, ça s'avérera très compliqué !

La maison d'édition L'Échappée développe une collection appelée *Frankenstein*. Cette collection est ainsi présentée :

« L'industrialisation de nos sociétés, la rationalisation de toutes les sphères de notre existence et la recherche de maîtrise totale (temps, espace, corps, relations humaines, etc.) trouvent leur justification dans l'idéologie du progrès, partagée par l'ensemble des courants politiques. Celle-ci postule que l'humanité s'inscrit dans un processus d'amélioration générale qui se présente comme linéaire, cumulatif, continu et infini (des cavernes à la conquête de l'espace). Cette idéologie établit un lien direct entre avancées technoscientifiques et améliorations sociales et politiques (exaltation de la croyance dans le bien-être matériel) ; elle dissocie l'analyse des mutations technologiques, de leurs effets (la technique serait neutre, tout dépendrait de l'usage que l'on en fait). Cette collection, constituée d'ouvrages collectifs, retisse des liens avec une tra-

dition ouvrière et rurale de résistance à la modernisation capitaliste et participe à la refondation d'une critique radicale de l'idéologie du progrès et de tout discours prônant la croissance, le productivisme et le développement industriel et technologique ».

Dans de courts livres, L'Échappée publie aussi les travaux des grenoblois Pièces et Main-d'œuvre. Leur arrivée a été ressentie pour beaucoup comme très positive pour la cause néo-luddite. Ils ont analysé et critiqué le téléphone portable, la biométrie, le tout-numérique et ... la techno. Depuis quelques temps, certains les accusent d'être des réactionnaires accrochés à une Nature bonne et idéalisée...

On peut avoir bon espoir dans le développement de deux petites structures éditoriales : La Roue et La Lenteur qui travaillent régulièrement ensemble. La Lenteur est une revue. Dans un texte intitulé « Pourquoi les Éditions de la Roue ? » le collectif éditorial écrit :

« Tout d'abord pour préciser que, sans être animés par aucun primitivisme ni par aucune croyance en un improbable âge d'or, nous souhaitons parler du passé au présent en inventoriant, dans ses différents moments, tout ce qui pourrait favoriser aujourd'hui une résurgence de la critique pratique : langage, mémoire, comportement, savoir-faire, tout ce qui pourrait reconstituer une base arrière de la révolution et qui, pour cela, doit de nouveau irriguer le vécu quotidien. Sans doute partiellement et de manière clandestine, mais c'est dans le cours de la

catastrophe que s'expérimentera ce qui pourra nous éviter le pire et préserver la liberté : pour qui refuse d'aller aveuglément vers une issue préfabriquée, il reste encore à explorer quelques chemins de traverse. » Et, plus loin :

« Ce que nous entendons par "perspectives anti-industrielles" serait donc en premier lieu la connaissance de ces moments de l'histoire où, humainement et matériellement, des bifurcations ont été possibles et se sont jouées dans un conflit ouvert, mais aussi la discussion et le combat pour en restituer la vérité dans le présent. On ne peut ressusciter le passé, mais la désertion, qui est d'abord chose mentale, doit, dans son refus du futur établi, en réinventer l'atmosphère, en prélude à toute désintoxication ».

Ils et elles ont publié des textes de Miguel Amoros, de Lewis Mumford (en co-édition avec La Lenteur) et deux livres collectifs : *Le Gouvernement par la Peur au Temps des Catastrophes* et *La Lampe hors de l'Horloge*.

DES GESTES

Après ce petit tour des textes disponibles et qui constituent une bibliothèque du désastre, essayons de repérer, où, quand et comment peuvent se pratiquer des gestes néo-luddites.

Ces fameux livres, on les trouve sur les étagères des maisons de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, suivant les sensibilités, évidemment.

La ZAD expérimente des comportements néo-luddites : création d'une zone non-motorisée d'où toute ma-



chine est exclue ; débats autour de l'agriculture : avec ou sans tracteur, avec ou sans traction animale, etc. ; quelles machines pour faire quoi ; tout un rapport à l'outil est questionné... Les zadistes sont aussi dans une logique de non-consommation capitaliste (production locale de pain, par exemple) et de recyclage : une portière de voiture devient le toit des toilettes sèches, etc. Ils font preuve d'une grande inventivité.

Les faucheurs d'OGM sont-ils des néo-luddites ? Jamais José Bové et le Collectif des Faucheurs volontaires ne se sont inscrits dans la suite du luddisme, mais René Riesel mentionne les bris de machines des Canuts dès le procès d'Agen en 1998 et il revendique l'héritage luddite dans son combat anti-industriel. Dans les modes d'action, « *le fauchage nocturne avec revendications anonymes s'est développé à partir d'août 1999 autour de Riesel* ». Qui est René Riesel ?

Il fût membre de l'Internationale Situationniste de 1968 à 1971 et des fameux Enragés de Nanterre, à l'origine de Mai 68. Au printemps 1999, il démissionne de la Confédération paysanne dont il a été le Secrétaire national en 1995 et dénonce la médiatisation de Bové et ses alliances avec ATTAC et autres réformistes de gauche. « *Nous sommes en train de perdre totalement l'initiative. Devenue cette fois effectivement médiatique, l'affaire nous échappe* » écrit-il alors à Bové. Depuis, les fauchages sont des pratiques collectives en petits groupes clandestins et sont

revendiqués par « Des Enragés en Campagne », « Les Chercheurs dans la Nuit », « Les Mal-Confinés », « Les Overdosés Grandement Mécontents », « Les Limes à Grains », etc. A votre tour !

Les anti-spécistes et les personnes opposées aux expériences et tests sur animaux peuvent, parfois, dans leur lutte, avoir des gestes néo-luddites : on a ainsi vu des groupes clandestins s'introduire nuitamment dans des grands laboratoires et y faire des millions de dégâts. Ces groupes anti-spécistes, bien qu'en fort développement en France, restent surtout actifs au Royaume-Uni et aux États-Unis.

En France, la défense du livre et du papier, contre le numérique, prend, parfois, des couleurs néo-luddites.

Certains collectifs anti-pub ont aussi des pratiques anti-machines.

SABOTAGE

Émile Pouget oppose le sabotage ouvrier au sabotage capitaliste : « *(les patrons) Tous saboteurs ! tous sans exceptions ! Car, tous, en effet, truquent, bousillent, falsifient, le plus qu'ils peuvent. Le sabotage est partout et en tout : dans l'industrie, dans le commerce, dans l'agriculture... partout ! partout ! Or, ce sabotage capitaliste qui imprègne la société actuelle, qui constitue l'élément dans lequel elle baigne, comme nous baignons dans l'oxygène de l'air, ce sabotage qui ne disparaîtra qu'avec elle, est bien autrement condamnable que le sabotage ouvrier.*

Celui-ci – il faut y insister !- ne s'en prend qu'au capital, au coffre-fort, tandis que l'autre s'attaque à la vie humaine, ruine la santé, peuple les hôpitaux et les cimetières. Des blessures que fait le sabotage ouvrier, ne gicle que l'or ; de celles produites par le sabotage capitaliste, au contraire, le sang coule à flots. (...) Loin d'engendrer la vie, le sabotage capitaliste ne sème autour de lui que ruines, deuil et mort ».

Le sabotage ouvrier c'est stopper la machine en la cassant, en l'abîmant. Le sabotage est à remettre à l'ordre du jour ! En 2005, il y a eu des bris de machines biométriques à Gif-sur-Yvette. Ce fait se répéta ailleurs, dans d'autres établissements scolaires, dans d'autres parcs humains.

Parfois, quand on est néo-luddite, on se sent seul.e. Certaines personnes, dans le milieu militant, s'y intéressent. Mais, il faut bien le dire, il n'y a pas de dynamique néo-luddite en France actuellement ! Chacun.e fait des choses dans son coin. A notre tour, à votre tour et, comme dirait l'autre : mets ta cagoule !

PAR GILLES DURAND,
Groupe Joseph Déjacque de la Fédération anarchiste,
Nantes

NB : Article écrit sans Internet !



Rythme binaire

1/3 : journée type

Trois textes, pour tenter de réfléchir à notre usage quotidien des nouvelles technologies

6h30 : Mon téléphone sonne. Non pas que je reçoive un appel urgent à une heure indue, je m'en sers comme d'un réveil. J'éteins l'alarme après l'avoir repoussée autant que possible.

6h45 : Je me dirige à tâtons, yeux clos, vers la douche, évitant de justesse coins de porte, et objets antipersonnels divers.

Je me réveille doucement, au son d'une radio publique, diffusée depuis mon smartphone, via l'application dédiée. Si le son n'est pas assez fort pour couvrir le son de l'eau, pas de souci, j'ai placé stratégiquement une enceinte *bluetooth*.

7h : Direction la cuisine. Café, tartines, *GMail*, *Facebook*, rien de nouveau, je n'ai pas gagné au Loto (on sait jamais, sur un malentendu), la Révolution n'a pas eu lieu cette nuit. En revanche, ça part sévèrement en live dans le Monde : guerre, chats en skate, Trump,

attentats, et re-chats.

C'est un de mes premiers contacts avec l'extérieur, et si c'est pas franchement réjouissant, je n'y prête qu'une attention assez limitée (j'écoute toujours la radio). Plus tard, j'apprendrai que *Facebook* a conduit une expérience en 2012, sur 700 000 utilisateurs américains, en manipulant les informations sur leurs murs, pour voir leurs réactions dans la journée.^[1]

Une attention assez limitée, mais apparemment suffisante pour influencer le reste de ma journée, semble-t-il.

7h30 : Je pars, écouteurs dans les

[1] « Les flux d'actualité de 689 003 personnes, choisis au hasard, ont ainsi été modifiés pour faire apparaître soit davantage de messages positifs, soit davantage de messages négatifs. Et les messages postés par les utilisateurs "surveillés" étaient ensuite décryptés pour savoir s'ils étaient influencés par l'humeur ambiante. (...) Selon les auteurs, "ces résultats montrent la réalité d'une contagion émotionnelle de masse via les réseaux sociaux" »

Le Monde.fr. Le 30 juin 2014.

oreilles, rejoindre le métro, ou tout moyen de transport en commun susceptible de m'amener sur mon lieu de travail le plus rapidement possible, assis, de préférence.

Si je devais y aller à pied, je serais sûrement en retard, mais au moins, j'ai *Google Maps*. Impossible de me perdre, et je pourrais même choper un *Bulbizarre* sur la route.

Pour passer le temps, soit je continue de surfer sur le Net depuis l'application *Google Chrome* pour *smartphone*, soit je vais sur *Google Play*, choisir une *app* gratos à installer - j'ai un téléphone sous *Android* (la division Mobile de *Google*), pas d'*iPhone* pour moi -, je synchronise mon compte *GMail* avec le jeu, ça me fait des points en plus, je valide les autorisations rapidement et machinalement. Bon, je me demande quand même pourquoi, pour empiler des briques et faire rebondir des balles, j'ai besoin de laisser un accès total à mes contacts, mes SMS, ma localisation, mes données persos etc.



Mais passons, c'est le matin, et faut pas m'emmerder, le matin.

Après avoir joué cinq minutes, je désinstalle le jeu, il est naze, il me demande de payer pour du contenu supplémentaire et pour virer les pubs. Mais je ne paierai pas ! Pas question, hé ! Je suis pas un pigeon, moi !

8h30 : Je ne vous raconte pas ma journée de travail, là encore, elle est sou- vent ponctuée de pauses mails, FB. Sur mon téléphone, ou sur un PC à dispo- sition. Dans ma branche, le numérique a pris une importance considérable ces dernières années. Certain.e.s s'en in- quiètent, à tort ou à raison. C'est pas le sujet.

Quand je vois mes collègues et le pu-

blic avec lequel je bosse, je me dis qu'en comparaison, je suis complète- ment coupé des nouvelles technolo- gies. Pas de Snapchat ni d'Instagram ou de Twitter pour moi, alors que tout au- tour, ça se Snap et ça se prend en selfie à tour de bras, à coups de téléphones qui valent un bon smic...

18h : De retour chez moi, je réponds encore aux mails, je travaille diverses choses, vais faire un tour sur le Net, lis des articles, regarde quelques vidéos du mouvement contre la loi Travail, je like, j'écris un ou deux commentaires ici et là, j'enchaîne les pages à une vitesse folle.

Et je me télécharge un film pour ce soir. Ou un jeu PC.

Demain, ce sera sûrement le même genre de journée.

(Hors buvage de coups avec les potes et/ou activités militantes, là aussi, pleines de 0 et de 1).

Oui, j'utilise abondamment les « nou- velles technologies », beaucoup trop, d'ailleurs. Mais j'ai bien noirci le ta- bleau. Je n'utilise pas Gmail, mon té- léphone ne tourne plus sous Android depuis un bail, et évidemment, je ne permets pas à Angry Birds de savoir où je suis et à qui j'envoie des messages. Facebook, là en revanche, je dis pas...





2/3 : coup de stress

Il y a quelques mois, un ami s'est fait choper en flag par les flics, en plein pendant une action militante. Procès à la clef.

Durant le grand cirque judiciaire, l'accusation, afin de prouver son lien avec les milieux d'« ultragauche » chers à notre Alain Bauer national, a versé au dossier des preuves tirées des vadrouilles numériques du copain. Ce copain en question n'est pas sur Facebook, il fait particulièrement gaffe à lui et son téléphone est de ceux qui disposent à peine d'un appareil photo.

L'accusation est pourtant arrivée munie d'un dossier tout à fait conséquent, fourni par la DCRI. Rien d'illégal (à part peut-être pour Hadopi, mais ce n'était pas du tout la question), pas de plans pour fabriquer des bombes, pas de passeport syrien ni de contacts de fonctionnaires de Police hackés de la préfecture. Seulement des listes de pages Web visitées (IP à l'appui), des enregistrements et quelques photos prises en manif, malgré toute une série de précautions dont il n'est ici pas non plus question...

Impossible de se défendre en disant « Nan, mais je passais par là... Je ne connais pas ces gens... Je ne sais pas

de quoi on m'accuse... Je n'ai rien à voir avec... C'est pas moi qui... ». Là, t'as juste le droit de fermer ta gueule et de te dire « pourquoi j'ai pas fait au moins aussi gaffe sur Internet que dans la rue ? »

Le copain et nous, avons beau savoir que ce genre de chose pouvait arriver, que ça existe et qu'on est déjà tous plus ou moins dans les serveurs du commissaire Machin ; le fait d'y assister en direct, c'est un coup à te vacciner de tout usage d'Internet autre que celui concernant les chats et les skateboards cités plus haut.

Un coup à te vacciner, ou à faire attention à sécuriser ta connexion, à faire encore plus gaffe à ce que tu fais sur et avec Internet.

Pour cela, il existe de très nombreux outils, que je me propose de vous présenter rapidement (aaahhh, mais c'est là qu'il voulait en venir !). Tout en vous donnant des pistes pour poursuivre cette réflexion par vous-même. La présentation qui suit n'est évidemment pas exhaustive, je n'ai aucunement la prétention de m'ériger en expert de la question, je m'adresse à celles et ceux

qui, comme moi, veulent commencer à reprendre la main sur leur vie numérique et continuer d'en utiliser les outils, sans se livrer pieds et poings liés aux flics ou aux multinationales. Qu'on soit simple surfeur.se du Web, ou militant.e particulièrement activ.e (mais dans ce cas, j'espère que vous m'avez pas attendu...), il me semble indispensable, d'avoir ces quelques idées en tête. Et surtout celle-ci : la sécurité de votre vie privée et la protection absolue de vos données numériques n'existent pas. Donc dans le doute, on évite.



3/3 : Non, Google n'est pas une fatalité

DES RESSOURCES INDISPENSABLES

Que l'on soit utilisateur.trice d'ordinateur, de *smartphone* ou de tablette, il existe de nombreuses ressources disponibles en ligne ou sur papier que je vous invite à consulter.

Elles sont extrêmement nombreuses, outre les sites et forums plus ou moins obscurs, je vous propose ici deux sources d'informations précieuses.

Côté web, la quadrature du net^[1] fournit de nombreuses informations, astuces et outils collaboratifs actualisés régulièrement pour sécuriser ses connexions, s'informer sur ses droits ou même effectuer des recours juridiques. Notons, entre autres, leur énorme travail de recense-

[1] <https://www.laquadrature.net>

ment des dérives de l'état d'urgence^[2].

Outre leur site principal, je vous invite à vous rendre sur le site hébergé par la Quadrature : <https://controle-tesdonnees.net>, présentant de manière très didactique, les premiers gestes à effectuer afin de protéger ses données personnelles sur Internet, et surtout,

[2] https://wiki.laquadrature.net/%C3%89tat_urgence/Recensement



pourquoi le faire...

Côté papier, l'indispensable et très complet *Guide d'auto-défense numérique*^[3]. La mauvaise nouvelle, c'est qu'il n'est plus édité (et qu'il date de 2014), la bonne nouvelle, c'est qu'il est entièrement disponible en ligne, et qu'il est possible de s'en procurer une version PDF.^[4]

Sous licence *copyleft*, il est entièrement libre de droit. Le bouquin se divise en deux parties : « hors connexions » et « en ligne ». Il propose des informations et des manipulations de divers niveaux de difficultés. Bien que méritant d'être actualisé (c'est un taf de dingue !), c'est un ouvrage à se procurer de toute urgence. Certaines tables de presse militantes en ont encore quelques exemplaires...

[3] *Guide d'auto-défense numérique*, éditions Tahin Party, 2014. 512 pages. 15€

[4] <https://guide.boum.org>



NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER

SUR ORDINATEUR

Que l'on soit plutôt *Mac* ou *PC* ; ou mieux, utilisateur.trice de *Linux*, nous sommes confronté.e.s aux mêmes problèmes une fois sur le *Net* : sécuriser notre connexion et limiter la diffusion de nos données personnelles.

Le choix du navigateur s'avère dès lors primordial. On bannira formellement *Internet Explorer*, *Chrome*, *Opéra*...

Tor^[5] est pour l'instant celui qui offre le plus d'anonymat. Mais pour une utilisation quotidienne, son faible débit peut être gênant.

Firefox est un navigateur alternatif entièrement libre et largement répandu. Il offre des fonctions de paramétrage (refus des *cookies*, interdiction des *referer*...) et des possibilités d'extensions assez poussées et à la portée de tous.tes : bloquer les pubs, les mouchards, rendre les pages en *https* systématiques, filtrer les *scripts* etc. Autant de fonction accessibles en un clic, pour peu qu'on s'y attarde.

Inutile de préciser que *Google*, *Bing*, ou *Yahoo* sont également pros-

[5] <https://www.torproject.org>

crits. Il existe tout un tas de moteurs alternatifs, chacun avec leurs défauts et leurs qualités. Ils se nomment *duckduckgo* ou *lxquick* pour les plus performants d'entre eux.

En utilisant un moteur de recherche alternatif, et un navigateur correctement paramétré, vous devriez déjà pouvoir limiter les traces que vous laissez en ligne. Évidemment, vous ne serez pas tout à fait protégé.e ni anonyme, tant que votre adresse *IP* ne l'est pas. Pour cela, on utilisera un *Proxy* ou un *VPN*. Il en existe des tonnes, pas tous très performants (dans leurs versions gratuites en tout cas). L'un d'entre eux se détache du lot : *Hide my ass*, idéal pour planquer son adresse *IP* et/ou contourner des restrictions d'accès (en cas de censure par exemple).

Comme on a banni *Google* de notre machine, il n'est évidemment pas question de se créer une adresse *Gmail*. A part peut-être comme *poubelle*, mais dans ce cas, des tas d'adresses jetables existent^[6].

Pour votre courrier, de nombreuses alternatives sont présentes en ligne, souvent militantes, et dans le meilleur des cas, entièrement cryptées : *riseup*^[7], *protonmail*, *tutanota*... De plus, ils fournissent également très souvent des outils collaboratifs tels des *pads*, ou des outils de transferts de fichiers, eux aussi entièrement sécurisés.

Il existe évidemment encore beaucoup d'outils de chiffrement à destination des utilisateurs.trices désireux.ses de sécuriser leurs disques durs, leurs clefs *USB* etc. Il serait trop long de les détailler ici. Ces solutions sont généralement décrites sur les sites déjà cités et s'adresse à des utilisateurs.trices, plutôt avancé.e.s

[6] <https://10minute-mail.com> par exemple

[7] Dernièrement, il semblerait que les serveurs de *Riseup.net* soient dans le collimateur des autorités étasuniennes, c'est une affaire à suivre...





SUR MOBILE

Impossibilité de retirer la batterie, localisation via GPS, transmission continue de données... Clairement, le smartphone n'est PAS notre ami. Que ce soit un *Iphone* ou un *Android* (*Google*, toujours), il mériterait simplement d'être mis hors de nos vies, ou au minimum, de nos réunions et de nos manifestations.

MAIS, dans le cas, où vous ne souhaiteriez pas vous en séparer, sachez que certains des outils cités plus haut, ont leurs déclinaisons mobiles.

Je ne vais pas les détailler en détail, mais j'insisterai quand même sur quelques points.

Chaque *smartphone* dispose d'une fonctionnalité native de chiffrement. Il est également possible de télécharger des applications (*Signal* par exemple), permettant de chiffrer et de crypter ses *SMS*^[8].

De plus, pour les utilisateurs.trices de *smartphones* tournant sous *Android*, sachez que depuis la mise à jour vers la version 6 de l'*OS* (*Marshmallow*), il est possible de révoquer les autorisations des applications après les avoir installées. Ainsi, plus question de laisser votre logiciel de retouche photo avoir accès à vos contacts, votre localisation ou vos *SMS*...

Les plus aguerris, peuvent également « dé-Gogliser » leurs terminaux en désinstallant *Android* pour privi-

légier une *Rom* alternative, en *open source* et entièrement libre. Ainsi, vous aurez un accès complet à votre appareil, qu'il vous sera possible de rendre quasi inviolable, à l'aide des bon outils. Attention toutefois, cette manipulation (*root*) n'est pas sans danger, vous pouvez accessoirement rendre votre téléphone inutilisable, ce qui sera peut-être l'occasion de revenir à une technologie moins fliquée.

PAR XX



Dessin : Angel Boligan (www.boligan.com)

[8] Entre deux utilisateurs de l'application uniquement...

PORTFOLIO
DOCTEUR BERGMAN

PHOTOS DE SOPHIE FONSEC





D-Bergman







SCENCES ET TECHNOLOGIES

Science ou hiérarchie ?

Je pense qu'il existe un sentiment général dans le monde académique, selon lequel les choses pourraient être faites d'une bien meilleure façon. Parmi toutes les plaintes, le financement et les publications sont deux des sujets les plus récurrents à discuter. Vous verrez ensuite que, d'après moi, le principal problème est que nous avons permis à l'autorité irrationnelle (aussi connue comme hiérarchie) de régner au-dessus de la Raison.

Pour commencer, permettez-moi de faire la distinction entre l'autorité rationnelle et l'autorité irrationnelle :

« L'autorité rationnelle est basée sur la compétence, et elle aide la personne qui s'appuie sur elle, à se développer. L'autorité irrationnelle est fondée sur le pouvoir et elle sert à exploiter la personne qui y est soumise »^[1].

[1] Fromm E. Avoir ou être, un choix dont dépend l'avenir de l'homme, Robert Laffont, 1978.

C'est-à-dire, qu'il est tout à fait différent de prétendre qu'une expérience ou un article est faux et de discuter correctement pourquoi (autorité rationnelle), de simplement prétendre qu'il est faux simplement parce que quelqu'un en relation avec le pouvoir le dit (hiérarchie).

Les publications sont un exemple très clair de lieu où la hiérarchie a déplacé la connaissance et les compétences. La décision de publier un article ou non, est faite par une personne, à savoir un des éditeurs de la revue scientifique. La base sur laquelle cette décision est prise est censée être scientifique - c'est-à-dire rationnelle, basée sur la connaissance ou l'observation de la nature -. Cependant, parce qu'il est impossible que les rédacteurs soient des spécialistes du sujet de chacun des articles qu'ils examinent, ils ont tendance à faire confiance aux réviseurs. Les réviseurs, eux-mêmes, sont censés être des scientifiques objectifs qui, généreusement, donnent leur avis sur un papier, pour le bien de la science. Cependant, un processus de révision opaque - les auteurs ne connaissent jamais les réviseurs et les éditeurs basent leurs opinions sur celle des réviseurs - donne aux réviseurs une claire autorité sur les auteurs. En fait, ce processus non seulement crée de la hiérarchie, mais aussi de l'impunité.

Puisque les auteurs ne savent pas qui sont les réviseurs, les réviseurs ne sentent pas le besoin d'être rigoureux. Ainsi, on voit que la validité d'un article scientifique finit par être décidée par un non-spécialiste (l'éditeur) et quelques autres personnes (les réviseurs) qui bénéficient de l'impunité de l'éditeur, même si leur révision n'est pas scientifique du tout. Je crois que cela abaisse beaucoup la qualité des recherches que nous effectuons aujourd'hui.

Une autre hiérarchie importante est celle créée par les différentes revues scientifiques. En s'accordant sur l'utilisation du « facteur d'impact »^[2] (FI) comme mesure

[2] Le facteur d'impact de la revue A de l'année X est défini comme le nombre total de citations reçues par les articles publiés dans A au cours des deux années précédentes (X-2, X-1), divisé sur le nombre total d'articles publiés dans A pendant X-2 et X-1. Si A a IF = 2,4 dans l'année X, cela signifie que tous les articles publiés dans A pendant les années X-2 et X-1 ont accumulé une moyenne de 2,4 citations au cours de ces deux années.



de la qualité d'une revue, la communauté scientifique a immédiatement créé une autre hiérarchie basée sur le FI. En termes généraux, il est admis que la meilleure revue scientifique sur un sujet quelconque est celle qui a le FI le plus élevé. Par conséquent, publier dans une revue de haute FI reconnaît immédiatement un travail scientifique comme éminent, alors que le faire dans une revue de basse FI classe ce même travail comme médiocre. Il est vrai que la communauté scientifique a le dernier mot : certains articles qui ont été publiés dans une revue de haute FI peuvent être considérés comme de faible qualité, et certains articles publiés dans les revues de basse FI sont extrêmement influents.

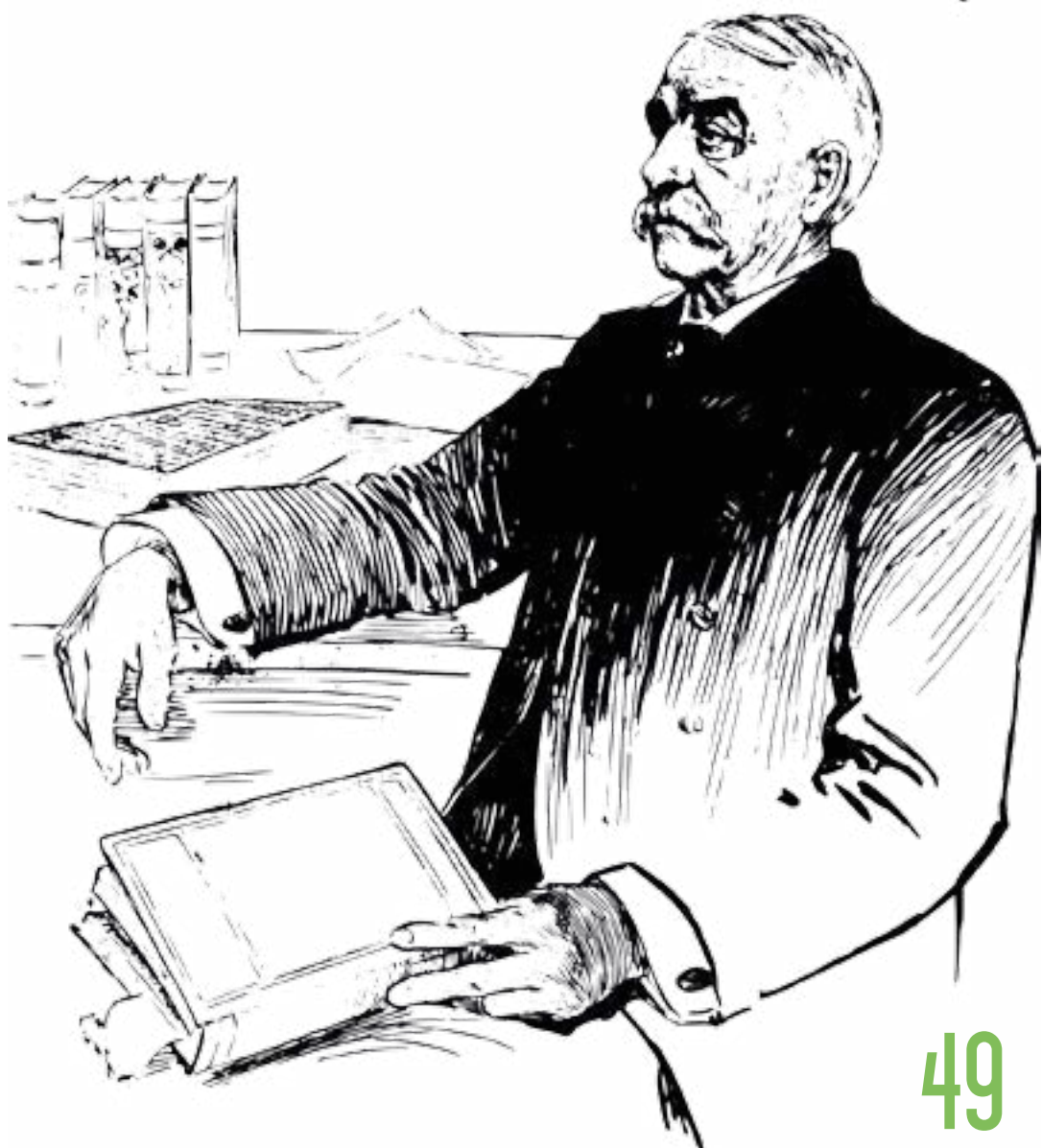
Néanmoins, la confusion initiale créée par la hiérarchie des revues scientifiques peut durer longtemps. Encore une fois, le problème ici, est qu'un petit groupe de gens décide pour nous ce qu'est la qualité, l'originalité, la difficulté, etc. en science. Ce petit groupe de personnes, ce sont les éditeurs des revues scientifiques de haute FI et les réviseurs que ces éditeurs choisissent pour leurs papiers. De plus, les éditeurs des revues de haute FI ont tendance à choisir des réviseurs bien connus (seniors), ce qui rend le processus encore plus biaisé.

Notez que l'opinion de ces quelques personnes qui, à l'aide de la hiérarchie du FI, choisissent le signifiant de qualité, l'originalité, la pertinence, etc., est retro-alimentée par nos systèmes opaques de financement. Parce qu'on suppose que les revues de haute FI sont de meilleure qualité, la majeure partie du financement est consacrée

à ces projets et aux personnes qui y publient. Cela laisse très peu de place à la dissidence scientifique. Les scientifiques doivent faire un choix : soit ils travaillent sur ce qu'ils pensent être important/intéressant/original, soit ils travaillent sur ce qu'un petit groupe de gens imposent comme *qualité*. Ces deux choix peuvent se superposer parfois, mais pas nécessairement. C'est ainsi que, avec l'aide des systèmes de financement opaques, les relations hiérarchiques basées sur le FI dirigent ce sur quoi, les chercheurs travaillent.

Comment contourner tout cela ?
Pouvons-nous trouver un moyen de publier/partager nos travaux scientifiques sans créer de hiérarchies dans le processus ? Je crois que la réponse est oui, et en plus c'est assez simple.

Je préconise un système d'édition global, transparent et autogéré. Imaginez une plate-forme Internet où toutes les recherches sont publiées/partagées. Les différentes branches de la science peuvent être divisées en différentes sections autogérées de la plate-forme. Imaginez qu'un groupe de scientifiques





décide de partager leur travail sur la plate-forme. Maintenant, avant de faire cela, chacun des auteurs doit s'assurer qu'ils ont un profil dans cette plate-forme. Le profil de chaque scientifique montre (au moins) tous les articles sur lesquels le scientifique a contribué, ainsi que toutes les révisions qu'il a effectuées. En outre, tous les profils sont complètement transparents pour tous les membres de la plate-forme. Ensuite, une fois que l'article est soumis à la plate-forme, la révision a lieu publiquement. C'est-à-dire que le reste des scientifiques commentent la validité, la qualité, etc. de manière volontaire et transparente. Bien sûr, le lecteur de l'article peut également lire les commentaires des autres lecteurs / réviseurs. Ce système simple en termine avec les hiérarchies décrites ci-dessus, car il n'y a plus d'éditeurs ni de réviseurs. Il rend impossible l'impunité des réviseurs anonymes, puisqu'il est complètement transparent. Enfin, cela favorise une discussion factuelle non agressive, une activité qui est très précieuse pour se développer en tant que chercheur et qui, malheureusement, est cachée sous notre système d'édition opaque.

J'ai eu la chance d'exprimer cette idée à d'autres scientifiques. J'ai toujours trouvé assez facile de dire pourquoi l'autorité irrationnelle entrave le progrès scientifique et comment nous pouvons nous auto-organiser pour le combattre. Par conséquent, je suis optimiste

quant à un avenir des sciences non hiérarchiques.

Au cours de ces discussions, l'une des rares objections que j'ai entendue était quelque chose comme « *Si le processus de révision est aussi transparent que tu le décris, il est possible que des professeurs célèbres ne s'y engagent pas, car ils auraient peur de perdre leur réputation* ». D'une certaine manière, j'ai été très heureux d'entendre parler de cette préoccupation, car elle touche vraiment à la question de la hiérarchie. Si nous avons une certaine réputation, nous devrions pouvoir la justifier. Et si nous ne pouvons pas, peut-être ne méritons-nous plus cette réputation, non ? En science, nous apprécions la connaissance et la compétence, il est donc positif de chercher ou d'apprendre de ceux qui ont plus de connaissances et/ou de compétences que nous. Ce type de réputation est ce que Eric Fromm a défini comme l'*autorité rationnelle*, qui aide la personne qui s'appuie sur elle, à se développer. Cependant, une réputation injustifiée est très corrosive : elle crée la frustration parmi ceux qui s'appuient sur elle, et elle donne l'autorité scientifique à quelqu'un qui ne la possède pas, créant la confusion parmi la communauté et l'induisant en erreur. Le système global transparent et autogéré décrit plus haut, aiderait à démanteler certaines de ces hiérarchies qui ont été créées au sein de la communauté.

Le lecteur aura compris maintenant que l'auteur n'apprécie pas les hiérarchies. En effet, je crois fermement que la hiérarchie (entendue comme autorité irrationnelle) n'est positive dans aucun des aspects de notre vie. Cependant, quand il s'agit de la science, ce n'est pas sur une croyance, mais plutôt sur un postulat que le progrès scientifique est basé. D'un côté, la science progresse grâce à des théories construites selon des principes logiques et dont la validité ne peut être réfutée qu'à partir de données expérimentales. Les théories et les

observations deviennent connaissances par consensus, ce qui est atteint après un débat suffisant et que des confirmations expérimentales ont été effectuées. D'autre part, les hiérarchies limitent le débat scientifique, imposent le consensus et détruisent la logique sur laquelle s'appuient les théories scientifiques. Ainsi, je crois que souligner des hiérarchies ou des structures d'autorité injustifiées dans la science, est une obligation pour n'importe quel scientifique. Finalement, notez que je n'ai pas discuté de la façon dont la recherche est utilisée pour arnaquer les contribuables. La raison en est que je crois que le problème de la hiérarchie mentionné ci-dessus pourrait facilement cohabiter avec un système économique beaucoup plus équitable.

PAR XAVIER ZAMBRANA-PUYALTO
(@XAVISLOW),
groupe *Germinal* de la *Fédération anarchiste*,
Marseille



En finir avec l'E.P.R. ! En finir avec le nucléaire !

ÉCHEC PRÉVU DU RÉACTEUR

Conçu à l'origine comme une réponse technique à l'accident de Tchernobyl, 30 ans plus tard, aucun réacteur à eau pressurisée (E.P.R.) n'est en fonctionnement. Des critiques s'élèvent, même dans le milieu des nucléaristes : « L'E.P.R. n'a aucun avenir car il est démodé », « trop grand, trop cher, trop lent à construire », « la conception initiale était entachée de nombreux défauts ». Ce réacteur, qui devait relancer la filière nucléaire dans le monde, apparaît onze ans plus tard comme un dinosaure condamné à disparaître.

À Olikuoto, les travaux de l'E.P.R. finlandais ont débuté en 2005, pour une mise en service prévue en 2009 et un coût de 3 milliards d'euros, réévalué à 8,5 milliards fin 2012. Son raccordement au réseau électrique ne serait réalisé qu'en 2018 et les Finlandais, beaucoup moins intéressés compte-tenu de la baisse importante de la consommation d'électricité, préfèrent se faire rembourser en attaquant Areva en justice et réclamant 2,6 milliards d'euros

de pénalité.

Le projet de 2 réacteurs à Hickley Point a été validé, « sous conditions » et avec de lourdes pénalités en cas de retard, sous la pression de Pékin qui a menacé Londres de représailles économiques : C.G.N., géant du nucléaire chinois, participe pour un tiers au financement et espère s'approprier la technologie de l'E.P.R., d'autant que deux E.P.R. sont en construction sur le site de Taishan, sur un terrain sujet aux secousses sismiques !

À Flamanville, le chantier du réacteur, démarré en 2007, devait durer 5 ans. Aujourd'hui, sa mise en service fin 2018 est très problématique : l'acier de la cuve, déjà installée, ne répond pas aux normes de sécurité.

EN ROUTE VERS LE DÉSASTRE

Au détour du XXI^e siècle naissant, pour anticiper le renouvellement du parc nucléaire de 58 réacteurs et conserver les « compétences », les nucléocrates envisagent de construire un E.P.R. à Flamanville, « démonstrateur » d'une « nouvelle génération » de réacteurs.

Dès le début, de fortes oppositions mettent en cause sa sûreté, notamment l'I.P.P.N.W. (Médecins internationaux pour la prévention de la guerre nucléaire) qui estime que ce système « peut occasionner de puissantes explosions de vapeur et aboutir à la rupture de l'enceinte de confinement » : pour atténuer les effets de la fusion du cœur nucléaire en cas de catastrophe, un bassin est chargé de récupérer le corium. Mais la présence de vapeur risquerait de conduire à de violentes explosions dues à l'interaction de l'eau et du combustible. Ce risque sera reconnu plus tard par l'A.S.N. (Autorité de sûreté nucléaire) : « La possibilité d'une explosion de vapeur importante pendant le noyage du corium doit être évitée ».

Un collectif « Stop E.P.R. » se constitue, rappelant : « L'E.P.R. est aussi dangereux que les réacteurs nucléaires actuels. Accident nucléaire, déchets nucléaires, rejets radioactifs, prolifération des bombes nucléaires et vulnérabilité aux attentats : il n'y a toujours pas de solution à ces risques ». À son appel,



30 000 manifestants se réunissent à Cherbourg le 15 avril 2006 et 62 000 dans plusieurs villes le 17 mars 2007.

Cela n'empêche pas le Premier ministre Villepin de signer le décret de construction à Flamanville le 10 avril 2007.

QUEL CHANTIER !

Le chantier connaît de graves incidents, dont voici quelques exemples :

- **Mai 2008** : « Manque de rigueur inacceptable ; des fissures sur la plate-forme de l'îlot nucléaire » (A.S.N.).
- **Novembre 2009** : défail-

lance du système de contrôle-commande, cerveau du réacteur, l'A.S.N. demande d'« améliorer la conception initiale de l'E.P.R. ».

- **Début 2011** : « Répétition d'anomalies sur l'enceinte interne du réacteur ; manque de compétences, de formation à la culture de sûreté des intervenants ; lacunes dans la surveillance des sous-traitants ».
- **Août 2011** : « Malfaçons dans les opérations de bétonnage, de ferrailage et de soudage pouvant porter préjudice à la qualité finale des structures ; des piliers de béton percés comme du gryère » (lettre de l'A.S.N. à E.D.F.).
- **Hiver 2013** : 43 non-conformités sur le pont polaire de 780 tonnes, utilisé pour la manutention des composants lourds et du combustible nucléaire.

De son côté, Greenpeace reçoit des témoignages : « Les malfaçons étaient monnaie courante, mais dissimulées » (chef d'équipe), « J'ai démissionné pour ne plus continuer ni cacher les malfaçons importantes sur les soudures » (contrôleur soudeur)...

Après l'accident de Fukushima, l'A.S.N. évoque un moratoire sur le chantier, rapidement écarté : « Nous avons pris des engagements de réduction des gaz à effet de serre. Pour les remplir il n'y a pas 150 solutions, il y a le nucléaire » (Nicolas Sarkozy).

Mais c'est le 17 avril 2015 qu'est annoncée une anomalie qualifiée de





« sérieuse, voire très sérieuse » par son président, Pierre-Franck Chevet : des défauts de fabrication sur cette pièce essentielle qu'est la cuve du réacteur.

L'E.P.R. TOUCHE LE FOND... DE LA CUVE

Dès le 2 août 2011, un document E.D.F. non divulgué évoquait « des défauts dans le métal de base ». Or la cuve est une « barrière de défense » destinée à éviter le relâchement de radioactivité en cas d'accident. Dans un réacteur, rien n'est prévu en cas d'une rupture de la cuve : « Des scénarios de rupture de la cuve ou de générateurs de vapeur ne sont pas pris en compte dans les études d'accident. Ils doivent donc être exclus » (Pierre-Franck Chevet).

Pourquoi ces défauts sont-ils révélés 4 ans plus tard : impossibilité de continuer à les occulter ? Effet Fukushima ? Des contrôles, effectués sur le site Creusot Forge où sont fabriquées la cuve de Flamanville et celle d'Olikuoto, révèlent un excès de carbone dans l'acier, ce qui diminue la résistance à la propagation de fissures et, selon l'A.S.N, entraîne un risque de rupture brutale de la cuve.

Le *Canard Enchaîné* du 8 juillet 2015 révèle qu'une note de l'I.R.S.N. (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) de septembre 2006, fait état d'une « anomalie de la composition de l'acier, suite à des analyses chimiques effectuées au cours de la fabrication du couvercle de la cuve, qui révèle une teneur excessive en carbone ». Ainsi, Areva a mis en place, le 24 janvier 2014, une cuve qui ne répond pas aux normes de sécurité.

Un décret providentiel est signé le 3 janvier 2016 : « L'ASN peut autoriser la

mise en service d'un équipement sous pression nucléaire n'ayant pas satisfait à l'ensemble des exigences réglementaires ». Sylvie Cadet-Mercier, directrice de l'I.R.S.N. le justifie : « L'arrêté prévoit que si on ne respecte pas une exigence essentielle, alors on peut, sous réserve de produire un dossier, démontrer que ce n'est pas grave ». Rappelons qu'en 2007 plusieurs dossiers affirmaient que le risque de tsunami à Fukushima était « acceptable ».

Le remplacement de la calotte inférieure d'une cuve déjà en place conduisant à des coûts astronomiques, Areva engage des essais pour démontrer que, malgré les défauts, la sûreté est assurée. De son côté, E.D.F. envisage de faire tourner l'E.P.R. « au ralenti », faisant ainsi grimper le coût du MWh de l'E.P.R., déjà à plus de 100 € (70 € pour le MWh éolien) !

EN FINIR AVEC LE CAPITALISME !

La cuve de l'E.P.R. révèle de graves problèmes mettant en cause la filière nucléaire française dans son ensemble : en mars 2016, un audit des activités de l'usine Creusot Forge souligne « des irrégularités dans le contrôle de fabrication d'environ 400 pièces produites depuis 1965, dont une cinquantaine serait en service sur le parc électronucléaire français ».

L'Observatoire du nucléaire, organisme indépendant de surveillance de l'industrie nucléaire, dépose une plainte pour « faux, usage de faux et mise en danger de la vie d'autrui », et réclame l'arrêt des réacteurs concernés.

Le 23 juin 2016, l'A.S.N. révèle que les générateurs de vapeur équipant 18 réacteurs « pourraient présenter une

zone de concentration importante en carbone, pouvant conduire à des propriétés mécaniques plus faibles qu'attendues ».

Aux conséquences financières et sécuritaires de ces malfaçons, s'ajoute le maintien en activité pour 40 ans, de réacteurs conçus pour durer 30 ans, nécessitant un rafistolage estimé à 100 millions d'euros ; le « grand carénage », en attendant « mieux » : « J'ai confiance que 100 % de nos réacteurs peuvent aller jusqu'à 60 ans » ! (Dominique Minière, directeur production E.D.F.).

Politiciens et nucléocrates vont-ils conduire à la faillite d'E.D.F. ou/et à un désastre nucléaire de plus en plus probable ?

La logique de grandes unités de production, associée à des transferts d'électricité sur des centaines de kilomètres, doit laisser place à une intégration horizontale basée sur des unités de production plus petites, décentralisées et adaptées aux ressources de chaque territoire. Dans le domaine de l'énergie, comme dans d'autres domaines, rapprocher la production de la consommation est plus efficace et permet aux habitants, à la fois producteurs et consommateurs, d'intervenir sur des choix essentiels qui les concernent. Une telle perspective n'est possible que dans le cadre d'une sortie du capitalisme pour une autre société, basée notamment sur le fédéralisme libertaire.

PAR ÉLAN NOIR



Du paysan... au paysan

On entend souvent parler de « crise porcine », de « malaise dans la filière bovine », voire de difficultés du « modèle breton ». Fragmenter la réalité sociale permet aux dirigeants d'occulter le caractère systémique des « dysfonctionnements », c'est-à-dire d'évacuer le capitalisme, et son bras armé, l'État, comme cause majeure des fameuses « crises » (économique, politique, culturelle, morale, écologique). Or, la prétendue « crise agricole » trouve son origine dans l'intégration forcée du « paysan » dans l'ère de la mécanisation, de la chimie, du productivisme, c'est-à-dire le processus d'industrialisation de l'agriculture. On peut aller jusqu'à affirmer que le capitalisme implique dans sa finalité même la destruction, la liquidation des sociétés paysannes.

UNE DYNAMIQUE MEURTRIÈRE

Même si le terrain se trouve préparé depuis la révolution industrielle et les premiers balbutiements de la technique, c'est surtout à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale que divers ingrédients vont contribuer à accélérer le cycle production-consommation, la marchandisation

généralisée : mythe de la modernité, fascination pour le « Progrès », projet prométhéen de transformation de la nature pour évacuer notre finitude, culte de l'investissement et de l'innovation, consensus positiviste, tyrannie de la quantification, domination de l'avoir sur l'être, nécessité de la reconstruction, grandeur et rayonnement nationaux, coalition des différents pouvoirs (politique, financier, industriel, technoscientifique, militaire, médiatique) avec la corruption inhérente, vont coloniser les esprits, marteler les « bienfaits » du dynamisme américain. La seule voie pertinente est la croissance économique, rendue possible par le pillage des matières premières des pays « sous-développés » et leur main-d'œuvre à bon marché, et facilitée par les simulacres de débat ou la répression régulière à l'égard de ceux qui osent contester ces choix économiques et sociaux.

Concernant spécifiquement l'agriculture, avec la loi d'orientation agricole des années 1960-62, la cogestion de l'État et de l'organisation mafieuse qu'est la FNSEA^[1], ainsi que l'aveuglement d'organismes tels que l'INRA^[2], la voie est désormais tracée. Contre la diversité historique des paysanneries, il n'existe plus qu'un seul type de rationalité économique, qu'une seule question : comment produire plus, à moindre coût ? L'agriculture, dont les fonctions jusqu'à présent consistaient à nourrir la population, à entretenir les milieux « naturels », à faire

[1] Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (n.d.l.r.)

[2] Institut National de la Recherche Agroalimentaire (n.d.l.r.)

vivre les campagnes, aura désormais pour but principal, de générer des profits. Au prétexte que les besoins alimentaires ne sont pas satisfaits dans leur totalité, il s'agit de développer la vocation exportatrice de l'agriculture, parce que le capitalisme ne s'accommode que de structures à grande échelle et ne peut intégrer la notion de limites.

Ainsi commence la « vampirisation » de l'agriculture familiale et paysanne par l'agriculture industrielle. La concentration de terres, l'agrandissement des exploitations s'accroissent ; jusqu'à l'absurde : une ferme de 500 000 porcs en Chine ! Et, par conséquent, leur nombre diminue partout fortement : de 81 à 48,2 % dans les « pays en développement » entre 1950 et 2010, de 35 à 4,2 % dans les pays industrialisés pour la même période. En Europe, en 2010, il disparaissait une exploitation agricole toutes les trois minutes^[3]. Concernant la France, en 1946, les paysans étaient 7,4 millions et représentaient 36 % de la population active ; en 1975, ils n'étaient plus que deux millions, soit 9 % de la population active. L'exode

[3] P. Bitoun et Y. Dupont, Le sacrifice des paysans, Editions L'Echappée



agricole et rural s'accélérait. En démantelant le système de polyculture-élevage, il s'agissait de séparer l'économique du social, de sélectionner et d'éliminer, tout en invitant les agriculteurs âgés à libérer leurs terres. D'un côté, favoriser par de nombreuses aides directes et indirectes les « novateurs » dont le système avait besoin, ceux qui passeront du statut de paysan à celui de chef d'entreprise ; de l'autre, rendre les conditions de travail de plus en plus difficiles pour ceux qui refusaient de se couler dans le moule de la modernisation, et les diriger vers l'usine. Si bien qu'en à peine trente ans, la production agricole se trouve subordonnée aux exigences du marché, aux impératifs des multinationales impatientes d'imposer leurs façons de produire, de manger, de vivre.

DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES

Le bilan de cette mise sous tutelle de l'agriculture par la finance et la technoscience s'apparente, au niveau mondial, à un ethnocide. Tout d'abord, la chute vertigineuse du nombre d'exploitations, due à la dictature du rendement, condamne des millions de paysans à un chômage chronique, avec les incidences psychologiques qui l'accompagnent (solitude, sentiment d'inutilité, perte de dignité, état dépressif). Pour ceux qui restent dans la profession, le lot quotidien tourne au cauchemar : charge de travail considérable (couramment 70 à 80 h par semaine), spirale du surendettement qui met l'entreprise à la merci d'une erreur de gestion, d'un accident sanitaire ou climatique (plus de 40 000 exploitations soit près de 10 % - seraient en grande difficulté), santé détériorée aussi bien pour le professionnel que pour le consommateur (stress, accidents, intoxications, allergies, déficiences immunitaires, cancers, diminution de la fertilité), perte de sens du travail, risques de faillites, suicides (tous les deux jours dans les campagnes françaises, un agriculteur se donne la mort ; en Inde, c'est plus de 250 000 fermiers qui se sont suicidés entre 1995 et 2010).

Parce que la modernité subvertit le rapport à la nature, au plan écologique, le désastre s'avère d'ampleur comparable, dû à une mécanisation outrancière, à l'emploi permanent de la chimie, à la surexploitation des terres (déjà grignotées par l'urbanisation et les infrastructures de transports) ainsi qu'à l'« aménagement du territoire » : pollution des rivières et des nappes phréatiques, empoisonnement, érosion et compactage des sols, destruction du paysage bocager par les opérations de remembrement, réduction de la biodiversité des agro-écosystèmes liée à l'hyper-sélection des plantes et des animaux...

Déjà considérables, les dégâts ne se limitent pas à ce qui précède. Des territoires de moins en moins habitables, des campagnes de plus en plus uniformisées, rurbanisées, sont les témoins d'une désertification rurale amorcée depuis plus d'un demi-siècle : des services publics qui ne sont plus assurés, des écoles et des réseaux de transports qui ferment, des commerces et des artisans qui disparaissent, des équipements collectifs sous-utilisés, des villages qui meurent, malgré la volonté parfois vive des habitants de rompre cette fatalité.

Ecosystèmes, patrimoine architectural, tissu social, mémoire collective, c'est bien du bouleversement d'une civilisation rurale dont il s'agit, de la disparition programmée de sociétés paysannes porteuses de valeurs. Cette haine se traduit clairement par un vocabulaire sans équivoque : « plouc », « péquenaud », « bouseux », « cul-terreux » ne sont pas que des « insultes », mais la réalité de quelques générations de paysans que l'on a taxés d'archaïsme, d'irrationalité, d'obscurantisme, et qu'on a sommés d'abandonner leurs dialectes, leurs manières d'être, leur savoir-faire. Paysans dont on ne tolère la présence que dans les écomusées ou les événements folkloriques.

Par ailleurs, le capitalisme a dressé l'agriculture « moderne » contre les systèmes agraires traditionnels. La réduction des coûts de transport et la libération du commerce international ont plongé la plupart des pays pauvres dans

une dépendance alimentaire grandissante : de nombreux produits « occidentaux » largement subventionnés, détruisant les marchés locaux sur lesquels ils parviennent. Suivant les conseils intéressés des experts des pays occidentaux, de lourdes dépenses publiques en matière d'infrastructures urbaines et de communication, d'administration, de défense ont considérablement grevé les budgets de ces pays, consacrant le sacrifice de l'agriculture par rapport à l'industrie. D'autre part, si la construction de grands barrages dans certains pays a été préférée à l'exploitation de petits lacs, c'est parce que les grands travaux rapportent davantage aux entreprises de travaux publics des pays « développés ».

Et tout ce massacre systématique (auquel il faut ajouter celui des animaux, victimes d'un rapport utilitaire fondé sur le mépris et le déni de la souffrance) pour parvenir à un constat désespérant : l'industrie déverse plus d'énergie dans l'agriculture qu'elle n'en récupère de ses cultures à haut rendement !

DES RÉSISTANCES ANÉANTIES

De la même manière que de nombreux ouvriers ou artisans se sont opposés à l'avancée de techniques qui les privaient de leur autonomie, les luttes paysannes pour la défense des libertés jalonnent l'histoire. Jusqu'à aujourd'hui où un modèle technico-économique asservissant, fondé sur l'intensification et la spécialisation étroite de leur activité (monoculture, élevage intensif), dépossède les agriculteurs de la maîtrise de leur métier au profit des organismes de collecte et de la grande distribution.

Les paysans dans la lutte des classes, c'est avec ce titre que Bernard Lambert, agriculteur et militant infatigable, va accompagner les « paysans-travailleurs » dans leurs exigences de dignité, de justice pour les « petits », dans leur volonté de sortir le monde agricole de son ghetto corporatiste pour devenir « partenaires » des ouvriers. Cassant le



mythe soigneusement entretenu de l'unité paysanne, il dénonce la prolétarianisation des paysans, la domination des firmes agro-alimentaires sur un univers à peine sorti de l'emprise des notables et de la noblesse. Dénonciation du capitalisme, revendication d'une organisation syndicale spécifique des petits et moyens paysans. « Commune de Nantes » de 68, marche sur le Larzac de 73 Jusqu'au démontage du Mc Do de Millau et le refus de la « malbouffe », à la mobilisation contre l'OMC, au fauchage d'OGM ou à la lutte contre l'aéroport de NDDL. Bien entendu, les dirigeants économiques et politiques de tous bords n'auront de cesse de faire taire ces voix lucides et discordantes et d'étouffer les recherches d'alternatives.

ENSEMENCER LES CHAMPS DU POSSIBLE

Aux réductionnistes acharnés à découper la réalité en tranches, il faut rappeler que les problèmes économiques, politiques, écologiques, psychologiques et sociaux sont intimement liés. Il ne suffira donc pas, comme le prétendent certains, de socialiser les moyens de production ni, comme l'imaginent d'autres, de croire en la technoscience. Si les sociétés paysannes ont longtemps résisté à l'usure du temps, il est probable que, pour avoir joué les apprentis sorciers et les docteurs Frankenstein, l'avenir de la société industrielle « hors-sol » soit de courte durée.

Au-delà de la seule exploitation économique, le désir de conquête, la volonté de puissance, la hiérarchisation des cultures, la crainte de la différence ont conduit aux multiples tentatives d'éradication de ce qui « menaçait » d'aspérer à l'autonomie : le sauvage, l'Indien, le Noir, mais aussi le paysan, et à un degré moindre la femme, « imprévisible », « écervelée » et bientôt potentiellement dépossédée par les biotechnologies du

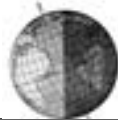
pouvoir de donner la vie. Ceux qui sont dans « l'incapacité d'exploiter efficacement le milieu naturel » ne sont que des « brouillons d'humanité » voués à l'extinction, ou au moins sommés de s'intégrer ou de disparaître.

C'est peut-être la vie elle-même, dont le foisonnement fait perdre au technocrate ses repères, ses certitudes, qui inquiète. Comme si la nature n'était à sa place que sous le contrôle vigilant de l'homme. Rejet de l'univers symbolique, de l'émotion, de l'intuition, du poète, de l'artiste : l'objet de la modernité, de l'utopie technoscientifique et hygiéniste serait-il de nous faire oublier nos origines ? Négligeant le fait que ce projet qui « assimilait le pouvoir de la Raison à la toute-puissance du rationnel, porte en lui ce qu'il s'employait pourtant à combattre : la folie, la sauvagerie, le démoniaque »^[4].

S'interroger sur la crise générale de civilisation, sur le mirage actuel du progrès culturel et de l'émancipation humaine, c'est reconnaître que les paysanneries, sur l'ensemble de la planète, ont été sacrifiées sur l'autel du progrès, dans l'indifférence à peu près générale, au moins concernant les pays industrialisés. C'est, comme nous y invitent les auteurs de l'ouvrage remarquable *Le sacrifice des paysans*, questionner les apports de la « modernité » : mépris du passé ou relecture pertinente de l'Histoire, domestication de la nature ou partenariat avec ses processus, monde hygiéniste et aseptisé ou contact avec l'organique, prédation inconséquente ou gestion intelligente des ressources, développement infini des forces productives ou sens de la mesure, tyrannie des besoins ou frugalité, grisurie de la vitesse ou éloge de la lenteur, hypermobilité au prix du déracinement ou exigence de stabilité, fragmentation des différents domaines de l'existence ou unité de la vie, société à haut risque technologique et social ou principe de précaution... ? Si nous renonçons à choisir, la confrontation imminente aux limites physiques de la planète nous y contraindra : le retour des « paysans » sera alors incontournable. Aucune transformation sociale ne pourra avoir lieu si elle ne se fonde pas sur une agriculture paysanne fondée sur une hybridation pertinente et évolutive entre savoirs paysans vernaculaires et savoirs scientifiques experts.

PAR JEAN-PIERRE TERTRAIS, *groupe La Sociale de la Fédération anarchiste, Rennes.*

[4] De la bêtise et des bêtes. Non-signé, Gallimard 1988



Mondialisation et exploitation

Réflexions à la suite du Congrès de l'Internationale
des Fédérations anarchistes

Nous avons raison mais ce n'était pas suffisant. Nous avons prédit ce que créerait la mondialisation et notre prédiction était correcte. Nous avons combattu la mondialisation au moment même où elle cherchait à prendre racine, au début de ce siècle, à Seattle et à Gênes, et partout où c'était nécessaire. Nous avons payé un prix élevé avec des personnes mortes, blessées, des détentions, des tortures et des représailles, mais nous n'avons pas réussi à la bloquer. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde qui en paie les conséquences. Dans un monde basé sur le commerce mondial, ce qui compte, c'est vendre toujours plus. La qualité des produits et les conditions de vie et de travail des personnes qui les fabriquent, ont empiré. Afin de maintenir les coûts bas, l'environnement, la santé et la sécurité sur le lieu de travail, les droits des travailleurs et des travailleuses, les salaires justes, la

santé et l'éducation sont considérées comme des sujets sans valeur. Cela s'est produit tant dans le Nord que dans le Sud du monde, engendrant partout la dévastation et le désespoir. Trois milliards et demi de personnes dans le monde vivent avec moins de 2,5 dollars par jour. L'économie est un « jeu » comme le poker : si quelqu'un gagne, quelqu'un d'autre doit perdre. Alors que la majorité de la population mondiale s'est appauvrie, certains ont fait beaucoup d'argent à la place. Le nombre de milliardaires, ceux qui ont plus d'un milliard de dollars, a augmenté de 81 % entre 2004 et 2014. Le nombre de personnes qui ont plus d'un million est en augmentation de 55 %. Sous l'effet de la mondialisation, celles et ceux qui ont de l'argent sont devenus plus riches, les autres plus pauvres. Les 62 personnes les plus riches du monde gagnent l'équivalent de la moitié de la population mondiale ré-

unie et, depuis le début des temps, il n'y a jamais eu un tel écart entre les plus riches et les plus pauvres. Alors que, d'une part, le mode opératoire de la mondialisation réside en la libre circulation des marchandises, d'autre part, la libre circulation des personnes est empêchée de toutes les manières possibles. Dans le monde mondialisé, seuls les biens peuvent voyager, pas les gens !

NOUS SAVONS TOUTES QUE LA MIGRATION EST UN PHÉNOMÈNE QUI NE PEUT ÊTRE ARRÊTÉ

Jusqu'à il y a quelques années, dans l'UE, dans le cadre de la politique agricole commune, les agriculteurs recevaient 600 euros par vache. Au sein de l'UE, à cette époque, les vaches « gagnaient » plus que ces trois milliards et demi de personnes qui survivaient avec moins de 2,5 dollars par jour. Avec cette sorte d'inégalité, comment peut-on même imaginer construire un mur pour bloquer le mouvement



des personnes des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches ? Les flux migratoires sont souvent traités comme des situations d'urgence. Cependant, cela n'est pas fait pour stopper la migration, mais plutôt pour pousser les migrant.e.s vers l'exclusion, lutter pour leur survie, les forcer vers des emplois illégaux et mal rémunérés.

Ce faisant, le capitalisme atteint deux objectifs : d'abord il obtient une main-d'œuvre peu coûteuse qui peut facilement être exploitée, et, d'autre part, il divise les exploité.e.s entre les immigrant.e.s et les indigènes, blâmant les premier.e.s pour les mauvaises conditions de vie de ces dernier.e.s.

CE MODÈLE EST ALLÉ DE PAIR AVEC UN CHANGEMENT DANS LES MODES DE PRODUCTION

À l'origine, la fabrication avait lieu dans les grandes usines où les travailleurs et les travailleuses étaient tous et toutes considéré.e.s au même niveau. Cela a créé un espace de solidarité et de collectivisme plus fort. Aujourd'hui, les entreprises ont déplacé ce qu'il fallait fabriquer des usines en Extrême-Orient. La création des services a aussi provoqué des changements et le mode de production tend à être davantage axé sur l'individu et moins sur le collectif.

Il y a une tendance à diviser les travailleurs, non seulement les migrant.e.s des indigènes, mais aussi entre les travailleurs et travailleuses contractuel.le.e.s ou permanent.e.s, les jeunes et

les travailleurs/travailleuses âgé.e.s. Partout, nous assistons à la création de nouvelles lois qui, utilisées comme prétexte pour lutter contre le chômage, créent plutôt des emplois plus précaires et peu rémunérés. En même temps, il y a de moins en moins de possibilité de jouir des droits hérités des vieilles luttes, et il y a maintenant la peur de perdre ceux qui restent.

Dans l'UE, entre 2005 et 2015, l'emploi a augmenté de 1,4 %. Cependant, alors que le travail à temps plein a diminué de 1 %, le travail à temps partiel a augmenté de 13 %. Cela a été encore pire dans les pays les plus affectés par la crise économique. En Grèce, l'emploi (à plein temps et à temps partiel) a diminué de 20 % (de 4,4 à 3,5 millions), mais le temps partiel, seul, a augmenté de 37 % (passant de 245 000 à 332 000). Il en est de même en Italie, au Portugal et en Espagne. Les conditions d'emploi se sont détériorées non seulement en termes de durée (temps partiel/temps plein), mais aussi en termes de stabilité du marché du travail. La loi « Travail » italienne, la loi « Travail » en France, l'« Hartz IV » en Allemagne et d'autres lois dans plusieurs pays européens ont toutes servi à recruter plus d'esclaves, souvent des jeunes travailleurs/travailleuses peu rémunéré.e.s et sans droits.

CE PROCESSUS EST ÉGALEMENT LE RÉSULTAT DE CHANGEMENTS QUI SE SONT PRODUITS DANS LA FAÇON DONT LES AUTORITÉS EXERCENT LEUR POUVOIR

Pendant des années, à la suite de la guerre froide, nous avons connu une

forme de domination basée sur l'acceptation de la situation par les dominé.e.s. À cette époque, la dette publique était couramment utilisée pour prévenir l'aggravation des conflits et, dans l'éventualité d'une agitation sociale, les États étaient prompts à intervenir pour empêcher que les choses se développent davantage. Aujourd'hui, le pouvoir s'impose par l'oppression. Puisqu'il est incapable de promettre que les choses iront mieux, il nous place face à des personnes dont les conditions sont pires et nous dit que nous courons le risque de finir de la même manière.

Dans la seconde moitié du siècle dernier, les autorités ne se sont pas engagées dans une politique de recherche du consensus. Comme toutes les luttes politiques et libérales ont commencé à s'effacer en conséquence, la société a manqué l'occasion de prendre un tour révolutionnaire. À l'époque, les autorités promettaient des changements grâce à des réformes, mais en faisant cela, elles ne distribuaient que peu de miettes. Aujourd'hui, les autorités sont devenues des identités qui, pour préserver leurs intérêts, sont prêtes à s'engager dans des politiques contre la société.

En regardant le budget public, nous pouvons voir que les États sont devenus des « États de guerre » au lieu d'être des « États-providence ». Nous assistons à la réduction des dépenses sociales (les services sont privatisés ou leur coût est plus élevé), alors que nous avons assisté à une augmentation des



dépenses militaires directement liées à l'industrie de l'armement (ou alors, elles sont demeurées inchangées alors que tout le reste a été réduit).

Si l'on achète des armes, il faudra alors les utiliser : au cours des dernières années, le maintien de la « paix » au niveau mondial a causé beaucoup de morts. En fait, la guerre a besoin d'ennemis : les factions extrémistes du monde musulman ont été subventionnées et nous avons aidé à la création de nouveaux ennemis à l'étranger, qui sont maintenant attaqués par des bombes et par la répression religieuse. Naturellement, il y a besoin d'ennemis « internes » pour pouvoir justifier la répression et le contrôle de la population : outre celles et ceux qui se livrent à des luttes sociales, les migrant.e.s, en particulier les migrant.e.s « illégaux » sont devenu.e.s un nouvel ennemi.

DANS CERTAINS PAYS, L'EURO A AGGRAVÉ UNE SITUATION DÉJÀ DRAMATIQUE

L'euro fonctionne comme une monnaie étrangère : les États qui l'utilisent doivent avoir un solde actif des paiements internationaux ou avoir des flux financiers capables de compenser les pertes éventuelles. Les pays qui souffraient déjà d'un déficit élevé et de taux d'intérêt élevés, n'avaient d'autre choix que d'abaisser le coût de la main-d'œuvre pour être concurrentiels sur le marché : nous avons donc contribué à la mise en œuvre de politiques de bas salaires, l'allongement du temps de cotisation pour la retraite, des coupes budgétaires dans le domaine de la san-

té, de l'éducation. Le « Pacte fiscal » a désormais obligé les États à équilibrer leur budget (rendant la théorie de Keynes inconstitutionnelle).

L'EURO A DONNÉ UN ÉNORME POUVOIR AUX BANQUES

La Banque centrale européenne prête de l'argent aux banques qui achèteront ensuite des obligations d'État.

En dehors de l'Europe, les finances dictent les règles de la nouvelle économie mondiale. De plus, la mondialisation a également provoqué l'homogénéisation du consumérisme pour que les gens portent les mêmes choses à Tokyo et à Londres et mangent la même nourriture à Pékin et à Rome. Dans le monde il y a 5.000 variétés de vin qui, une fois traitées et combinées, pourraient créer des milliers de différents types de vin, chacun avec ses propres caractéristiques, son goût et sa couleur. Cependant, à la suite de la mondialisation, seuls dix types, tous traités avec la même méthode (principalement en barriques) sont effectivement cultivés et vendus. Sur plusieurs milliers de possibilités, le vin ne parvient qu'à avoir un seul goût : le goût du Capital.

Cette sorte d'homogénéisation provient de la nécessité de se conformer à la norme pour se sentir en sécurité au sein de la société. En conséquence, les gens luttent contre « l'autre » ayant une couleur de peau différente, des vêtements, l'accent, l'orientation sexuelle, les régimes alimentaires.

La discrimination culturelle s'est développée parallèlement au social. La vraie victoire de l'économie mondiale n'est pas tant le mode de production et de commerce, que la perception que les exploité.e.s ont d'eux-mêmes. Il est désormais couramment admis que la propagande de l'État blâme les migrant.e.s, les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les différents types de travailleurs/travailleuses (fonctionnaires ou pas) et les retraités.

CEPENDANT, C'EST LE MAILLON LE PLUS FAIBLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La mondialisation a fait du monde, une place plus petite. Si nous parvenons à inverser ce processus à petite échelle et à prouver que les opprimé.e.s, uni.e.s, peuvent lutter et s'émanciper de l'exploitation, cette lutte pourrait devenir la première pierre de l'avalanche sous laquelle sombrera le capitalisme mondial.

Le Congrès de l'IFA à Francfort a travaillé dans ce sens : créer des liens, avoir des idées, se rencontrer, construire des chemins pour créer des luttes communes et réaliser une émancipation sociale sans frontières ni autorités.

PAR FRICCHE, *Fédération anarchiste italienne (FAI)*



Personal Shopper : de l'art des récurrences et de la nouveauté

Olivier Assayas^[1] aime filmer Paris, l'activité des milieux professionnels, les vies mondialisées de celles et ceux dont l'existence oscille entre réussite sociale et précarité bohème. De la même manière, Olivier Assayas aime précipiter, au travers de personnages, des actrices étrangères dans des « univers hostiles made in France » : de Maggie Cheung, star du cinéma de Hong-Kong, confrontée à un tournage de film en déroute (*Irma Vep*, 1996), en passant par Connie Nielsen, à l'époque nouvel atout de Hollywood, prise aux filets de transactions opaques entre holdings financières transnationales (*Demonlover*, 2002), et aboutissant, aujourd'hui, à Kristen Stewart, égérie qui réconcilie ci-

néma d'auteur et production mainstream, en charge de la garde-robe d'une icône de la jet-set — elle est son *personal shopper* — et s'activant entre exigences de cette dernière et de-



sideratas des maisons de couture. Tout comme, au cœur d'un même film, Olivier Assayas s'ingénie à contraindre le corps de son héroïne, pour mieux le libérer plus tard dans le récit. Ainsi, subtile résonance encore entre deux œuvres, Maggie Cheung doit-elle subir, dans *Irma Vep*, un désagréable essayage de combinaison en latex, tenue emblématique du personnage, avant de revêtir, à son initiative cette fois, le costume noir, pour une escapade nocturne et transgressive dans l'hôtel où elle réside ; Kristen Stewart répond-elle ici, à l'exigence d'une créatrice de mode, qui la force à essayer, avant achat, un bustier qui comprime sa poitrine, pour ensuite, de retour chez celle qui l'emploie, le porter sans contrainte, au cours d'une nuit de plaisir solitaire dans les draps d'une intimité autre que la sienne.

[1] *Personal Shopper*, d'Olivier Assayas. Avec Kristen Stewart, Lars Eidinger, Nora von Waldstätten et Sigrid Bouaziz.

Sortie le 14 décembre 2016.

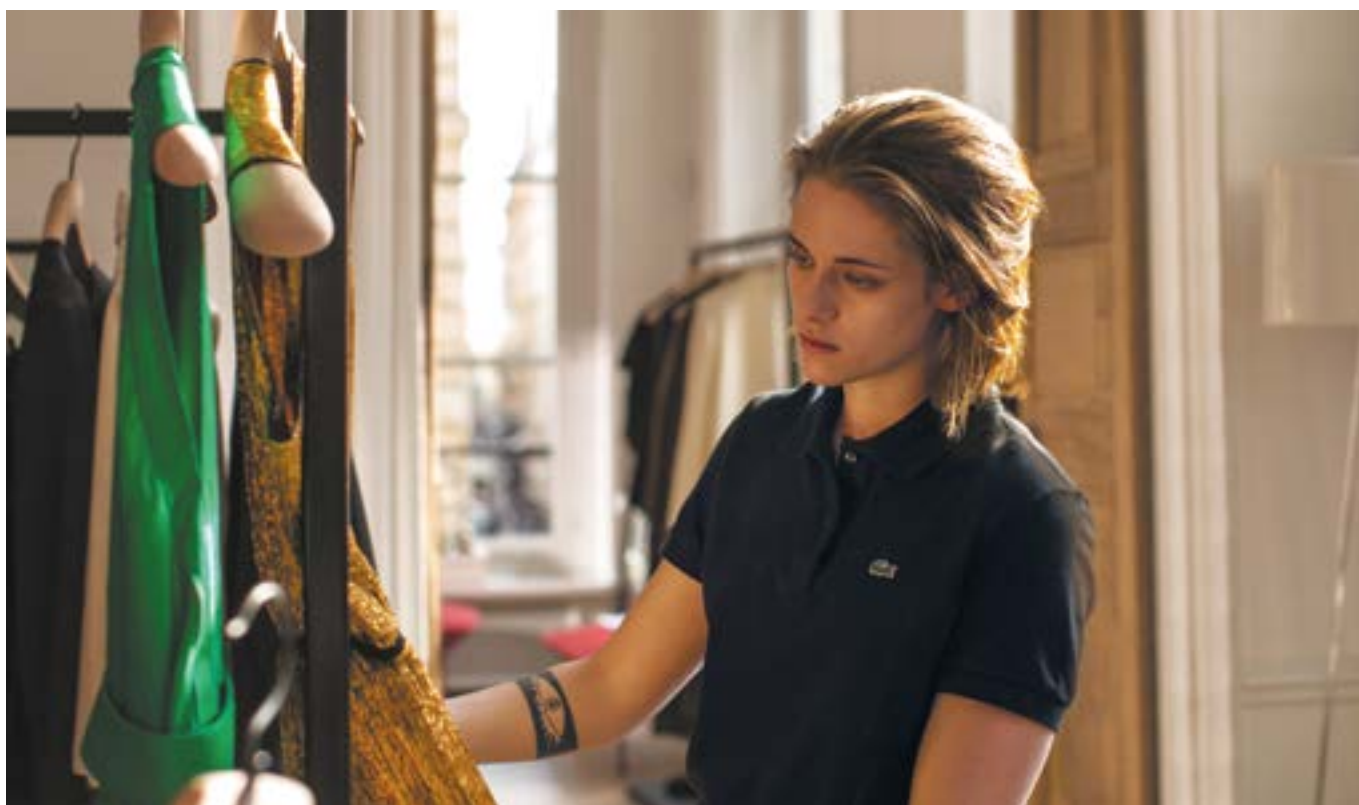


Mais, évoquer ces récurrences dans le cinéma d'Olivier Assayas, suffit-il à circonscrire ce nouvel opus ? La réponse est évidemment négative, aucune mention n'étant faite jusqu'ici de la présence fantomatique de Lewis, le frère de Maureen (Kristen Stewart), avec lequel celle-ci tente d'entrer en contact, suite à sa récente disparition. Et, aussitôt, de se demander, prolongeant ainsi le jeu des parallèles entre les films, si la « figure » du fantôme apparaît, pour la première fois, dans la filmographie de l'auteur. On pourra répondre qu'il n'en est rien, se rappelant les films « naturalistes » (au sens chronique du quotidien) du réalisateur, dans

lesquels des personnages disparus viennent hanter vivants et lieux, le temps que s'accomplisse le travail de deuil. Ainsi, Adrien Willer (François Cluzet), écrivain malade en quête de reconnaissance dans *Fin août*, début septembre (1999) ou Hélène Berthier (Edith Scob), aïeule préparant sa succession dans *L'heure d'été* (2008), sans négliger Wilhelm Melchior, dramaturge et mentor d'une actrice (Juliette Binoche) désormais auréolée de gloire, dans *Sils Maria* (2014). Mais, si ce dernier film entretient — en dehors de l'apparition de Kristen Stewart, dans l'univers du cinéaste — un lien particulier avec *Personal Shopper*, c'est parce qu'il met en œuvre une figure de disparu, non incarnée par un acteur dans une première partie du film : de fait, le décès de Wilhelm Melchior est annoncé dès le début du récit ; tandis que celui de Lewis se produit avant même que le

récit ne commence. Et c'est grâce à cette éviction narrative que peut se jouer, nouveauté chez Olivier Assayas, la dimension « cinéma de genre », empruntée par le versant fantastique du film. Une dimension, qui confrontera le quotidien de Maureen aux forces occultes et aux communications virtuelles. Une dimension qui offrira au public une expérience, visuelle et romanesque, tout aussi déroutante que fascinante.

PAR FRANCIS GAVELLE.





FERNANDO SOLANAS.

UN CINÉASTE EN COLÈRE

Né en 1936 à Buenos Aires, Fernando Solanas se révolte très jeune contre la bourgeoisie argentine dont il est issu. Il s'intéresse à la politique et aux problématiques sociales, est attiré par le cinéma, mais en l'absence d'école de cinéma, il entre au conservatoire de théâtre de Buenos Aires. À la chute de Perón, en 1955, Solanas a 19 ans, et jusqu'en 1973, les coups d'État se succèdent en Argentine. Son premier court métrage, *Seguir andando* (Continuer en avançant, 1961) est suivi par *Reflexion ciudadana* (Réflexion citadine, 1963). Très lié à la gauche argentine, il est proche de la révolution cubaine et de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

Il rassemble alors un matériel pour *L'Heure des brasiers* qu'il réalise clandestinement en 1966, en pleine dictature militaire. La base de *L'Heure des brasiers* est constituée des réflexions historiques et politiques sur les combats po-

pulaires. Le sous-titre, « *Notes sur le néo-colonialisme, la violence et la libération* », donne le ton.^[1] En 1968, Solanas réussit à sortir 60 copies du film, d'Argentine, dont il termine le mixage à Rome. Le film est salué dans plusieurs festivals, dont celui de Pesaro en juin 1968, et grâce à ce succès, Solanas n'est pas inquiet à son retour en Argentine. Il s'attache ensuite à faire circuler le film dans les circuits parallèles.

L'Heure des brasiers se compose de trois parties. La première, *Néocolonialisme et violence*, est le constat du sous-développement, de la misère sociale et de la dépendance néo-coloniale en Amérique latine. La deuxième, *Acte pour la libération*, et la troisième partie, *Violence et libération*, constituent la chronique des actions et de la prise de conscience populaire depuis les années 1940. *L'Heure des brasiers* est un film engagé pour susciter la réflexion sur la lutte du peuple argentin. En 1969, Solanas et le groupe Cine Liberation signent un manifeste dans lequel est ciblé un « premier cinéma » — cinéma commercial bourgeois —, et un « second cinéma » — cinéma d'auteur, monopole d'intellect-

[1] Le titre, *L'Heure des brasiers*, est tiré d'un vers du poète cubain José Martí, cité par Che Guevara dans son manifeste : Créer deux ou trois Viêt-Nam. La troisième partie du film, *Violence et libération*, est d'ailleurs dédiée au Che.

tuels coupés du peuple —, pour aller Vers un troisième cinéma, révolutionnaire et anti-colonial.

À partir de 1970, Solanas s'attelle à un long métrage inspiré du poème national, *Martin Fierro*, écrit en 1872 par José Hernandez, narrant l'histoire d'un déserteur poursuivi par l'armée. Il réalise finalement *Les fils de Fierro*, qui intègre la réalité contemporaine de l'Argentine. Les trois fils empruntant des chemins différents de luttes politiques et syndicales. Véritable chant de liberté, *les Fils de Fierro* exalte la lutte d'un peuple contre la dictature militaire.

En 1976, le coup d'État de Videla oblige Solanas à l'exil en Europe. La dictature inaugure un plan de libéralisme économique et le poursuit jusqu'en 1983 comme laboratoire de l'offensive néolibérale mondiale. En France, Solanas réalise *Le Regard des autres* (1980) qui traite du handicap. En 1985, il



revient en Argentine avec *Tango, l'exil de Gardel*, itinéraires d'exilés argentins en Europe et leur retour à Buenos Aires. Dans cette « tanguédie » (*Tango, tragédie et comédie*), où s'affirme l'aspect social et politique, Solanas s'inspire de son expérience personnelle. *Le Sud* (1988) raconte la sortie de prison d'un syndicaliste à la fin de la dictature militaire. Sa balade nocturne, entre fantasmagorie et flashback, le conduit à une réconciliation avec sa compagne, similaire à celle de Solanas avec l'Argentine. *Le Voyage* (1991) se déroule dans cinq pays andins dévastés par la corruption, la pollution, la pauvreté et l'exploitation.

Après avoir qualifié le gouverne-

ment de Carlos Menem de « traître au peuple argentin », Fernando Solanas est victime d'un attentat en mai 1991. Il est atteint par une rafale de balles dans les jambes, l'affaire est étouffée, et cela ne l'empêche pas de s'engager dans la politique parlementaire. En 1998, il revient au cinéma avec *Le Nuage*, inspiré des combats et de la personnalité d'Eduardo Pavlovsky, symbole de la résistance culturelle à Buenos Aires. Le film traite de l'impuissance face au passage de la dictature à un capitalisme cynique. En 2001, Solanas^[2] retourne dans la rue avec sa caméra. Avec *Mémoire d'un saccage* (2004), il poursuit son but de montrer les ravages du capitalisme en dénouant les mécanismes de l'ultra-libéralisme. *La Dignité du peuple* (2005) montre comment les populations les plus dé-

[2] Fernando Solanas en 9 DVD : Fernando Solanas, éd. Blaq Out. Prédal René, *Fernando Solanas ou la rage de transformer le monde*, CinémAction.

munies font face aux difficultés économiques.

Depuis 2007, Solanas dénonce le coût humain et environnemental des privatisations du secteur industriel argentin (*Argentina Latente*, 2007), des chemins de fer (*Próxima Estación*, 2008) ou des richesses nationales avec le diptyque : *Tierra Sublerada (Oro Impuro)*, 2009 et *Oro Negro*, 2011).^[3]

PAR THIERRY VANDENNIEU

[3] Cet article sur Fernando Solanas inaugure une série de portraits de cinéastes.





38ÈME CINEMED. UN CINÉMA MÉDITERRANÉEN SANS FRONTIÈRES

Le Palmarès d'un festival est souvent source de regrets pour certains films oubliés par les récompenses, le choix est cependant complexe parmi des œuvres variées et de qualité. Cette année,

VIVRE ET AUTRES FICTIONS

de Jo Sol a remporté l'Antigone d'or, de même que deux autres prix, dont celui de la meilleure musique. Le film traite du regard porté sur la différence, sur son déni ou son acceptation. *Vivre et autres fictions* est un film tourné avec conviction et petit budget, sans aide, qui pose la question de la normalité. À travers le quotidien de deux hommes, Pepe, sorti d'un hôpital psychiatrique, et Antonio, activiste et handicapé, le réalisateur catalan réussit un film émouvant, entre documentaire et fiction, pour dire les difficultés, la réalité, l'amitié, l'amour

PERSONAL AFFAIRS

de Maha Haj, qui a reçu le prix de la critique, se situe dans trois lieux, Nazareth, Ramallah et la Suède, et met en scène un vieux couple incapable de communiquer, leurs deux fils et leur fille. Autant de récits personnels se mêlant à l'histoire de l'exil et à la réalité de l'occupation militaire. Maha Haj adopte

le ton de l'humour absurde proche d'Elia Suleiman (*Intervention divine*) ou de Raed Andoni (*Fix Me*).

TIMGAD

de Fabrice Benchaouche a remporté le prix du public. Un instituteur forme une équipe de foot avec ses élèves et rêve d'aller en finale à Alger. Pour les entraîner, il recrute un archéologue franco-algérien qui travaille sur le site des ruines romaines de Timgad. C'est une comédie sociale tout en rebondissements, avec des comédiens formidables.

Autre film algérien récompensé.

L'ÉTOILE D'ALGER

de Rachid Benhadj. Le film est adapté du roman d'Aziz Chouaki et retrace l'itinéraire d'un jeune musicien durant la décennie noire et son basculement dans l'islamisme radical.

Enfin,

ZAINEB N'AIME PAS LA NEIGE

de Kaouther Ben Hania a reçu le prix Ulysse du documentaire pour le portrait d'une fillette jusqu'à son adolescence, dont la vie familiale est en pleine mutation. Écrit Non écrit du réalisateur rou-

main Adrian Silisteanu a été couronné meilleur court métrage pour la peinture truculente d'une famille rom, à l'occasion de la naissance d'une fille.

De tous les films programmés durant le festival, trop peu encore bénéficient d'une distribution qui permette l'ouverture des écrans à des cinéastes qui donnent à voir la diversité des réalités méditerranéennes. Il est évidemment souhaitable que le public puisse accéder largement au creuset de découvertes qu'est le Cinemed. Un cinéma méditerranéen sans frontières.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT





AGENDA

LA DANSE DES ACCROCHÉS DE THIBAUT DENTEL

Après 23 ans de prison, Vincent bénéficie d'une remise de peine, mais doit porter un bracelet électronique. C'est la première fois que cet aspect intrusif de l'enfermement est abordé d'une manière quasi documentaire. (7 décembre 2016)

LE RUISSEAU, LE PRÉ VERT ET LE DOUX VISAGE DE YOUSRY NASRALLAH

parle de nourriture, d'amour et de sexe en ayant pour cadre, une province égyptienne et les préparatifs d'un mariage organisé par Yehia et ses fils. Un film tout en couleurs, libre et réjouissant. (21 décembre 2016)

PATERSON DE JIM JARMUSH

Paterson est chauffeur de bus, vit avec Laura et Marvin, un bouledogue, et écrit des poèmes... (21 décembre 2016)

HEDI DE MOHAMED BEN ATTIA

La prise de conscience d'un homme et la volonté d'émancipation personnelle, sociale et politique. Dans le nouveau courant du cinéma tunisien. (28 décembre 2016)

3000 NUITS DE MAI MASRI

Dans les années 1980, Layal, jeune institutrice de Naplouse condamnée à 8 ans de prison pour un attentat, est détenue dans une prison israélienne pour prisonnières politiques palestiniennes. Elle découvre qu'elle est enceinte, mais décide de garder l'enfant. (4 janvier 2017)

BEYOND FLAMENCO DE CARLOS SAURA

Tous les mystères et la beauté de la jota, musique et danse traditionnelle d'Aragon. Éblouissant ! (4 janvier 2017)

ENTRE LES FRONTIÈRES

Inspiré des pratiques du théâtre de l'opprimé, le nouveau film d'Avi Mograbi, avec le metteur en scène Chen Alon, est un questionnement sur le statut de réfugié.e en Israël. Le rejet et la discrimination vis-à-vis de personnes non juives qui ont fui la guerre, les persécutions. (11 janvier 2017)



MUSIQUE

What Matters Now

par Ursus Minor

Le groupe Ursus Minor, c'est l'alliance de musiciens venant de plusieurs horizons stylistiques allant du jazz au hip hop en passant par le funk, la Soul et le Blues. Ce groupe est né en 2000 avec Tony Hymas aux claviers, Jef Lee Johnson à la guitare, François Corneloup au saxophone et David King à la batterie. En 2009, Mike Scott, devient le nouveau guitariste en titre de l'orchestre et depuis 2013, Stokley Williams au poste de batteur et Grego Simmons à celui de guitariste, ont rejoint le groupe.

Dès les premiers albums du groupe, de nombreux invités sont conviés à venir y déposer leurs idées, leurs sons, leurs colères et leurs espoirs. Pour ce quatrième opus, leur habitude d'inviter d'autres artistes s'enrichit encore avec la présence de Dem Atlas, Desdamona, Ada Dyer, Dominique Pifarély, Le Bénéfice du doute, Patrick Dorcéan, Frédéric Pierrot, Manon Glibert, Anna Mazaud, Ber-

nat Combi, Léo Remke-Rochard...

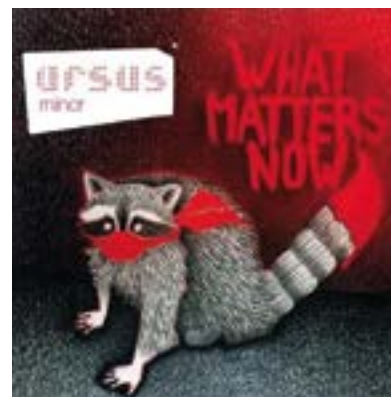
Avec son saxophone baryton, François Corneloup balance toujours son puissant son de basse groovy, tandis que Grego Simmons envoie ses riffs de guitare aux accents hendrixien avec en prime, une reprise d'« I don't live today » de l'enfant vaudou. De son côté, Stokley Williams rend hommage aux grands batteurs de jazz dans « The Drum song » alors que Tony Hymas, en génial sorcier du clavier, orchestre le tout.

Ce double nouvel album qui surfe encore une fois entre la révolte du jazz et la colère du rap, nous gratifie des inquiétudes du groupe sur le monde, mais aussi de ses espérances et de son rejet de l'injustice. Les titres « Zad Song » et la reprise de « Notre Dame de fer », témoignent du fait que le groupe était allé jouer à Notre-Dame-des-Landes en 2013. De même, les aspirations du groupe exprimées dans le titre dédié à l'anarchiste étasunienne Lucy Parsons, nous rappellent qu'en 2012, Ursus Minor avait consacré une soirée dédiée à Howard Zinn au festival Sons d'Hiver avec Mahmoud El kati, activiste des droits civiques et les rappeurs de La Rumeur, dont Ursus Minor propose ici une version de « La meilleure des polices », déclamée par le comédien Frédéric Pierrot.

De plus, le livret de 140 pages de ce double album est magnifiquement orné d'illustrations et de photographies.

Cet album est un condensé d'espoir et d'appel à poursuivre la lutte contre toutes les formes d'exploitation, de domination et d'oppression en proposant d'y associer la bande son idéale car, comme les membres du groupe se plaisent à citer Serge Quadruppani : « *La joie et la colère sont les deux passions de ce mouvement* ».

PAR THIERRY VANDENNIEU





Le maître insurgé

Tel est le titre^[1] choisi par un collectif d'auteurs^[2] pour évoquer Célestin Freinet et les articles qu'il rédigea pour divers journaux dont *L'École émancipée* et *L'Éducateur prolétarien* de 1920 à 1939. Évocation dans la huitième livraison de la collection N'autre école chez Libertalia qui est le résultat d'un choix, sans doute difficile mais assumé, de textes du maître insurgé. En effet, le Freinet qui nous est présenté ici est, certes le Freinet pédagogue, celui de l'imprimerie à l'école, mais aussi et surtout le Freinet politique au sens où, avec bien d'autres à l'époque, il considérait qu'il n'était pas envisageable de mener à bien une révolution pédagogique sans révolution sociale tant les boule-

versements souhaités étaient dialectiquement liés. Les auteurs soulignent en effet, qu'« avec le conseil d'élèves, c'est la révolution dans l'organisation sociale de la classe » (p. 14), préfiguratrice à son sens de la révolution sociale plus

généralement.

Parmi les nombreux extraits proposés, l'instituteur, longtemps proche du PC malgré une pensée et une pratique pédagogique peu orthodoxe, fut actif dans le tout premier syndicat des instituteurs syndicalistes révolutionnaires, soucieux de l'internationalisme en saluant « avec émotion la création de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement (ITE) » en 1921, en accueillant de jeunes réfugiés espagnols fuyant la violence et les représailles franquistes dans son école de Vence en 1936... ou encore, en lien avec les maîtres camarades des écoles libertaires de Hambourg.

Sa pensée pédagogique devait en effet surprendre, voire dérouter, certains tenants des pédagogies autoritaires et de la mise aux normes et au pas des enfants, voulue par les institutions scolaires traditionnelles. Il se déclare fermement contre la pédagogie



[1] 1. Célestin Freinet, *Le maître insurgé, articles et éditoriaux 1920-1939*, Paris, Ed. Libertalia, 2016. En vente à Publico, 10 euros.

[2] 2. Chabrun C., Chambat G., Dugrand C., Norrito N., Bartkowiak B.



blanquiste, déjà dénoncée par Albert Thierry. Pour lui, il faut cesser de bourrer le crâne des enfants, « nous avons trop vu, écrit-il, où cela nous a menés et où cela nous mène chaque jour. Et d'ailleurs, que vous bourriez les crânes de rouge ou de blanc, c'est la même chose » (p. 38). Il ajoute : « Libérons-nous de tous les dogmes ; faisons l'école pour l'enfant. Éduquons-les en pensant, non que nous faisons des capitalistes ou des communistes [voire des anarchistes], mais en nous persuadant bien [...] que nous avons la charge d'en faire des hommes [...] ayant soif d'amour et de liberté et qui emploieront tous leurs efforts à se libérer » (p.40). A cette fin, il faut faire en sorte que l'école « soit une institution réelle et vivante, car la

seule manière de se préparer à une tâche sociale est d'être engagé dans la vie sociale » (p. 49). Donc, plus d'école-caserne mais des écoles ouvertes sur la vie où le savoir peut prendre sens et où, à chaque pas, la connaissance doit être soumise à la pensée critique. Freinet affirme donc que « *la formation de l'esprit critique de l'enfant* »^[3] doit être une de nos préoccupations capitales. Il s'agit de préparer l'enfant non pas à penser en série, à obéir servilement aux perfides suggestions des corrupteurs sociaux et aux ordres impérieux de ses maîtres, mais à réfléchir, à juger, à orienter ses efforts, à découvrir le mensonge, même lorsqu'il se cache sous les apparences hypocrites de l'humanité, de la charité, ou de la religion » (p.134), voire des pseudo-vérités et des pseudo-sciences, ajouterai-je.

Un agréable petit volume, bien fait, enrichi de quelques illustrations, facile à lire pour ceux

[3] En italique dans le texte

et celles qui souhaitent mieux connaître le pédagogue. Il est à noter que les textes sont tous présentés et remis dans le contexte politique et syndical de la période où ils furent rédigés, ce qui permet de mieux en appréhender la portée. A quand un second volume sur le Freinet d'après 1945, où il fut d'une certaine manière marginalisé par ses « amis » du PC, Langevin et Wallon, qui l'écartèrent de la réflexion sur la refonte de l'école et qu'ils firent connaître dans leur célèbre rapport resté sans suite.

PAR HUGUES LENOIR, Groupe La Commune de Paris de la Fédération anarchiste. Paris





De l'intérêt de lire

La grande transformation (1944)

de Karl Polanyi

du point de vue anarchiste graduéliste

Karl Polanyi était un socialiste autrichien sans œillères, à une époque où le mot socialisme signifiait encore quelque chose. Dans *La grande transformation*^[1], écrit en 1944, il démontre la planification du marché par l'État, et aussi que le marché autorégulateur^[2] est un mythe dévastateur.

Il émet trois intuitions sur les risques systémiques d'effondrement de l'économie : la monnaie, la terre, le travail humain.

Ces trois facteurs ne sont pas des marchandises comme les autres, bien qu'on les échange sur les marchés.

LA MONNAIE :

[2] Des travaux américains des années 1990 montrent que les marchés convergent du fait des dépenses d'État, notamment militaires. Il n'y a aucune preuve que les marchés soient autonomes.

Pour Polanyi, on ne peut laisser les banques faire ce qu'elles veulent de la monnaie. De ce fait, il justifie a posteriori la vision keynésienne de la monnaie. Rappelons que Keynes est un lecteur de Proudhon et qu'il s'en est, a priori, inspiré pour sa théorie de la monnaie. Proudhon est, pour les anarchistes, l'auteur de la définition moderne de l'anarchie, mais il a aussi donné une définition de la monnaie comme contrat de société ; c'est la confiance de la société dans la monnaie qui fait sa force. Keynes ne fait que reprendre cette définition, en ajoutant l'État comme vecteur de confiance^[3]. Donc, Polanyi justifie aussi a posteriori la volonté de reprise en main de la monnaie par la société elle-même, telle la monnaie des systèmes d'échanges locaux (S.E.L.).

LA TERRE :

Pour Polanyi, la terre est l'autre nom de la nature ; elle inclut les ressources naturelles. Elle ne peut être considérée comme marchandise, du fait de sa limite. Pour lui, vouloir créer des

[3] Le dollar américain doit plus à l'armée américaine qu'à la réserve d'or. Bref, comme l'aurait dit Stirner : « tout ceci n'est que force ».

réserves naturelles, interdire la brevetabilité du vivant et faire de l'eau un bien commun, est une base économique et rationnelle, et non pas seulement morale. Rappelons qu'économie veut dire "gestion de la maison". Nous voyons bien aujourd'hui la limite écologique de l'économie libérale, définie par le marché autorégulateur selon Polanyi. La nature est aussi un bien positionnel par définition, ce qui l'incorpore dans Les limites sociales de la croissance définies par Fred Hirsch^[4] en 1976, son accès devient élitiste ou encore, elle est détruite par congestion^[5] due aux effets pervers des stratégies individuelles.

[4] Récemment traduit en 2016 par l'institut Veblen et les éditions « Les petits matins ».

[5] Par exemple, les classes moyennes aiment habiter la zone rurale à la périphérie des villes, mais si tous s'y installent, ce ne sera plus une zone rurale mais une extension de la ville.



LE TRAVAIL HUMAIN :

Pour Polanyi, on ne peut laisser marchandiser indéfiniment les rapports humains, notamment le travail, sans risquer un effondrement du système sur lui-même. Anthropologiquement, le rapport autre que marchand est la réciprocité. Dans la société moderne, la réciprocité par excellence est le mutualisme. La sécurité sociale française^[6] est un acte d'économie distributive sur une base mutualiste ; son existence est justifiée à la lecture de Polanyi comme éventuelle solution contre une trop forte marchandisation des rapports humains et notamment le travail. Enfin, si la théorie de la valeur de Marx est fautive dans le présent, elle serait vraie si l'ensemble des rapports humains devenaient marchands, une crise technique^[7] du capital liée à une suraccumulation, deviendrait alors organique et irait vers l'effondrement. De même, et à plus court

terme, nous retrouvons Fred Hirsch. La compétition des stratégies individuelles va nuire à la stratégie globale^[8] de bien-être de la société jusqu'à anéantir le bien-être. À quoi bon la croissance, si la croissance est due à l'augmentation de la compétition.

Enfin, à la lecture de Polanyi, on peut penser qu'un contre-mouvement au libéralisme économique est l'exigence de souveraineté démocratique^[9].

En effet, il isole une période de stabilité de 1815 à 1914 où il n'y a que 3 démocraties en Europe ; or en 2015, il y en a au moins 27, post-guerre froide. Et, actuellement, de par le monde, une exigence de démocratie directe se fait jour^[10] : les indignés en Espagne, les Kurdes qui au travers du PKK adoptent le municipalisme libertaire, le zapatisme au Mexique... Or, du point de vue anarchiste gradué, la démocratie directe aboutit à la dissolution de l'État dans la société.

**« Tout cela est très joli... »,
me direz-vous,
« ...mais la tendance actuelle
est à l'état d'urgence ! »**

Vous avez raison !

[6] Les anarchistes ont une triple responsabilité quant à l'existence de la Sécu. Premièrement, ce sont les syndicalistes révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes (synonymes à l'époque) qui ont construit les mutuelles ouvrières, elles-mêmes, servant de base, plus tard, à la Sécu. Deuxièmement, ce sont les anarchistes qui ont introduit les théories de l'économie distributive en France.

[7] Boccaro et Herzog isolent une crise technique du capital à partir de 1967. Or le propos de Piketty dans *Le capital au XXI^e siècle*, ne souligne rien d'autre que le constat d'une situation revenue à celle de la répartition inégalitaire du Capital d'avant la Guerre de 1914-1918.

[8] Si, dans une salle de concert, tout le monde se met sur la pointe des pieds pour mieux voir le concert, tout le monde sera dans une position inconfortable sans pour autant mieux voir le concert.

[9] Contrairement à ce que pensent certains, le libéralisme économique n'amène pas la démocratie. C'est sa crise qui nous y amène. 1914 est la crise d'un siècle de libéralisme. Certes, le capitalisme produit une érosion des anciennes valeurs, mais le libéralisme (le marché) est un élément stabilisateur et "pacificateur" entre grandes puissances.

[10] Elle se fait jour en même temps que les gouvernements occidentaux projettent plus de libéralisme tels que les futurs accords du Trans Atlantic Free Trade Agreement (TAFTA)

L'État sent qu'il perd la main sur la société civile et utilise le mercenaire existant pour justifier son existence ; dans un hypothétique monde pacifiste, il n'aurait pas de justification.

Comme l'écrit Kropotkine dans *L'État, son rôle historique*^[11], l'État a utilisé les invasions barbares au Moyen Âge contre les communes libres et a justifié ensuite sa domination sur elles, quand elles ne furent plus libres.

En fait, que l'État ait provoqué, suscité, laissé faire ou simplement profité des attentats de Paris puis de Nice pour faire l'état d'urgence, permanent ou non, importe peu. Qu'il change de Constitution et ne fait pas simplement des lois d'exception, prouve qu'il s'agit d'une volonté structurelle de l'État de reprendre la main sur la société civile. D'autre part, changer de Constitution n'a pas de réelle pertinence dans la lutte contre le terrorisme, mais pour ligoter le mouvement social, elle en a une^[12]. Car, tant que la Constitution n'est pas changée définitivement, nous pouvons contester les abus d'utilisation de l'état d'urgence.

PAR GREG, *groupe de Montluçon de la Fédération anarchiste, Allier*

[11] Éditions « Le Flibustier » pour les éditions récentes.

[12] Je rappelle que l'état d'urgence a été – entre autres – utilisé pour mettre à demeure des syndicalistes, et des écologistes au moment de la COP 21 et du mouvement contre la loi Travail.



Chantal Montellier :

debout les damnées du crayon !!!

Chantal Montellier devrait être une artiste bien plus reconnue, tant son travail depuis plus de 40 ans en bande dessinée, est important. Mais finalement, elle reste plutôt méconnue du grand public, ses albums anciens ne sont pas toujours disponibles, et surtout : son engagement militant très fort ainsi que sa liberté de parole n'aident pas à la reconnaissance médiatique.

Elle a démarré sa carrière au début des années 70. Après avoir obtenu le Diplôme national des Beaux-Arts, section peinture, à Saint-Etienne (première école des Beaux-Arts à cette époque) et avoir fait un bref passage par l'Éducation nationale, elle commence à publier des dessins politiques dans la presse d'extrême gauche : *Le combat syndicaliste* (organe de la CNT), *L'Humanité* puis *Politis*, *Le Monde*, *Marianne*...

Elle est, à ce titre, la première femme dessinatrice de presse politique dans un domaine principalement réservé aux hommes (ses consœurs exerçant plutôt leur talent dans l'illustration). Le milieu de la presse est peu différent de ce qui se passe dans le monde du 9e Art, et plus généralement dans cette société qui sort juste de Mai 68, et qui reste encore principalement dirigée par des hommes.

Elle aborde la bande dessinée à travers les publications de l'époque : *Charlie Mensuel* (1974), *Métal Hurlant* ou la revue trimestrielle *Ah! Nana* (9 numéros de 1976 à 1978) réalisée par des femmes, pour un lectorat féminin. Elle participe à cette aventure éditoriale, expérimentale et avant-gardiste unique en France, dans le prolongement des luttes récentes pour la reconnaissance du droit des femmes. Sans tabous, avec un ton résolument offensif, le magazine aborde des sujets dont on ne parle pas dans la société giscardienne : la sexualité des femmes, les violences, l'inceste... mais, fort heureusement, Anastasie et ses grands ciseaux, veille. Le titre est interdit pour pornographie (une pornographie qu'il n'a jamais contenu) dès le

numéro 7. Le suivant, qui traite d'homosexualité, connaîtra le même sort, et le numéro 9, sur l'inceste, est immédiatement censuré, ce qui provoque la mort du titre et la fin de l'aventure.

Son premier album est publié en 1978 aux Humanoïdes Associés sous le titre *1996* (dystopie orwellienne aujourd'hui, en partie, réalisée). Il préfigure déjà le style Montellier : une bande dessinée adulte et combattante, qui dénonce les formes multiples d'un système basé sur l'avalissement, l'enlaidissement et l'écrasement du citoyen, de la femme, de l'artiste. Dans ses bandes dessinées, Chantal Montellier s'attaque avec un militantisme sans concession, aux bavures policières (la série *Andy Gang* dès 1979), au terrorisme d'État (*Le sang de la commune*, 1982, Futuropolis ; *Les damnés de Nanterre*, 2005, Denoel Gra-



phique), au viol (*Odile et les crocodiles*, 1983, Les humanoïdes, réédité chez Acte Sud/l'an 2 en 2008), à la désinformation orchestrée par nos dirigeants, qui provoque des victimes innocentes (*Tchernobyl, mon amour*, 2006, Actes Sud).

En 2007, elle fonde avec une autre bédéaste, Jeanne Puchol, l'association Artémisia^[1]. Référence marquée, historique, à cette artiste italienne du XVIIe, Artémisia Gentileschi, devenue icône féministe. C'est la première femme peintre reconnue, répertoriée par l'His-

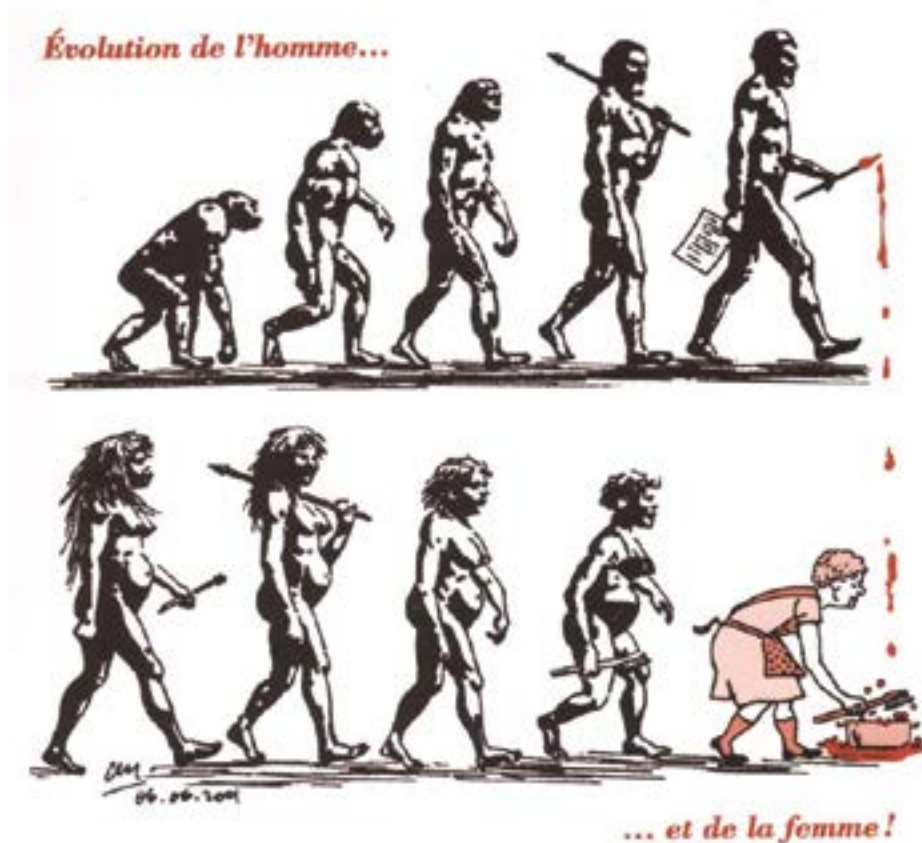
[1] <http://www.assoartemisia.fr>

toire de l'Art, mais aussi une victime de la violence des hommes (violée à son adolescence, elle subira l'humiliation d'un procès). Depuis dix ans, l'association œuvre pour la visibilité du travail des femmes dans la bande dessinée par tous moyens. Le prix Artémisia est remis chaque année en janvier, privilégiant les talents un peu plus singuliers, plus personnels que cette bande dessinée trop convenue, trop consensuelle et trop commerciale, qui inonde le marché "Girly". La prochaine lauréate recevra son prix le 12 janvier prochain dans la bibliothèque de la Fondation René Dumont (Agro-ParisTech-Musée du vivant).

Chantal Montellier possède une vraie œuvre, sincère, puissante et militante. avec un im-

mense talent graphique qui participe, depuis des décennies, à la lutte contre la connerie humaine et l'abrutissement des masses. A lire et relire sans modération.

PAR CHRISTOPHE,
Groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste



Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !



le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT

3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :

- par chèque bancaire joint à votre bulletin d'abonnement
- par virement bancaire
- par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre

Bulletin à retourner complété à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amélot - 75011 Paris



Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : _ _ _ _ _

Ville :

Pays :

Note : Pour nous signaler un changement d'adresse, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Mon règlement :

- par chèque joint, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
- par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0876 4820 363 BIC CCOFFRPPXXX
- par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplis le coupon d'autorisation de prélèvements ci-dessous :

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

Réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine pour les chômeurs/chômeuses, Gratuit pour les détenus.

Abonnement à durée libre la solution facile et économique !

- Standard 11,75 €/trimestre
- De soutien 21,25 €/trimestre
- Réduit 6,00 €/trimestre

- > Vous recevez tous les numéros du Monde Libertaire à prix préférentiel
- > Votre règlement est échelonné en toute simplicité : le prélèvement est automatique
- > Vous arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier

UN AN : 11 numéros + suppléments

- Abonnement standard 47 €
- Abonnement + soutien 85 €
- Tarif réduit (chômeur·ses) 24 €
- Détenu.es

SIX MOIS : 6 numéros + suppléments

- Abonnement standard 14 €
- Abonnement + soutien 30 €
- Tarif réduit (chômeur·ses) 30 €
- Détenu.es

ETRANGER

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !)

Union Européenne & Suisse

- Abonnement standard 96 €
- Abonnement + soutien 134 €

Reste du monde

- Abonnement standard 110 €
- Abonnement + soutien 146 €

Autorisation de prélèvement automatique pour mon abonnement au Monde libertaire (abonnements à durée libre uniquement)

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal le Monde libertaire.

- 11,75 €/trimestre (abonnement normal)
- 21,25 €/trimestre (abonnement de soutien)

Votre compte à débiter :

Titulaire :

Adresse :

IBAN :

Votre établissement bancaire :

Nom :

Adresse :

Date et signature obligatoires :

ORGANISME CRÉANCIER

PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMÉLOT 75011 PARIS

N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 58 50 98

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal de votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque



LES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif.

La participation de tous aux structures et aux œuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine

Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@riseup.net
<http://kropotkine.cybertaria.org>
Permanence : 1^{re} 3^{ème} et 5^{ème}
jeudi du mois de 18 à 21h

★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@federation-anarchiste.org
<http://www.aubanas.lautre.net>

★ 10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille
groupe-germinal@riseup.net

Liaison La Ciotat
groupe-germinal@riseup.net

★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen
groupe-sanguinfa14@laposte.net
<http://sous-la-cendre.info/>
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

★ 15 CANTAL

Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org

★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres
35 allée de l'angle chauce
17190 St-Georges d'Oleron
nous-autres@federation-anarchiste.org

★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
lasociale@riseup.net
<http://groupe.lamistoufle.jimdo.com>

★ 22 COTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

★ 23 CREUSE

Liaison Emile Armand
Cedric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org

★ 24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
<http://fa-perigueux.blogspot.fr>
Vente du Monde libertaire les samedis de 11h à 12h au marché de Périgueux, place de la Clautre.

★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014
Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com>
Permanence à la librairie l'Autodidacte, les mercredis de 16 à 19h et les samedis de 15 à 19h.

Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon
<http://www.lautodidacte.org>

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

★ 26 DROME

Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org

Groupe la Rue Râle (St Jean en Royans/Vercors)
la-rue-rale@riseup.net
<http://laruerale.wordpress.com>
Nous organisons des soirées débat, des projections, des tables de presse, des alternatives en acte, nous circulos avec un bibliobus et la Cantina : contine autogérée, bio, à prix libre. Nous participons à l'Université Populaire du Royans/Vercors et nous sommes présents sur luttes sociales.

★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org
Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>

★ 31 HAUTE GARONNE

Liaison de Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org

★ 32 GERS

Liaison Anartist 32
anartist32@federation-anarchiste.org

★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrué@federation-anarchiste.org
[cerclelibertairejb33@wordpress.com](http://cerclelibertairejb33.wordpress.com)
<http://cerclelibertairejb33.free.fr/>

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

★ 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
<http://famontpellier34.blogspot.fr>

Liaison Frontignan-Sète
frontignan-sete@federation-anarchiste.org

★ 35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale
Local "la Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@falsociale.org
<http://www.falsociale.org>
La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge des films militants : <http://dailymotion.com/farennes>

Librairie associative "La Commune"

17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
Ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

★ 38 ISERE

Groupe La Rue Râle - Pont en Royans/Vercors
laruerale@no-log.org
<http://vercors-libertaire.blogspot.com/>
Groupe de Grenoble
grenoble@federation-anarchiste.org

★ 40 LANDES

Groupe Elisée Reclus - Dax
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

Union Régionale Sud Aquitaine de la FA
ursa@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

★ 42 LOIRE

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com

★ 43 HAUTE LOIRE

Liaison Sébastien Faure
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

★ 44 LOIRE ATLANTIQUE

Groupe Nosotros - Saint-Nazaire
nosotros@federation-anarchiste.org

Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque - Nantes

nantes@federation-anarchiste.org
<http://fa-nantes.over-blog.com/>
[facebook.com/jdejacque](https://www.facebook.com/jdejacque)
Le groupe Joseph Desjacques tient chaque premier mardi du mois une permanence locale au 817, 17 rue Paul Bellamy (tout au fond de la 2ème cour à l'étage), de 18 à 20h sous forme de table de presse.

Groupe anarchiste des bons enfants
groupe.bonsenfants@gmail.com
www.facebook.com/groupe.bonsenfants/

★ 45 LOIRET

Groupe Gaston Couté - Montargis
groupegastoncoute@gmail.com
<http://groupegastoncoute.wordpress.com>

★ 46 LOT

Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

★ 50 MANCHE

Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

★ 53 MAYENNE

Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

★ 55 MEUSE

Groupe Jacques Turbin-Thionville
groupejacquesturbin@rocketmail.com

★ 56 MORBIHAN

Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
<http://anars56.over-blog.org/>



★ 57 MOSELLE

Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseyville
groupe-demetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

★ 60 OISE

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

★ 62 PAS-DE-CALAIS

Groupe Lucy Parsons in the sky
lucy-parsons@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

★ 63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand
spartacus@federation-anarchiste.org

★ 64

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Groupe Euskal Herria - Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

★ 66 PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue *Art et Anarchie*
http://artetanarchie.com

Groupe Pierre Ruff
pierre.ruff-fa66@laposte.net
https://groupepierrerruff.wordpress.com

★ 67 BAS-RHIN

Liaison de Strasbourg

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

★ 68 HAUT-RHIN

Liaison Eugène Varlin
colmar@federation-anarchiste.org

★ 69 RHONE

Groupe Graine d'Anar
grainedanar@federation-anarchiste.org
http://grainedanar.org

Groupe Kronstadt - Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
http://fa-kronstadt.blogspot.fr

★ 70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute-Saone
haute-saone@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

★ 73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

★ 74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

★ 75 PARIS

Groupe La Révolte
la-revolte@federation-anarchiste.org

Groupe Salvador Seguí
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

Groupe Jean Baptiste Botul
botul@federation-anarchiste.org
http://groupe-botul.eklablog.net

Groupe La Commune de Paris - Paris Nord et Est
la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/

Bibliothèque La Rue
Bibliothèque libertaire La Rue
10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedis de 15h00 à 18h00
http://bibliotheque-larue.over-blog.com
larue75018@yahoo.fr

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, émission "Ras-les-Murs", actualités prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.artracaille.fr
pour l'émission radio : http://artracaille.blogspot.com

Groupe Anarliste

an.artiste@yahoo.fr
http://anarliste.hautfort.com

Groupe No Name

no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire

145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com

Radio Libertaire

89.4 Mhz et sur le net
sur http://rl.federation-anarchiste.org
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

★ 76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation-anarchiste.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise

128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14h. à 18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

★ 77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun

Liaison de Chelles

★ 78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org
http://monde-nouveau.net

★ 79 DEUX SEVRES

Liaison Bakounine - Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

★ 80 SOMME

Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
http://fa-amiens.org/

★ 81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

★ 84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

★ 85 VENDEE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org

★ 86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org

★ 87 HAUTE VIENNE

Groupe Armand Beauce
armand-beauce@federation-anarchiste.org

★ 92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

★ 93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poullaille
c/o La Dionys Université
4, place Paul Langevin
93200- Saint Denis
groupe-henry-poullaille@wanadoo.fr
http://poullaille.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://groupesaint-ouen93.blogspot.fr

★ 94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus - Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk

Liaison L'Avenir - Créteil
nosotros36@free.fr

★ 95 VAL-D'OISE

Groupe Le Merle Moqueur - Cergy-Pontoise
le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org
facebook.com/le.merle.moqueur.
federation.anarchiste

★ 988 NOUVELLE-CALÉDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

★ BELGIQUE

Groupe Ici et maintenant - Bruxelles
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix autre"
http://www.avoixautre.be

★ SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes
film@federation-anarchiste.org

Liaison Genève
geneve@federation-anarchiste.org

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA

FA-RI 145 rue Amelot
75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org



LE PROGRAMME D RADIO LIBERTAIRE

Lundi

- 09h00 **Les Enfants de Cayenne**
Émission musicale
Avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.
- 11h00 **Lundi matin**
Infos et revue de presse
- 13h00 **C'est Là que ça se Passe**
Etat des lieux, état des luttes en France
- 14h30 **Ondes de Choc**
Magazine culturel, poésie, chansons et littérature.
- 16h00 **Trous noirs**
Luttes sociales
- 18h00 *Le 16 janvier*
La santé dans tous ses états
L'actualité du milieu de la santé
- Le 23 janvier*
Je ne suis pas un numéro
Une anthropologie du futur, aux confins entre science et science-fiction
- Le 9 janvier*
Science en liberté
Une heure trente pour démenager la biologie
- 19h30 **Le Monde Merveilleux du Travail**
Émission de la CNT
- Le 9 janvier*
Chroniques d'ailleurs
Relations internationales de la Fédération anarchiste
- 21h00 **Ça urge au bout de la scène**
Actualité de la chanson
- 22h30 **De la pente du carmel, la vue est magnifique**
Émission satirique
- 00h00 **Nuit noire**
Musique dans la nuit

Mardi

- 08h00 **Et toi, tu la Sens la Cinquième Puissance**
Contre propagande, état des lieux, et ...
- 10h00 **Artracaille**
Débat de la condition de l'artiste dans la cité
- Le 3 janvier*
Court-circuit
Scènes philosophiques
- 14h30 **Sortir du Capitalisme**
- 17h30 **Des Oreilles avec des Trous (dedans)**
Des fusiques molles pour fous les tous
- 18h00 *Le 3 janvier*
Pas de Quartiers
L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel, pour ceux qui détestent les winners, les longues canines et la langue de bois
- Le 10 et le 24 janvier*
Ideaux et Débats
Émission littéraire
- 20h30 *Le 3, le 10 et le 24 janvier.*
Radio libertaria
Émission de la CNT
- Le 17 janvier*
Lumière noire
Portraits d'anarchistes
- 22h30 **Ça Booste sous les Pavés**
Musique, reportages, actu
- 00h30 **Wreck this Mess**
Cocktail de musiques radicales

Mercredi

- 09h30 **L'entonnoir**
Magazine de l'antipsychiatrie
- 10h30 **Blues en Liberté**
Émission musicale blues
- 12h **Un rayon de soleil**
le libertaire debout : le soleil a son zénith
- 14h00 *Le 4 janvier*
Flemmardise et Réveil Mots
Lectures en direct
- Le 18 janvier*
Des Cailloux dans l'Engrenage
L'enfance poil à gratter
- Le 11 et le 25 janvier*
RadioTitso
Le ciel est bleu, t'as du vent dans l'nez
- 16h00 **Léo 38**
Reggae et autres
- 17h00 *Le 18 janvier*
Squat'heure d'antenne
L'émission des squats et des lieux alternatifs
- 18h30 **Femmes Libres**
Femmes qui luttent, femmes qui témoignent
- 20h30 **Ras les Murs**
Actualité des luttes des prisonniers
- 22h30 **Traffic**
- 0h30 **Tumultum hominum**
- Le 25 janvier*
Les nocturnes multipass'

Jeudi

- 09h00 **Niarg**
L'émission qui mort et qui rit
- 10h00 **Chronique hebdo**
Analyse libertaire de l'actualité
- 12h00 **De Rimes et de Notes**
Actualité du spectacle et de la chanson
- 14h00 **Radio Cartable**
La radio des enfants des écoles d'Ivry
- 15h00 **Bibliomanie**
Autour des livres
- 16h30 *Le 12 et le 26 janvier*
Radio LAP
L'émission du Lycée Autogéré de Paris
- Le 19 janvier*
Radio Goliard(s)
Histoire populaire pour tous et par tous
- 18h00 **Si Vis Pacem**
Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France
- 19h30 *Le 12 et le 26 janvier*
Jeudi Noir
Notre bibliothèque
- Le 19 janvier*
Askatasunak !
Actualité politique en Euskal Herria.
- Le 5 janvier*
Cosmos
Spécial bidouillage
- 20h30 **Jazzlib**
Du jazz et encore du jazz
- Le 12 et le 26 janvier*
Entre chiens et loups
- 22h30 **Epsilonia**
Musiques expérimentales et expérimentations sonores

Vendredi

- 13h00 **Place aux Fous**
Musiques, disciplines de l'indiscipline
- 14h30 **Les Oreilles Libres**
Musiques engagées.
- 16h00 *Le 6 et le 20 janvier*
Dies Irae
Un auteur, un invité, une lecture, un débat
- Le 13 et le 27 janvier*
Le Quimboiseur
Montez à bord de La Résilience...
- 17h30 **Radio Espéranto**
Émission de l'association Sat Amikaro
- 19h00 *Le 6 et le 20 janvier*
L'Invité du Vendredi
L'antenne du social
- Le 27 janvier*
Neséma
Espace de dialogue entre les différents acteurs et actrices de la lutte contre le sida
- Le 13 janvier*
Au delà du RL
Chroniques, billets d'humeur
- 21h00 *Le 6 et le 20 janvier.*
Offensive...
Émission d'Offensive Libertaire et Sociale
- Le 13 et le 27 janvier*
Les Amis d'Orwell
Émission contre systèmes de contrôle des individus
- 22h30 *Le 6 et le 20 janvier*
Radio X
Musiques électromatiques
- Le 13 et le 27 janvier*
Transbords
L'émission pour abattre les frontières
- 00h00 *Le 17 juin*
Pause Musicale
Les 6, 13 et 27 janvier
Les Nuits Musicales





AGENDA MILITANT

Samedi

08h00 Réveil hip-hop

Hip-hop au saut du lit... ou dans le lit

10h00 La philanthropie de l'ouvrier charpentier

Comme son nom ne l'indique pas...

11h30 Chroniques Syndicales

Luttes et actualités sociales

13h30 Chroniques Rebelles

Débats, dossiers et rencontres

15h30 Deux sous de Scène

Le magazine de la chanson vivante

17h00 Bulles noires

BD et polar

19h00 *Le 21 janvier* Longtemps je me suis couché de bonne heure

Magazine des livres, de la musique et du cinéma

Le 7 janvier Contrebande

Cinéma

Le 14 et le 20 janvier Tribuna latino america

Actualités de l'Amérique latine

21h00 *Le 7 et le 21 janvier* Tormentor

Musiques alternatives

Le 14 et le 20 janvier Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée

Chronique artistique, musique classique et contemporaine

23h00 *Le 7 et le 21 janvier* Hôtel Paradoxe

Poésie sonore

Le 14 et le 20 janvier Nuit off

topologies sonores, rocks et chronique

Dimanche

10h00 *Les 8, 22 et 29 janvier* Ni Dieu ni Maître

Économie et religion à l'heure de la messe

12h00 Folk à Lier

Le magazine des musiques traditionnelles

14h00 *Les 8, 22 et 29 janvier* Tempête sur les planches

Actualité du théâtre et de la danse

Le 15 janvier Passage avide

15h30 *Le 8 janvier* Wide side

relecture et redécouverte du rock par des ados

Le 15 janvier Des mots, une voix

Des mots, des auteurs

17h00 Le Mélange

Un programme musical proposé et animé par Michel Polizzi

18h30 *Le 8 et le 22 janvier* Ya de la fumée dans le poste

Émission du Collectif d'Information et de Recherche Cannabique

Le 15 et le 29 janvier Échos et frémissements d'Irlande

Émission de l'association irlandaise

20h00 Détruire l'ennui

DIY en tous sens !

22h00 *Le 8 et le 22 janvier* Rudie's back in town

Pour les rudies boys & les rudies girls

Le 15 et le 29 janvier Seppuku

Musiques électroniques

Mardi 10 janvier, 20h30 - Limoges (87)

Rencontre et débat

L'ANARCHISME EN ROUMANIE

Avec Adrian Tataran - Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca

"Exilés, nihilistes, oubliés, vaincus ?

La pensée libertaire roumaine n'est pas morte"

Entrée libre

CIRA, 64, avenue de la Révolution, 87000 Limoges

Mercredi 11 janvier - 8h - Amiens (80)

Manifestation

VERDICT DU PROCÈS DES GOODYEAR

Le 12 janvier 2015, la justice condamnait des salariés de Goodyear qui défendaient leurs emplois à de la prison ferme. La mobilisation des 19 et 20 octobre dernier a permis d'obtenir l'abandon de la prison ferme.

Tous ensemble à Amiens, le 11 janvier à partir de 9 heures (lieu précis à venir) lors du rendu public du jugement en Appel, pour aller chercher la relaxe totale.

Palais de justice d'Amiens, 14 Rue Robert de Luzarches

jeudi 12 janvier, 20h - St. Imier (Suisse)

projection

"JURA : ENRACINÉS À LEUR TERRE"

Projection du film "Jura: enracinés à leur terre"

en présence du réalisateur et d'un paysan (Paul Sautebin)
Espace Noir, Francillon 29, 2610 Saint Imier

Samedi 14 janvier, 15h - Rouen (76)

Rencontre et débat

RENCONTRE AVEC JUSTHOM AUTOUR DE SON DERNIER LIVRE

Rencontre avec Justhom autour de son dernier livre, paru aux Editions Libertaires : "Un peu d'Histoire... revisitée (Monuments et luttes sociales dans Paris)".

Librairie l'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire

jeudi 19 janvier, 20h - Lyon (69)

projection

"L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET MOI"

MJC du vieux Lyon, salle Léo Ferré, 5 place St Jean
Espace Noir, Francillon 29, 2610 Saint Imier

Vendredi 20 janvier, 20h30 - Laon (02)

Rencontre et débat

RENCONTRE ET DÉBAT AVEC GÉRARD MOR-DILLAT

Rencontre et débat avec Gérard Mordillat autour du livre "Le fascisme de Mussolini" (Editions Demopolis)

Mussolini a défini le fascisme historique. Aujourd'hui, sous des formes nouvelles, les données fondamentales du fascisme sont réunies dans le programme du Front National de Marine Le Pen. L'arrivée au pouvoir de ce parti venu de l'extrême-droite n'est plus seulement une hypothèse...

Entrée libre et gratuite
L'étoile noire, 5 rue Saint Jean

Jeudi 26 janvier, 18h30 - Merlieux (02)

Rencontre et débat

RENCONTRE-DÉBAT AVEC PIERRE BITOUN

Rencontre débat avec Pierre Bitoun autour de son livre « le sacrifice des paysans »

Organisé par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste.

Entrée libre et gratuite
Merlieux, 8 rue de fouquerolles, 02000 Merlieux

